LÉGISLATIVES — UN AVERTISSEMENT POUR MACRON

Les analyses de la presse étrangère

Courrier international

N° 1650 du 16 au 22 juin 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, **Allemagne** 5,70 €, **Andorre** 5,30 €, **Canada** 7,95 $CAN, **DOM** 5,10 €, **Espagne** 5,40 €, **Grande-Bretagne** 4,70 £, **Grèce** 5,40 €, **Italie** 5,40 €, **Japon** 850 Y, **Maroc** 43 DH, **Pays Bas** 5,40 €, **Portugal** cont. 5,40 €, **Sénégal** 3400 F CFA, **Suisse** 6,80 CHF, **TOM** 850 XPF, **Tunisie** 7,70 DT, **Afrique CFA autres** 3500 F CFA.

L'ARME DU BLÉ

Le monde ne manque pas de céréales, mais la propagande de Vladimir Poutine inquiète et fait monter les prix. La famine menace les pays les plus démunis.



M 03183 - 1650 - F: 4,50 €

iPhone 13 avec 5G. Répondez à l'appel de la puissance.

orange™



4G 5G

iPhone 13

DAS tête : 0,98 W/kg
DAS tronc : 0,99 W/kg
DAS membres : 2,99 W/kg

15 €/mois
pendant 24 mois avec le financement Orange Bank*

Pour l'achat de l'iPhone 13 128 Go à 459 € avec un forfait mobile 150 Go 5G engagement 24 mois et 70 € de remise immédiate, avec 99 € d'acompte et 360 € financés à crédit.

Par exemple : pour un crédit affecté de 360 € empruntés sur 24 mois au **TAEG fixe de 0 %** (taux débiteur annuel fixe de 0 %), hors assurances facultatives, vous remboursez 24 **mensualités de 15 €. Montant total dû : 360 €. Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.**

*Crédit affecté, après accord d'Orange Bank et délai de rétractation de 14 jours, disponible uniquement en boutique Orange. Tarification : de 0 % à 14,80 % TAEG fixe, selon l'offre de téléphonie de l'emprunteur, l'objet financé à crédit ou la durée du crédit. Les intérêts du crédit à TAEG fixe 0 % sont pris en charge par la boutique Orange. Conditions de l'offre Orange et du financement Orange Bank valables du 2 au 21 juin 2022. Pour plus de détails, renseignez-vous en boutique Orange.

5G : avec offre et mobile compatibles uniquement en zones déployées (réseau en déploiement progressif) – couverture sur reseaux.orange.fr

Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions réservée aux particuliers en France métropolitaine du 2 au 21 juin 2022, en boutique et en click and collect. Valable avec le forfait mobile 150 Go 5G à 44,99 €/mois (prix hors promotions) avec engagement 24 mois. Le forfait mobile 150 Go 5G et le crédit affecté à la vente du téléphone peuvent être souscrits séparément à des conditions financières différentes.

Orange, SA au capital de 10 640 226 396 € – 111 quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux – 380 129 866 RCS Nanterre – n° 13 001 387 (www.orias.fr). Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement d'Orange Bank. Orange Bank, SA au capital de 1 152 775 712 € – 67 rue Robespierre 93107 Montreuil Cedex – 572 043 800 RCS Bobigny – Orias n° 07 006 369.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

L'arme du blé

p.28

"J'ai dû réduire le nombre de repas. Nous mangeons seulement le matin et le soir [...]. *La margarine, les œufs et le cervelas ont beaucoup augmenté. Alors on mange du pain, sans rien."* Ce témoignage, glaçant, d'une habitante de Johannesburg, en Afrique du Sud, a été publié par le **Mail and Guardian** dans un article que nous avons choisi de traduire dans notre dossier cette semaine. Le journal a recueilli des témoignages similaires au Kenya. Au Tchad, les autorités ont décrété l'"*urgence alimentaire*". *"Sur l'ensemble du continent africain, les prix des produits du quotidien sont en train de grimper en flèche et les aliments ordinaires deviennent des produits de luxe"*, écrit le *Mail and Guardian*. Même phénomène au Moyen-Orient, qui dépend très largement, comme l'Afrique, des importations de blé ukrainien et russe. En Égypte, devant la flambée des prix des céréales, les autorités lâchent du lest pour désamorcer la bombe sociale. Au Liban, la cherté du blé aggrave encore l'hyperinflation. Une situation qui risque de plonger des millions de personnes dans la famine, avertissait en mars, déjà, *The Economist*.

Comment en est-on arrivé là? C'est la question au cœur de notre dossier. Et la réponse est complexe. La guerre en Ukraine n'explique pas tout et, contrairement à certaines idées reçues, il n'y a pas de pénuries de blé. Simplement, le blé est devenu une "*arme psychologique*", comme l'explique très bien l'article du **Washington Post** qui ouvre notre dossier, et à ce jeu-là, c'est encore Vladimir Poutine qui tire le mieux les ficelles, souligne le quotidien américain : *"Il est passé maître dans l'art de la propagande et, comme tous les manipulateurs, il sait qu'il suffit de gérer soigneusement les perceptions pour qu'elles deviennent réalité."* Il a suffi que le président russe menace de limiter les exportations de blé russe (et bloque celles de l'Ukraine) pour affoler les marchés – et encourager la spéculation. Explications du *Washington Post* : *"Le blé est une denrée précieuse, à la fois symbole et aliment. Le pain est un indicateur de stabilité – ou d'instabilité. Et c'est ce qui en fait un outil de propagande si puissant. Le véritable danger n'est pas qu'il y ait une pénurie mondiale, mais que la peur crée un climat de panique qui fasse grimper les prix et prive de nourriture ceux qui ont faim."* On comprend mieux la part d'irrationnel quand on sait que les exportations des deux pays sont certes importantes, mais ne représentent finalement "que" 30 % de la production mondiale selon le *Washington Post*. Il y a des stocks ailleurs, et pourtant cela n'a pas suffi, notamment pour les pays les plus pauvres, où une très forte inflation entraîne souvent des vastes mouvements de protestation. Ce fut le cas au moment des "printemps arabes". Cela pourrait recommencer. Inquiets, certains gouvernements, comme en Inde, ont pris les devants et suspendu leurs exportations de blé. Alimentant un peu plus la spirale inflationniste.

Pour George Monbiot, c'est la structure même du système alimentaire mondial qui est à revoir. Dans une tribune au vitriol publié dans **The Guardian,** l'éditorialiste britannique dénonce la mainmise de quelques multinationales sur le secteur, menacé selon lui d'effondrement, comme le système financier mondial avant lui en 2008. L'industrie alimentaire fonctionne à flux tendu, ce qui l'expose d'autant plus à des chocs politiques et à des catastrophes climatiques. Et toute rupture dans la chaîne d'approvisionnement – comme aujourd'hui en Ukraine, où plus de 20 millions de tonnes de blé attendent dans les entrepôts du pays d'être exportées – peut vite menacer la sécurité alimentaire de nombreux pays.

Pour Monbiot, la standardisation, au niveau mondial, de nos modes de production et de consommation a rendu le système fragile. La preuve en chiffres : *"Quatre grands groupes seulement domineraient 90 % du commerce céréalier mondial* [...]. *Quatre plantes seulement – le blé, le riz, le maïs et le soja – correspondent à près de 60 % des calories cultivées sur les exploitations."* La solution pour le journaliste : *"Diversifier la production, sur le plan géographique mais aussi en matière de cultures et techniques agricoles"* et sortir de l'emprise des multinationales. Tout un programme.

En couverture :
Illustration de **Taylor Callery,** *États-Unis,* pour *Courrier international.*

Sommaire



CLAYTON JUNIOR, ALLEMAGNE.

360° p.40

Vive le produit intérieur brut !

Nos excréments constituent une ressource naturelle, renouvelable et durable. Mais pour les exploiter il faudrait que nous arrivions à passer outre notre dégoût viscéral. La journaliste et autrice américaine Lina Zeldovich nous y encourage dans **Aeon.**

FRANCE p.6

Un pays en colère, mais sans force motrice

Le premier tour des législatives révèle une France divisée et un rapport au politique fragilisé, explique **Il Giornale,** le journal de la droite italienne.

EUROPE p.24

L'Église orthodoxe, l'autre bras armé de la Russie

Le patriarche Kirill défend la guerre contre l'Ukraine – un choc entre des valeurs irréconciliables, selon lui. Une position qui heurte les autres Églises orthodoxes, raconte cette correspondante de guerre chevronnée dans **Foreign Policy.**

SÉRIE 4/5 SOFT POWER RELIGIEUX

MUSIQUE p.44

En Asie du Sud-Est, la bande-son de la révolte

Fidèles à l'héritage contestataire du rap, du punk et du heavy metal, des musiciens dénoncent dans leurs chansons les pouvoirs politiques et religieux en place. Un récit de **Nikkei Asia.**

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Aeon (aeon.co) Londres, en ligne. **Le Devoir** Montréal, quotidien. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Fenghuang Wang** (ifeng.com) Pékin, en ligne. **Financial Times** Londres, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **Il Giornale** Milan, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **La Libre Belgique** Bruxelles, quotidien. **Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire. **MIT Technology Review** Cambridge (États-Unis), bimestriel. **New Frame** (newframe.com) Johannesburg, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Raseef22** (raseef22.com) Beyrouth, en ligne. **The Spectator Australia** Perth, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **The Sunday Times** Londres, hebdomadaire.**The Sydney Morning Herald** Sydney, quotidien. **Der Tagesspiegel** Berlin, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **Tunisie numérique** (tunisienumerique.com) Tunis, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien.

SOMMAIRE

7 jours dans le monde
6. France. Un pays en colère, mais sans force motrice
11. Controverse. L'Australie doit-elle devenir une république ?

D'un continent à l'autre
12. États-Unis. Des tueurs de masse de plus en plus jeunes
14. Colombie. Rodolfo Hernández, invité surprise à la présidentielle
16. Rwanda. L'asile offshore, un dangereux précédent
18. Tunisie. Kaïs Saïed, seul contre tous
20. Iran. Les femmes bravent le régime
22. Chine. Confinés sans salaire
24. Religion. L'Église orthodoxe, l'autre bras armé de la Russie
26. Royaume-Uni. Le système métrique perd pied

À la une
28. Blé : le grand chantage

Transversales
36. Économie. Le procès Markus Braun, aussi géant que l'affaire Wirecard
38. Techno. Quand la machine s'emballe

360°
40. Écologie. Vive le produit intérieur brut !
44. Musique. En Asie du Sud-Est, la bande-son de la révolte
45. Photographie. Yuki Kihara revisite le paradis de Gauguin
46. Art contemporain. En Chine, le mariage de l'art et du selfie

SUR NOTRE SITE

France. Le second tour des législatives vu par la presse étrangère

Nos voisins allemands, italiens, belges, suisses… suivent attentivement la bataille qui se joue pour la majorité à l'Assemblée nationale. Découvrez leurs commentaires, leurs analyses et leurs réactions sur le vote, et sur la nouvelle composition du Parlement.

Société. Pourquoi l'Espagne n'est pas un pays de scientifiques

Grand pays d'art, de religion et de lettres, l'Espagne demeure discrète dans le domaine des sciences. L'Église catholique, de mauvaises stratégies politiques et le manque de ressources accordées à l'enseignement supérieur en sont les principaux responsables, selon **El Mundo.**

Podcast. "Six pieds sur Terre" : demain, dans nos assiettes

Que mangerons-nous demain? Partout le même menu, composé d'une nourriture industrielle ultratransformée? Devons-nous nous réapproprier nos assiettes? Y intégrer des algues, des insectes? Si vous vous posez ces questions, nous vous invitons à écouter notre podcast, consacré à la nourriture de demain.

L'horoscope de Rob Brezsny *Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.*

Télécharger dans l'App Store **Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.**

NEWSLETTER

Sacrés Français



Notre passion pour les vacances et le fromage, nos vies dans les embouteillages…

Chaque samedi, retrouvez ce que la presse étrangère a écrit de plus drôle, de plus grinçant, de mieux ou de pire sur nous, nos singularités, nos travers, ainsi que sur les débats qui agitent la France.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour : RCO22BAO001A

☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80~~ €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/ours2022
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Androïd
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :
Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juin 2022. Commission paritaire nº 0722c82101.
ISSN nº 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (1631), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) **7 jours dans le monde** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **France** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **Moyen-Orient** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **Afrique** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) **Magazine 360°** Marie Bélœil (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) **Histoire** Mélanie Liffschitz (1696)

Site Internet Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement web) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

Traduction Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

Pôle visuel Sophie-Anne Delhomme (responsable), **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **Iconographie** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) **Maquette** Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **Cartographie** Thierry Gauthé (1670) **Infographie** Catherine Doutey (1666)

Agence courrier Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **Impression, brochage, routage :** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Giuseppe Ardiri, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Anne-Françoise Cochet, Emma Collet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Céline Dompierre, Jeanne Fourneau, Louise Henry, Mathilde Loire, Valentine Morizot, Isabelle Talès, Isabelle Taudière, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang, Yiqian Zheng, Paola Zumstein

Publicité MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international** Steeve Dablin (01 57 28 38 84) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 3021) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

Responsable administrative et financière Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) **Droits** Blandine Mosnat (1652) **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des vente** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 0321130431 Fax** 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ. and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophisations :** Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

CHEZ E.LECLERC, NOTRE ENGAGEMENT POUR L'EMPLOI EST À DURÉE INDÉTERMINÉE.

Lorsqu'on engage, on s'engage : c'est pour ça que 89 % des collaborateurs de l'enseigne sont en CDI. Assurer une stabilité en termes d'emploi et de salaire est une de nos priorités, qui permet à chacun de construire sa carrière sur le long terme. Plus d'informations sur www.recrutement.leclerc



E.Leclerc

www.mouvement.leclerc

DETC GALEC – 26 Quai Marcel Boyer – 94200 Ivry-sur-Seine, 642 007 991 RCS Créteil.

↙ *Dessin de* **Kichka,** *Israël, pour* **Courrier international.**

France. Un pays en colère, mais sans force motrice

Le premier tour des législatives révèle une France extrêmement divisée et un rapport au politique fragilisé, explique ce journal de la droite italienne, dans un article publié le jour du scrutin.



—Il Giornale *Milan*

Pour Macron, ça n'allait pas être un long fleuve tranquille. Ça s'est senti dès le résultat du premier tour de la présidentielle. Le Rassemblement national de Marine Le Pen a marqué un très bon score ; Jean-Luc Mélenchon, ce vieux lion montant de la gauche française, a lui aussi raflé quantité de voix. Ce premier tour est le véritable signal d'alarme. Ensuite, au second tour, le verdict sorti des urnes a été sans surprise.

Certes, Macron a été réélu, mais politiquement il n'est pas en position de force. Il a gagné, mais il a surtout évité de perdre.

Dans quelques jours se tiendra le second tour des élections législatives, après un premier tour marqué par la présence d'un puissant bloc de gauche, d'une droite qui se radicalise sans perdre ses soutiens, d'un parti républicain qui peine à survivre et d'une République en marche, au centre, ex aequo avec la Nupes de Mélenchon. Au second tour, la situation pourrait évoluer, mais le pays n'en restera pas moins fortement divisé, sans véritable force motrice. Et, quoi qu'il en soit, Macron devra passer des accords avec d'autres partis pour pouvoir mener à bien certaines des réformes promises pendant la campagne ou programmées au cours de son précédent mandat.

Le risque, à en croire les sondages, du moins, c'est que le président n'obtienne pas la majorité absolue, dont le seuil est fixé à 289 sièges. Sauf surprise au second tour, sa coalition devrait totaliser entre 270 et 305 sièges. Un scénario préoccupant pour le chef de l'État, qui était jusqu'alors soutenu par une confortable majorité de 341 députés et n'avait pas l'habitude de s'enfoncer dans un bourbier parlementaire à chaque nouvelle proposition de loi.

L'unique formation qui pourrait soutenir les propositions de Macron est celle des Républicains.

Macron devra sceller des accords avec d'autres partis sur des questions qui, en France, sont loin d'être secondaires. En premier lieu, la réforme des retraites, alors que Mélenchon est prêt à bloquer toute tentative de relèvement de l'âge légal du départ à la retraite et qu'il pourrait se révéler un cheval de bataille forcené, capable de perturber la totalité du mandat. Ce n'est pas un hasard si le locataire de l'Élysée, conscient du problème, s'est déjà déclaré prêt à "*changer de méthode*" pour davantage collaborer avec les partis politiques et les partenaires sociaux. L'unique formation qui pourrait soutenir les propositions de Macron est celle des Républicains, qui est ressortie extrêmement affaiblie de la présidentielle. Son soutien lui sera d'aussi peu d'utilité pour apaiser le pays que pour constituer une solide majorité.

La France bouillonne. L'abstention, dépassant la barre des 50 %, indique que le mécontentement touche désormais tout le tissu social. Certains observateurs pointent aussi du doigt l'atmosphère estivale : la chaleur aurait poussé une armée de Français à bouder le rendez-vous électoral du 12 juin, se disant qu'ils se rattraperont le 19. Mais le problème semble avant tout être le rapport au politique, complètement décousu. D'ailleurs, l'abstention conduit à d'étranges triangulaires, avec la possibilité que les forces les plus radicales, qui savent déjà qu'elles élargiront leurs rangs à l'Assemblée, réalisent des exploits.

Épée de Damoclès. Au mécontentement s'ajoute la colère. Entre grèves et protestations diverses et variées, l'été s'annonce bouillant. Le dossier des retraites n'est rien de moins qu'une épée de Damoclès. Au chapitre de l'ordre public, de récents incidents, tels que la déplorable gestion de la finale de la Ligue des champions à Paris, mais aussi certaines interventions de la police, confirment que la sécurité reste un problème central de la politique française, un problème qu'il est urgent de régler. Ce n'est pas un hasard si, il y a quelques jours, Mélenchon, a tweeté : "*Nous en sommes à 4 morts en quatre mois pour refus d'obtempérer, dont une jeune femme de 21 ans, tuée d'une balle dans la tête. Nous reconstituerons l'Inspection générale de la police nationale et nous restaurerons une police de proximité. Il y a urgence.*"

En cas de nouvelle vague de protestations, la question des violences policières risque de refaire surface. Or le tout jeune gouvernement ne semble pas en mesure de tenir fermement le gouvernail, surtout s'il ne peut compter sur une majorité parlementaire.

—Lorenzo Vita
Publié le 12 juin

SOURCE

IL GIORNALE
Milan, Italie
Quotidien, 157 047 ex.
ilgiornale.it

Fondé en 1974 par Indro Montanelli, journaliste le plus célèbre d'Italie, *Il Giornale* est un quotidien de droite. Depuis 1992, il appartient à la famille Berlusconi, qui en a fait une publication à la ligne éditoriale marquée, hostile à la gauche. Sobre et complet, son site mêle articles gratuits et articles réservés aux abonnés.

Arrêtez de crier au loup, M. Macron !

Au lieu de dramatiser à outrance les élections, le président de la République devrait s'employer à améliorer la vie démocratique française.

—Süddeutsche Zeitung
Munich

Si on ne s'intéresse qu'au résultat qui figure sur le papier après ce premier tour des élections législatives françaises, l'information la plus importante, c'est que l'alliance de partis qui soutient Emmanuel Macron constituera le plus grand groupe à l'Assemblée nationale. Cela suffira-t-il pour qu'elle ait la majorité absolue ou non ? On ne le saura qu'après le second tour, dans une semaine. Dans le même temps, la Nupes, l'alliance de la gauche dirigée par Jean-Luc Mélenchon, n'est pas parvenue à placer son chef comme Premier ministre. Elle formera malgré tout la plus grande force d'opposition à la nouvelle Assemblée nationale.

Absence de mémoire. Voilà pour la répartition des sièges à laquelle il faut s'attendre. Passons à l'ambiance. Elle est calamiteuse. La majorité des Français – et même 70 % chez les moins de 35 ans – n'ont pas daigné aller voter dimanche. Quand Emmanuel Macron a été élu président en 2017, il avait souligné qu'il redonnerait aux citoyens confiance dans la politique. Cinq ans plus tard, après une réélection sans joie et sans inspiration au printemps et après ces élections législatives boudées par les Français, on constate une chose : sous Macron, la culture démocratique française non seulement n'a pas récupéré, mais en outre elle s'est encore dégradée.

Une grande partie des ministres et des conseillers de Macron va jusqu'à qualifier d'"extrémisme" tout ce qui se trouve au-delà de l'alliance. Amélie de Montchalin, par exemple, la nouvelle ministre de l'Environnement, a déclaré que Mélenchon ne cherchait *"pas le pouvoir mais l'anarchie"*. Et la porte-parole du gouvernement, Olivia Grégoire, s'est refusée le soir du scrutin à appeler les électeurs à faire front contre l'extrême droite au second tour. Sous-entendu : la Nupes est aussi antirépublicaine que le Rassemblement national de Marine Le Pen.

Premièrement, ce n'est pas vrai, et deuxièmement, cela témoigne d'une absence de mémoire remarquable. C'est grâce aux voix des électeurs de Mélenchon que Macron a obtenu un second mandat, parce qu'ils s'étaient sentis pour la plupart obligés d'empêcher Marine Le Pen de devenir présidente, conformément à la tradition républicaine. Mélenchon est un populiste, il est souvent agressif et ses opinions concernant l'Europe et la politique étrangère, qui reposent essentiellement sur la haine des États-Unis, semblent ne pas avoir été revues depuis les années 1980. Mais Mélenchon n'est pas l'héritier d'un parti fasciste comme Le Pen.

Au lieu de s'employer à dramatiser en permanence le débat public (sur le thème : si on perd, le pays est fichu), l'équipe Macron devrait se concentrer sur un renforcement des institutions démocratiques existantes. Macron avait promis une réforme du droit électoral qui était bien nécessaire. Et n'a rien fait. Il a préféré expérimenter des formats de démocratie directe qui n'ont mené à rien. Comme la Convention citoyenne pour le climat. S'il avait vraiment fait preuve de courage ou simplement d'un peu de détermination à propos du climat, la Nupes serait moins forte aujourd'hui. Et s'il s'attaquait enfin à la réforme du droit électoral, Le Pen devrait renoncer à son rôle de martyre. Elle devrait véritablement travailler au sein de l'Assemblée nationale au lieu de se présenter comme la sauveuse des laissés-pour-compte à qui on met des bâtons dans les roues.

—Nadia Pantel
Publié le 13 juin

Vu d'Argentine

Une musique nouvelle et salvatrice

●●● Les résultats de ce premier tour des législatives révèlent un *"surprenant paradoxe"*, juge le journal de gauche argentin **Página 12.** Deux mois après la réélection d'un président centriste-libéral face à une candidate d'extrême droite, la principale force d'opposition est maintenant une alliance de la gauche *"eurosceptique et anticapitaliste"*.
Ce changement, profond et fulgurant, *"est une conquête majeure pour l'action politique"*. D'autant plus que, même si le Rassemblement national ne cesse de gagner des voix, l'arrivée de la Nupes lui a ôté le monopole de l'opposition et de l'attention médiatique.
"[Elle] sera comme une musique nouvelle et régénératrice face au discours de haine et de violence que l'extrême droite débite à longueur d'année."
La légitimité des urnes acquise par la Nupes est un *"triomphe"* pour la démocratie et le pluralisme politique, conclut le quotidien de gauche de Buenos Aires. La gauche française, *"médiatrice du changement"*, manquait depuis longtemps.

Vu du Portugal

Le macronisme est déjà usé

●●● Ensemble a beau rester favori pour remporter la majorité des sièges à l'Assemblée nationale, *"cela ne masque pas l'usure du macronisme"*, observe l'éditorialiste portugais Leonídio Paulo Ferreira dans le **Diário de Notícias.** Une victoire aux législatives découlerait plus de la position centriste du président et de ses alliés que d'un *"véritable enthousiasme"*. Pour Ferreira, Macron *"doit beaucoup à la vieille croyance populaire dans les vertus du centre, du juste milieu"*. Mais *"loin de se bercer d'illusions, il va devoir méditer longuement sur la vraie valeur d'une victoire où, comme à la présidentielle, les Français ont surtout voté contre"*.

Quel culot M. Mélenchon !

Grâce à son leader "déchaîné", qui a occupé tout l'espace pendant la campagne, la gauche bouscule l'hégémonie macroniste.

—La Libre Belgique
Bruxelles

Il y a à peine sept semaines, la gauche française était laminée, politiquement et financièrement. La candidate socialiste [Anne Hidalgo] n'avait même pas convaincu 2 % des électeurs. Une gifle historique. Présumée morte, la gauche s'est pourtant recomposée – le temps d'une élection – en surfant sur le bon score du populiste Jean-Luc Mélenchon. Depuis, le paysage politique français navigue entre trois grandes tendances inconciliables.

Au-delà de l'abstention historique de ce dimanche, ce scrutin démontre que la gauche résiste, rebondit au point de bousculer l'hégémonie centriste. Elle se retrouve cependant avec des instances politiques atomisées qui devront peut-être un jour arbitrer tant de litiges balayés sous le tapis le temps de la campagne.

Malgré ce succès incontestable, Mélenchon a peu de chance de transformer la troisième place du podium à la présidentielle en strapontin pour Matignon. L'homme est démago et méprisant, certes, mais particulièrement malin et tenace. Peu d'observateurs ont vu ce vieux renard de la politique tenir bon. Mélenchon élève le culot au rang d'art. Avant même la réélection de Macron, le troisième homme de la présidentielle appelait les Français à *"[l']élire Premier ministre"*.

Fou rire garanti d'abord. Malgré l'aberration constitutionnelle de ce slogan, les socialistes et écologistes,

Sous les projecteurs des médias, le duel Macron-Mélenchon a pris forme, tandis que Marine Le Pen s'effaçait…

au fond du gouffre, n'ont trouvé d'autre issue de secours. Derrière la bannière Nupes, les partis de gauche se rassemblent, malgré les divisions, les incohérences, les désaccords et quelques rancœurs personnelles tenaces. Un accouchement dans la douleur donc, mais un accouchement quand même. Sous les projecteurs des médias, le duel Macron-Mélenchon a pris forme. Coup de force réussi, tandis que Marine Le Pen s'effaçait d'elle-même…

Emmanuel Macron a eu tort de voir dans ces législatives une simple formalité alors que chacune des 577 circonscriptions représente une élection en soi. L'interminable formation de son gouvernement a laissé un vide surexploité par un Jean-Luc Mélenchon déchaîné, dont le culte de la personnalité, la paranoïa et les provocations ont occupé tout l'espace. Un espace également délaissé par une droite assommée et humiliée par la lourde défaite de Valérie Pécresse.

Sans majorité cohérente et solide, le président français ne parviendra pas à trouver l'élan nécessaire pour mettre en œuvre les réformes qu'il a promises, dont celle de la retraite à 65 ans. Macron a cinq jours pour mobiliser, changer la donne et sauver son deuxième quinquennat.

—Dorian de Meeûs
Publié le 12 juin

↙ *Dessin de* **Sondron** *paru dans* **L'Avenir,** *Namur.*

L'extrême droite, l'autre vainqueur

En nombre de voix, la seule véritable progression au niveau national est celle du Rassemblement national de Marine Le Pen, rappelle ce quotidien suisse.

—Le Temps *Genève*

Marine Le Pen a retrouvé le sourire. Son discours était de loin le plus optimiste dimanche soir, à la tombée des résultats du premier tour des élections législatives françaises. Alors que Jean-Luc Mélenchon cachait mal sa déception malgré son discours de victoire qui se voulait très offensif et que la Première ministre Élisabeth Borne n'enflammait personne en appelant à la mobilisation en vue du second tour, le Rassemblement national (RN) est finalement le seul parti à réellement progresser dans cette élection. Il avait pourtant fait profil bas pendant presque toute la campagne.

Alors que tout le monde se concentrait sur le match Macron-Mélenchon, on a un peu oublié la candidate du second tour de l'élection présidentielle ces derniers jours et surtout dimanche soir. En réunissant 18,68 % des voix au niveau national, son RN fait pourtant beaucoup mieux que les 13,2 % du premier tour de 2017. Et ce sans compter les 4,24 % de Reconquête, le parti d'Éric Zemmour qui, lui, a été rayé de la carte. Cet électorat devrait désormais revenir dans l'escarcelle lepéniste, qui reprendrait ainsi le monopole du nationalisme dur.

Hausse anecdotique. Il faut se souvenir qu'au premier tour des élections législatives de 2017, 31,2 % des voix allaient à la majorité présidentielle contre 25,75 % cette année et environ 26 % aux partis qui constituent désormais la Nupes contre 25,66 % ce dimanche. Une dégringolade pour les macronistes et une stagnation pour la gauche, qui réussira cependant à énormément progresser en nombre de sièges grâce à son unité. La France ne s'est pas gauchisée mais ce sera le cas de l'Assemblée nationale.

La seule vraie progression en termes de suffrages est donc celle du RN. De 8 députés en 2017, il devrait passer à une trentaine cette année et donc largement obtenir son groupe parlementaire (15 députés minimum). Le parti de Marine Le Pen sera cependant loin d'avoir sa dose de représentativité des 577 sièges soumis au vote. Au second tour dans plus de 200 circonscriptions, il sera même probablement surpassé par la droite traditionnelle des Républicains, qui devrait obtenir plus de sièges même s'il est bien plus bas en nombre de voix au niveau national avec 10,42 % des suffrages exprimés ce dimanche.

De 8 députés en 2017, le RN devrait passer à une trentaine cette année.

Un Rassemblement national en quatrième force de l'Assemblée nationale et en troisième parti d'opposition, voilà qui explique peut-être qu'une progression remarquable s'est transformée en détail anecdotique à peine noté par les commentateurs. De quoi relancer encore une fois le débat sur les problèmes de représentativité du système majoritaire français et donc celui sur l'instauration de plus en plus indispensable d'une bonne dose de proportionnelle. Afin de sauver le sens de cette démocratie en danger et d'éviter que les colères ne continuent à progresser jusqu'à la prochaine élection.

—Paul Ackermann
Publié le 13 juin



La France face à un malaise démocratique

Le fossé qui se creuse entre la société, qui ne vote plus ou de moins en moins, et sa représentation politique, émiettée et discréditée, est inquiétant, selon ce chroniqueur québécois.

—Le Devoir *Montréal*

L'élection présidentielle, puis les législatives en France mettent en exergue les insuffisances et les périls de la démocratie représentative au XXIe siècle.

Quelle est, demande-t-on souvent, la légitimité d'un parti politique qui a obtenu au premier tour le quart des voix, si, par surcroît, plus de la moitié des électeurs inscrits [environ 52,5 %] ne se sont pas donné la peine d'aller voter ?

C'est le cas des deux formations arrivées en tête et au coude-à-coude au premier tour [le 12 juin] : le parti présidentiel Ensemble ! [25,88 % des voix] et la gauche coalisée derrière Jean-Luc Mélenchon sous l'acronyme Nupes [26,11 %]. Cela signifie concrètement que l'un et l'autre ont obtenu l'appui d'un huitième des électeurs inscrits.

Ce fait – avec l'égalité quasi parfaite des deux scores – n'a pas empêché le leader de la France insoumise de parler d'un adversaire *"battu et défait"*, tandis que la gauche aurait le vent dans les voiles et qu'elle va *"déferler"* au second tour… Pensée magique et discours politicien.

Il y a la distorsion du vote uninominal à deux tours. Il y a l'émiettement de la société et de sa représentation. Et il y a le cri de rage d'une bonne partie de la population, qui vote "contre" et n'arrive plus à se rassembler, de façon positive, autour de quelque projet que ce soit.

Le système à deux tours, étendu en France aux élections législatives (mais avec, pour le second tour, la bizarre règle des "12,5 % des inscrits"), était censé régler ce problème en créant du consensus, de la clarté et de la légitimité. Si cela a déjà été vrai par le passé, ça ne l'est plus aujourd'hui.

Système distordu. Emmanuel Macron, apparemment réélu "haut la main" le 24 avril (avec 59 % des suffrages exprimés et 43 % des inscrits), souffre de toutes ces tendances combinées.

Son score du second tour à la présidentielle, très honorable si on ne regarde que les chiffres, ne reflète pas ses véritables appuis d'adhésion (28 % au premier tour, chiffre tombé, hier, à 26 % pour son parti). Nombre des gens qui l'ont appuyé au second tour votaient "contre" Marine Le Pen, pas "pour" lui.

Ce vote de dépit s'accompagnait, dans le for intérieur de nombreux électeurs, d'une rage contre celui pour lequel on était en train de voter par défaut.

Ce n'était vraiment pas ça, l'idée du système français à deux tours !

Ajoutons que la distorsion entre députation et pourcentage des voix, bien connue dans le système uninominal à un tour (où on a déjà vu des majorités avec 36 % des suffrages – au Canada, au Royaume-Uni), peut être égale, voire pire, avec deux tours.

En 2017, le parti La République en marche (LREM) d'Emmanuel Macron avait obtenu 28 % des suffrages au premier tour… et récolté 54 % des sièges à lui seul au second tour ! Et encore, il était en deçà des projections qui, à l'époque, lui avaient prédit jusqu'aux deux tiers des députés.

Ce système – un paysage politique avec trois pôles très clairs (un centre libéral à 26-28 %, une gauche à dominante radicale avec le même score, plus une droite ultranationaliste à 23 % – Rassemblement national + Reconquête), qui laisse sur le bas-côté la droite traditionnelle à 12-14 %…–, n'a de place, aujourd'hui, que pour les deux premiers.

Le camp arrivé deuxième à la présidentielle (droite ultranationaliste, Le Pen + Zemmour = 30 %) est largué aux législatives [les projections n'accorderaient au RN qu'entre 20 et 45 sièges].

Comble d'ironie, le "révolutionnaire" Mélenchon, qui veut changer le système électoral (et beaucoup d'autres choses en France), profite à fond de ces distorsions du vieux système. Ce qui permet à un camp – qui, ne l'oublions pas, plafonne à 30 % dans l'opinion publique – de jouer aujourd'hui pour la victoire !

Voilà pourquoi cette grande et vieille démocratie, fondatrice de la nation moderne, incarne si bien la distance qui s'est creusée au fil des ans entre le peuple et sa représentation politique.

—François Brousseau
Publié le 13 juin

SOURCE

LE DEVOIR
Montréal, Canada
Quotidien, 26 000 ex.
ledevoir.com

Lancé en 1910, le dernier quotidien indépendant du Québec, plutôt souverainiste, jouit d'une solide réputation. Sa diffusion est restreinte et il paie cher sa volonté de ne faire partie d'aucun conglomérat de presse.

TAÏWAN

La réplique de Pékin à Washington

Après que Joe Biden a évoqué une implication militaire des États-Unis en cas d'invasion chinoise de Taïwan, Pékin a haussé à son tour le ton.



CAGLE CARTOONS

Si quelqu'un tente de [nous] *séparer Taïwan, Pékin n'hésitera pas à combattre, sans regarder le prix. Nous combattrons jusqu'au bout car il n'y a qu'une seule Chine"*, a déclaré le ministre de la Défense chinois, Wei Fenghe, le 12 juin à Singapour, cité par le journal chinois **Huanqiu Shibao.**

Le ministre a saisi l'occasion du "Dialogue de Shangri-La", qui réunit ses homologues tous les ans dans la cité-État, pour émettre des avertissements à Taïwan et aux États-Unis. Le 23 mai, lors d'une conférence de presse à Tokyo, interrogé pour savoir si les États-Unis "*s'impliqueraient militairement*" en cas d'invasion de Taïwan, Biden avait répondu "oui", une réponse interprétée comme un adieu à l'"*ambiguïté stratégique*" de Washington.

"*La question de Taïwan est une affaire intérieure et n'a pas à être un sujet de discussion traité dans un tel forum multipartite*", commente le *Huanqiu Shibao* dans un éditorial.

Le quotidien nationaliste estime que les Américains et leurs alliés ont tenté "*d'internationaliser la question de Taïwan et de pousser la responsabilité des atteintes à la paix dans le détroit de Formose vers la Chine*". En fait, les fauteurs de troubles sont ceux qui, "*sous couvert de préserver la paix et la stabilité, tentent de s'immiscer encore davantage dans les affaires du détroit de Taïwan*", estime le quotidien en insistant sur la reconnaissance internationale de la position chinoise.

> "La question de Taïwan est une affaire intérieure."
>
> HUANQIU SHIBAO

"*La déclaration de Wei Fenghe*" était "*tout à fait nécessaire*", poursuit l'éditorial. Accusant les États-Unis d'appuyer les tendances indépendantistes à Taïwan, il précise que cette attitude menace la stabilité de la région.

La veille des déclarations chinoises à Singapour, le ministre de la Défense américain Lloyd Austin avait estimé que la Chine n'observait plus le statu quo dans la région, avec son "*augmentation continue d'activités de provocation et de déstabilisation près de Taïwan*", rappelle le **Straits Times.**

Dans une interview au quotidien anglophone de Singapour, publiée le 12 juin, l'ancien diplomate chinois Cui Tiankai assure au contraire que "*Washington s'éloigne de ses engagements sur Taïwan par ses ventes d'armes et en tentant de renforcer ses relations politiques avec Taipei*". Cui a été pendant huit ans ambassadeur de Chine aux États-Unis, et est aujourd'hui un conseiller respecté de la diplomatie chinoise.

Cui réaffirme à la suite de Wei : "*Si Taïwan évolue vers l'indépendance, nous n'aurons pas d'autre option que d'utiliser la force pour empêcher la sécession.*" Pour lui, on assiste à un changement d'attitude américain, caractérisé par un éloignement du statu quo, par la mention ouverte de l'engagement unilatéral du Taiwan Relations Act et par l'ajout de "garanties" en faveur de Taïwan. "*Je pense qu'ils s'éloignent pas à pas du principe d'"une seule Chine"*", conclut Cui.

Washington a annoncé début juin la vente à Taïwan de pièces de navire pour 120 millions de dollars et lui a vendu pour plus de 18 milliards de dollars d'armement sous la présidence Trump. Les visites d'officiels américains sur l'île se sont multipliées, observe Cui : "*Je ne sais pas comment cela finira. Ce sont des développements très dangereux et alarmants.*"

—Courrier international

↖ "*Je sais pas... Il s'est juste pointé, disant qu'il venait prendre son service !*" *Dessin de* **John Darkow** *paru dans* **Columbia Missourian,** *États-Unis.*

ÉTATS-UNIS

Des auditions accablantes pour Donald Trump

Au Congrès, la commission d'enquête sur l'invasion du Capitole a lancé une série d'auditions. La responsabilité de l'ex-président est directement pointée.

Les auditions des commissions du Congrès ont rarement droit au prime time. Mais celles portant sur l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021 à Washington, sont diffusées sur les principales chaînes américaines à une heure de grande écoute. Les démocrates espèrent en faire un "blockbuster" à cinq mois des élections de mi-mandat, où ils risquent de perdre le contrôle du Congrès. Des réunions de visionnage ont été organisées à travers le pays, rapporte **The New York Times.**

Dès le début de ces auditions, le 9 juin, la commission spéciale de la Chambre des représentants a mis l'accent sur le rôle de l'ancien président républicain Donald Trump dans cette invasion sans précédent, le jour où le Congrès était réuni pour certifier la victoire de son adversaire Joe Biden. Dans leurs déclarations d'ouverture, son président, le démocrate Bennie Thompson, et sa vice-présidente, la républicaine Liz Cheney, "*ont décrit M. Trump comme un lâche autocrate qui voulait se servir d'un mensonge pour rester au pouvoir*", explique le *New York Times.*

S'appuyant sur des entretiens avec William Barr, ministre de la Justice à l'époque, et la propre fille de l'ancien président, Ivanka Trump, Liz Cheney a souligné que le président Trump avait été "*informé avec insistance par ses alliés que ses allégations de fraude étaient fausses et insuffisantes pour inverser le résultat de l'élection*", mais qu'"*il a*[*vait*] *persisté à en parler publiquement malgré tout*", note le site **Politico.** "*Trump ne voulait pas que l'émeute s'arrête, résistant avec colère à ses propres conseillers*", résume la chaîne **CNN.**

Cette commission, composée de sept démocrates et deux républicains, doit tenir une demi-douzaine d'auditions, programmées jusqu'à la fin du mois, précise le **Huffington Post.** Elle espère "*faire changer d'avis ceux qui perçoivent son travail comme partisan*", résume le **Los Angeles Times.**

> "Trump était informé que ses allégations de fraude étaient fausses et insuffisantes pour inverser le résultat."
>
> POLITICO

Une tâche qui s'annonce ardue. Car en dehors de ces deux élus mis au ban, "*les républicains qualifient l'enquête de 'chasse aux sorcières' destinée à mettre en situation inconfortable le parti et Trump*", écrit **The Wall Street Journal.** En outre, les téléspectateurs de la chaîne conservatrice **Fox News** ne verront pas ces auditions dans leur intégralité. Tucker Carlson, son présentateur vedette, a dénoncé une "*énième leçon sur le 6 janvier 2021*" donnée par "*la classe dirigeante*". Préférant se focaliser sur le prix de l'essence et une guerre nucléaire toute proche, selon lui, il a affirmé que son émission serait la seule, à cette heure-ci, "*à ne pas diffuser en direct leur propagande*".

—Courrier international



UNION EUROPÉENNE

Le moteur thermique à la casse

Les eurodéputés ont voté la fin des ventes de voitures neuves émettrices de gaz à effet de serre d'ici à 2035. Une victoire pour ce journal de gauche allemand.

—Der Tagesspiegel *(extraits) Berlin*

Victoire ou défaite ? Comment interpréter les votes de mercredi [8 juin] au Parlement européen sur quelques mesures phares du train de mesures législatives [sur le climat] intitulé Fit for 55 ? Du point de vue de la protection de l'environnement, il y a en tout cas des raisons de se réjouir.

De l'avis des députés européens, les compagnies aériennes pourraient payer leurs émissions de gaz à effet de serre nettement plus cher. L'encadrement plus strict du marché carbone – un système d'échange de quotas [d'émissions de CO_2] dont le principe est unanimement accepté – dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment et des transports a certes été repoussé, mais c'est uniquement parce que les conservateurs du Parti populaire européen (PPE) ont rallié les groupes d'extrême droite dans leur rejet d'une partie du compromis proposé. En réaction, les Verts et les sociaux-démocrates européens ont refusé l'ensemble des mesures législatives. Il s'agit à présent de reprendre les négociations, et le PPE n'aura guère d'autre choix que de modifier sa perspective.

OPINION

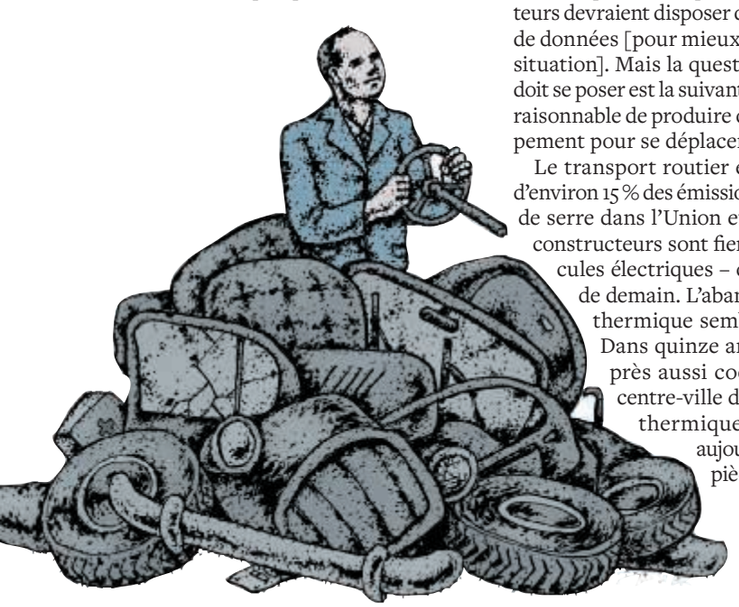
La fin du moteur thermique, elle, a d'ores et déjà été adoptée – un sujet aussi fort symboliquement que le trafic aérien. [Si la mesure est acceptée par les États, les voitures neuves à essence, diesel et hybrides ne seront plus proposées à la vente à partir de 2035. Seules les voitures électriques pourront l'être, en dehors du marché de l'occasion.] Certains arguments vont néanmoins dans le sens des défenseurs des véhicules thermiques. Il n'est en effet pas certain que la construction des infrastructures nécessaires pour recharger tous ces véhicules électriques se déroulera comme prévu.

Par conséquent, il ne faut exclure aucune piste technologique, résume la déclaration finale [du Parlement européen]. Sauf que la coexistence d'une multitude d'infrastructures et de différents types de véhicules ne fera qu'augmenter la facture, à la fois pour les propriétaires d'automobiles à moteur thermique et pour ceux possédant des modèles électriques. Et plus la transition énergétique coûtera cher, moins elle aura de chances de se concrétiser.

Le monde de l'industrie a demandé une révision de cette décision pour 2028, date à laquelle entreprises et consommateurs devraient disposer de suffisamment de données [pour mieux appréhender la situation]. Mais la question que chacun doit se poser est la suivante : est-ce encore raisonnable de produire des gaz d'échappement pour se déplacer ?

Le transport routier est responsable d'environ 15 % des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne. Les constructeurs sont fiers de leurs véhicules électriques – d'aujourd'hui et de demain. L'abandon du moteur thermique semble inéluctable. Dans quinze ans, il sera à peu près aussi cool de rouler en centre-ville dans une voiture thermique que de fumer aujourd'hui dans une pièce fermée.

—Dennis Kazooba
Publié le 8 juin



← *Dessin de* **Vlahovic,** *Serbie.*

LE DESSIN DE LA SEMAINE

Les excuses attendront



→ *Philippe de Belgique et Félix Tshisekedi. Dessin de* **Lectrr,** *Belgique.*

Du 7 au 13 juin, le roi Philippe de Belgique était en visite en République démocratique du Congo, où il a été reçu par le président Félix Tshisekedi. Dans un discours à Kinshasa, rapporte **De Standaard,** le souverain a dit ses *"plus profonds regrets"* pour les *"souffrances du passé"* – déjà exprimés dans une lettre il y a deux ans –, mais il n'a pas franchi le cap des excuses. Par égard pour la Commission parlementaire qui se penche actuellement sur le passé colonial. Et peut-être aussi pour d'autres raisons, à en croire le dessinateur belge Lectrr.

Au cœur des ténèbres



BRÉSIL — Des *"viscères"* ont été découverts flottant sur un fleuve et étaient en cours d'expertise le 13 juin pour savoir s'il s'agit ou non de restes du journaliste britannique Dom Phillips et de l'anthropologue brésilien Bruno Pereira, disparus en Amazonie, non loin du Pérou. La piste d'un règlement de compte lié aux prises de position de Bruno Pereira en faveur de communautés indigènes est envisagée. Mais aussi, comme l'indique en une l'**O Estado de São Paulo,** celle des *"cartels de la drogue et des armes"* qui dominent cette région grande comme le Panama. Dans un cas comme dans l'autre, estime le journal, leur disparition *"attire l'attention sur une tragédie nationale : l'Amazonie devient le cœur des ténèbres brésiliennes"*.

555

MILLIONS D'EUROS : c'est la somme que l'Australie versera au fabricant français de sous-marins Naval Group en guise de dédommagement après la rupture, en septembre dernier, d'un contrat de 56 milliards d'euros. Le montant de la compensation a été annoncé le 11 juin par le nouveau Premier ministre, Anthony Albanese, qui espère ainsi tourner la page de la brouille entre l'Australie et la France, analyse **The Age.** Le chef de gouvernement a d'ailleurs dit espérer pouvoir *"se rendre à Paris dès que possible"*.

CONTROVERSE

L'Australie doit-elle devenir une république ?

Le nouveau Premier ministre, Anthony Albanese, a nommé un ministre délégué pour la République. Quitter la Couronne britannique est une décision chère aux travaillistes mais ravive un vieux débat au sein de cet État membre du Commonwealth.

OUI

En raison de sa diversité ethnique

—The Sydney Morning Herald
(*extraits*) *Sydney*

L'Australie entretient à l'égard de la Couronne britannique une relation complexe, voire contradictoire. Elle l'a encore montré au début de juin, entre les célébrations du 70e anniversaire de l'accession au trône de la reine et la désignation d'un nouveau gouvernement par le Premier ministre, Anthony Albanese.

D'un côté, jamais Élisabeth II n'a joui d'un si grand respect. Le Royaume-Uni [a organisé] une fête de quatre jours à l'occasion de son jubilé, et beaucoup en Australie [ont levé] un verre en son honneur. Dans la région de Sydney, 80 monuments publics [ont arboré] des illuminations violettes, la couleur "*royale*".

ÉDITO

Au même moment pourtant, le mercredi 1er juin, Anthony Albanese faisait franchir à notre pays un pas de plus vers la sortie de la monarchie britannique, en nommant un ministre délégué pour la République en la personne de Matt Thistlethwaite.

Rompre les liens avec la Couronne est une vieille ambition du Parti travailliste australien (ALP). Dans son introduction au programme de l'ALP publié l'année dernière, Albanese écrivait : "*La maturité de notre démocratie et la confiance en soi de notre nation auront pour reflet un nouvel esprit d'ouverture et trouveront leur point d'orgue dans un grand mouvement qui doit faire de notre pays une république pleinement démocratique.*"

Notre journal est un partisan de longue date de la république, et la diversité ethnique du nouveau gouvernement vient rappeler, s'il le fallait, les raisons pour lesquelles l'appartenance à la monarchie perd sa raison d'être pour l'Australie. Un certain nombre de ministres sont ainsi originaires de pays ou de cultures qui, depuis longtemps, ont coupé les ponts avec l'Empire britannique, voire qui n'y ont jamais été liés. Le ministre de l'Industrie, Ed Husic, est ainsi issu d'une famille de musulmans de Bosnie, le père de son homologue à la Justice, Mark Dreyfus, était un juif allemand, Anne Aly [chargée de la Petite Enfance et de la Jeunesse] est née en Égypte, et la titulaire des Affaires étrangères, Penny Wong, en Malaisie, tandis que Malarndirri McCarthy et Linda Burney, vice-ministre et ministre des Affaires autochtones, sont toutes deux aborigènes.

Pour autant, si Albanese remet la république au rang des priorités comme nul ne l'a fait depuis le référendum de 1999 (qui avait échoué à 55 %, contre 45 %), il a assuré, et il a raison, qu'il allait agir avec circonspection. La reine, contrairement à ce que certains avancent, ne s'en offusquera pas. Elle comme son héritier, le prince Charles, ont accueilli de bonne grâce l'année dernière la proclamation de la république de la Barbade. Mais le Premier ministre aura besoin de temps, d'abord pour dissiper l'incertitude autour de la forme que pourrait prendre la république d'Australie, et, une fois le modèle défini, pour fédérer des soutiens.

Cependant, ce qui plaide le plus en faveur de la prudence, c'est qu'en enclenchant maintenant le chantier d'une république Albanese mettrait en péril son projet d'organiser, durant ce mandat, un autre référendum : il doit porter sur la création de la Voice to Parliament, un organe consultatif "*des Aborigènes et des insulaires*" auprès du Parlement, conformément à la "*déclaration d'Uluru venue du cœur de la nation*" déposée en 2017 par ses représentants [et visant à développer un modèle de Constitution qui soit soutenu par les Premières Nations].

Portée symbolique. Le Premier ministre le sait : le débat sur la création et l'inscription dans la Constitution de cette Voice to Parliament s'annonce suffisamment complexe et tumultueux pour qu'on n'y ajoute pas un débat sur l'instauration de la république. Mener ces deux campagnes de front ne ferait que semer la confusion chez les Australiens – et augmenter des risques de défaite déjà élevés. Le bon choix consiste à donner la priorité au conseil consultatif des populations autochtones.

La proclamation de la république aura une immense portée symbolique pour affirmer une identité nationale indépendante et diverse. Mais la Voice to Parliament, elle, promet des effets concrets pour résoudre les problèmes colossaux et urgents dont pâtissent les populations indigènes.—

Publié le 2 juin

NON

La monarchie est garante d'efficacité

—The Spectator Australia
(*extraits*) *Perth*

Tout en célébrant les extraordinaires soixante-dix ans de règne d'Élisabeth II et en se préparant à prêter allégeance, trop de nos élus perdent du temps à tenter de réussir ce à quoi leurs prédécesseurs ne sont jamais parvenus : convaincre les Australiens de dire oui à une chose à laquelle ils sont fermement opposés. À savoir supprimer la monarchie, la plus ancienne de nos institutions, la seule partie de notre système constitutionnel qui fonctionne efficacement et pour un coût minime, la famille royale n'étant pas payée pour ses services. Et ne croyez pas les médias qui racontent que la monarchie est financée par les contribuables britanniques. En fait, elle s'autofinance.

Nos élus ne sont pas efficaces au point de pouvoir se permettre de perdre encore du temps sur cette cause sans espoir. D'ailleurs, je demande parfois aux gens s'ils peuvent citer un seul problème national important que nos dirigeants n'ont pas considérablement aggravé, à défaut de l'avoir créé : personne n'en voit jamais.

Si les prestations de nos élus sont aussi mal considérées, à quelques exceptions importantes près, c'est peut-être parce qu'en comparaison avec d'autres pays similaires l'Australie possède un mode de scrutin qui est non seulement ridiculement compliqué mais aussi largement ouvert à la fraude. Résultat, notre système bipartite, déphasé, est surprotégé contre la colère compréhensible du peuple.

Ce système électoral qu'on prétend supérieur au système anglo-américain (scrutin uninominal majoritaire à un tour) a confié [à l'issue du scrutin du 21 mai] le gouvernement à un parti qui n'a obtenu que 32 % des suffrages, soit 600 000 voix de moins que quand il avait perdu l'élection en 2019. Et on ne connaîtra pas le résultat final avant des semaines, voire des mois. Ce qui s'élève de tout ce marécage, c'est le monarque, qui nous guide de façon désintéressée au-delà de la politique, un facteur absolument essentiel au succès du système de Westminster.

Trop de personnalités politiques affirment que tout pourrait fonctionner aussi bien sans l'élément monarchique. Les personnes toutes prêtes à toucher à la seule partie du système constitutionnel australien qui marche correctement feraient bien de se pencher sur "Why Nations Fail" ["Pourquoi des pays échouent-ils"], une étude des professeurs Daron Acemoglu et James A. Robinson du MIT. Si certains pays sont riches et réussissent, ce n'est selon eux pas une question de géographie, de race ni même de richesse naturelle ; la clé du succès, ce sont les institutions politiques et économiques.

Institutions fortes. Prenez l'Australie et l'Argentine, par exemple. À l'époque [où la première s'est constituée en] fédération [soit au tout début du xxe siècle], elles étaient les pays les plus riches du monde. Les différences substantielles existant dans leurs institutions ont cependant fait que [la seconde a connu] par la suite des périodes de dictature et de déclin économique. Le PIB par habitant de l'Argentine représente aujourd'hui moins de la moitié de celui de l'Australie.

Comme l'a déclaré un ancien ministre argentin à *Four Corners* [une émission de la chaîne publique australienne ABC] , il y a une différence importante entre les deux pays : "*L'Australie possède des institutions britanniques. Si l'Argentine avait des institutions aussi fortes, elle serait comme l'Australie d'ici dix ou vingt ans.*"

Le système de Westminster repose sur une monarchie constitutionnelle dont le leadership va au-delà de la politique, y compris dans les royaumes où la Couronne agit par l'intermédiaire d'un gouverneur général, par exemple l'Australie, le Canada, Tuvalu, Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Plutôt que de perdre son temps à tenter d'obtenir une république irréalisable, notre nouveau gouvernement ferait mieux de travailler à empêcher les abus [de pouvoir] constatés pendant la pandémie. Il pourrait également songer à utiliser la famille royale pour promouvoir nos intérêts, en particulier commerciaux. Cela tombe bien, le nouveau yacht royal, dont la livraison est prévue dans les années à venir, peut servir de vecteur fabuleux pour ces objectifs.

—David Flint
Publié le 4 juin

d'un continent à l'autre.
amériques

Afrique 16
Moyen-Orient... 20
Asie..... 22
Europe 24

États-Unis. Des tueurs de masse de plus en plus jeunes

Les auteurs de six des neuf fusillades les plus meurtrières recensées aux États-Unis depuis 2018 ont moins de 21 ans. Un rajeunissement qui inquiète les autorités et les experts.



—The New York Times
(*extraits*) *New York*

Le parcours des deux jeunes hommes accusés d'avoir commis les massacres de Buffalo [qui a fait 10 morts et 3 blessés dans un supermarché le 14 mai] et d'Uvalde [qui a fait 21 morts et 17 blessés dans une école le 24 mai] a quelque chose de familier : au lendemain de leurs 18 ans, ils se sont procuré des fusils semi-automatiques en toute légalité, ils ont mis en ligne des photos censées faire la démonstration de leur force, puis ont braqué ces armes sur des innocents.

L'un et l'autre sont à un seuil considéré comme critique – entre 15 et 25 ans –, une tranche d'âge qui, selon les responsables des forces de l'ordre et les experts, est une phase à risque pour les jeunes hommes, un moment où ils sont en proie à d'intenses changements et soumis à des pressions sociétales qui peuvent les pousser à la violence et, dans des cas plus rares, à des fusillades de masse.

Les auteurs de six des neuf fusillades les plus meurtrières recensées aux États-Unis depuis 2018 étaient âgés de 21 ans ou moins. Un vrai changement, puisque jusqu'en 2000 ce genre de tueries étaient le plus souvent perpétrées par des hommes d'une vingtaine, d'une trentaine ou d'une quarantaine d'années.

Serial losers. "*En ce qui concerne les coupables de tuerie de masse, nous distinguons deux groupes : des gens de la quarantaine qui commettent des fusillades sur leur lieu de travail et un groupe très important de jeunes – âgés de 18, 19, 20, 21 ans – qui semblent touchés par la contagion sociale de la tuerie*", commente Jillian Peterson, qui enseigne le droit pénal.

Il n'existe pas d'explication unique et simple qui permettrait de comprendre pourquoi les jeunes hommes sont plus susceptibles de passer à l'acte. (Les jeunes filles et les femmes ne constituent qu'un infime pourcentage du nombre total de cas.) Les causes les plus citées par les autorités et les universitaires semblent intuitives : le harcèlement en ligne, la publicité pour les armes à feu visant les jeunes hommes, le laxisme des lois locales et fédérales, qui permettent l'achat d'armes semi-automatiques dès l'âge de 18 ans.

Ces fusillades surviennent également dans un contexte d'aggravation de la crise de santé mentale que connaissent les adolescents, une crise antérieure à la pandémie mais que cette dernière a accentuée. Le désespoir ressenti par les adolescents et les jeunes adultes a en grande partie été intériorisé, ce qui s'est traduit par une augmentation des cas d'automutilation et des suicides.

Si les auteurs des fusillades de masse constituent une très faible minorité parmi les jeunes, ils n'en sont pas moins le reflet de tendances plus générales en matière de solitude et de désespoir, et l'expression du côté obscur d'une culture saturée par les réseaux sociaux et les contenus violents.

Outre Buffalo et Uvalde, une fusillade de masse a eu lieu en mars 2021 dans un supermarché de Boulder, dans le Colorado, perpétrée par un jeune de 21 ans. En août 2019, un massacre a été commis par un jeune homme armé de 21 ans qui a pris pour cible des clients hispaniques dans un Walmart à El Paso, un drame qui a fait 23 morts. À cela s'ajoute une fusillade en mai 2018 dans un lycée de Santa Fe, au Texas, où un lycéen de 17 ans est accusé d'avoir tué 8 élèves et 2 enseignants, et les 17 personnes abattues par un ancien élève de 19 ans dans le lycée de Parkland, en Floride, en février 2018.

La santé mentale des adolescents s'est dégradée, une crise que la pandémie a amplifiée.

Sur les 30 tueries de masse les plus meurtrières recensées de 1949 à 2017, deux seulement impliquaient des coupables de moins de 21 ans. Il s'agit du massacre de 13 personnes par deux adolescents dans le lycée de Columbine en 1999 et de la fusillade à l'école primaire Sandy Hook, en 2012, où un jeune de 20 ans a tué 27 personnes, dont 20 enfants.

Du point de vue de Frank T. McAndrew, professeur de psychologie au Knox College et spécialiste des fusillades de masse, presque tous les jeunes tueurs ont pour mobile le désir de faire leurs preuves. "*Ce sont de jeunes types qui ont le sentiment d'être des ratés et ils sont poussés par l'envie de démontrer à tout le monde qu'ils ne le sont pas,* explique-t-il. *Dans le cas du tireur de Buffalo, il cherchait à impressionner cette*



← *Dessin de* **Côté** *paru dans* **Le Soleil,** *Québec.*

communauté de racistes avec qui il était en lien en ligne. Pour ce qui du gamin d'Uvalde, l'idée était de revenir sur les lieux d'une humiliation perçue et de laisser libre cours à sa violence." Jillian Peterson précise : "*Depuis le massacre de Columbine, ces tueurs ont tendance à s'étudier et à s'imiter les uns les autres.*"

À l'ère cyber. Presque à chaque fois, les réseaux sociaux ou les plateformes de jeux en ligne ont joué un rôle, ce qui montre à quel point la cyberculture des jeunes est devenue omniprésente au cours des vingt dernières années. Dans une vidéo publiée sur YouTube, l'étudiant de 22 ans qui a assassiné 6 personnes à Santa Barbara, en 2014, a exprimé plus clairement que jamais ce qui se passe dans la tête d'un tireur : son arme, affirmait-il, lui donnait un sentiment de puissance.

Le tireur de Buffalo, suivant l'exemple du terroriste antimusulman de 28 ans qui, il y a trois ans, a massacré 51 personnes à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, a diffusé en streaming des images le montrant en train d'exécuter méthodiquement des clients d'un supermarché parce qu'ils étaient noirs. Le jeune tireur d'Uvalde s'est servi de Yubo, une plateforme récente, pour partager des messages menaçants qui semblaient dévoiler ses intentions.

Il ne faut cependant pas négliger le facteur biologique. Les scientifiques savent depuis longtemps que la période de l'adolescence et de la postadolescence est critique pour le développement du cerveau, une période souvent caractérisée, pour la plupart des adolescents, par un comportement agressif et impulsif.

Dans l'ensemble, ce sont des garçons et des jeunes hommes qui sont coupables de la moitié de tous les homicides perpétrés à l'échelle nationale avec des armes à feu ou toute autre arme, un pourcentage qui ne cesse d'augmenter. En 2020, dernière année pour laquelle on dispose de données complètes, 50 % exactement de tous les meurtres ont été commis par des agresseurs âgés de moins de 30 ans, selon le FBI.

Les fusillades de masse, considérées comme telles par la plupart des spécialistes quand elles causent la mort de plus de 4 personnes, sont rares. Les fusillades comme celles de Buffalo et Uvalde, qui ont fait plus de 10 victimes, sont encore moins fréquentes. Près de 99 % de toutes les fusillades répertoriées dans le pays font moins de victimes. Elles ont le plus souvent pour mobiles la drogue, les luttes de gangs, les violences domestiques et les litiges entre personnes.

La science sait que l'adolescence est critique pour le développement du cerveau.

"*Pourquoi un nombre disproportionné de crimes est-il commis par des adolescents et des hommes âgés d'une vingtaine d'années?* s'interroge Laurence Steinberg, professeur de neurosciences à l'université Temple [à Philadelphie]. L'explication, répond-il, tient à la neurobiologie de l'adolescence, que l'on maîtrise de mieux en mieux. À l'adolescence, un "*énorme décalage*" se produit entre les parties du cerveau qui sont à l'origine des comportements impulsifs et de la sensibilité émotionnelle et d'autres parties du cerveau qui régulent les actions provoquées par de telles impulsions. En règle générale, les hommes, poursuit-il, ont tendance à présenter des pics d'excitation plus élevés et rapides, tandis que chez les femmes, les pics de régulation surviennent à un âge plus précoce.

C'est apparemment à la fin de l'adolescence ou au début de la vingtaine que ce décalage atteint son paroxysme. "*Par la suite, les systèmes de régulation commencent à rattraper les impulsions, et on constate une amélioration progressive de la capacité à contrôler pensées, émotions et comportements*", ajoute Steinberg.

Reste qu'il est difficile de définir, et plus encore de lutter contre ce qui fait la différence entre les tueurs de masse et d'autres jeunes hommes qui ne cèdent pas à ces pulsions : la folie. Pourtant, la grande majorité des jeunes hommes atteints de troubles mentaux, même graves, ne commettent jamais d'actes de violence. Ils sont plus susceptibles d'en être victimes ou de se blesser.

Taux de testostérone. À la suite des dernières tueries, les conservateurs, qui s'opposent à un renforcement du contrôle des armes à feu, préconisent d'améliorer la sécurité dans les établissements scolaires et d'améliorer les services psychiatriques. Au Congrès, les républicains s'opposent également aux démocrates, qui souhaitent faire passer de 18 à 21 ans l'âge légal pour l'achat d'un fusil semi-automatique.

Sans véritables garde-fous politiques, c'est aux professionnels de la psychiatrie et aux autorités locales qu'il revient d'identifier les tireurs potentiels et de les empêcher de passer à l'acte, avec un succès mitigé. En 2018, la police a arrêté deux garçons de 13 et 14 ans après avoir été prévenue juste avant l'anniversaire de la fusillade de Columbine. Les adolescents prévoyaient de s'attaquer à une école d'Uvalde. Le suspect du récent massacre d'Uvalde n'avait rien à voir avec ce projet.

En 2006, Frank T. McAndrew, du Knox College, et deux de ses collègues ont entrepris de tester l'effet des armes à feu sur le comportement des jeunes hommes, en analysant les taux de testostérone et les signes d'agressivité chez 30 étudiants auxquels étaient fournis un jouet pour enfants et une véritable arme à feu. Il souligne :

"*La présence d'une véritable arme à feu modifiait considérablement leur comportement. Le simple fait d'en tenir une leur donnait du courage.*"

—Glenn Thrush, Matt Richtel
Publié le 2 juin

Dernière minute

Bientôt une loi sur les armes à feu ?

●●● Après des années d'immobilisme et d'obstruction de la part des républicains, le Congrès américain va-t-il enfin légiférer dans le sens d'un meilleur contrôle des armes à feu ? L'accord forgé par 20 sénateurs démocrates et républicains, le 12 juin, sur un cadre de loi visant à "*éviter que les armes à feu ne se retrouvent entre les mains d'individus potentiellement dangereux*", souligne le **Wall Street Journal,** semble aller dans ce sens. Il aura toutefois fallu attendre près de trois semaines après la fusillade dans l'école primaire d'Uvalde, au Texas, qui a fait 21 morts, dont 19 enfants, le 24 mai dernier, pour qu'émerge au Sénat cette proposition de loi qui prévoit notamment un renforcement du contrôle des antécédents judiciaires et psychologiques des acquéreurs d'armes de moins de 21 ans, ainsi que de nouveaux financements pour "*la sécurité dans les écoles et les programmes d'aide psychologique*", détaille le site de la **NPR**, la radio publique américaine. Le 12 juin, le président américain Joe Biden, cité par la chaîne **CNN**, estimait que cet accord n'était pas aussi complet qu'il l'aurait souhaité, qu'il représentait tout de même "*un grand pas dans la bonne direction*". Certains quotidiens, dont le **Washington Post,** rappellent qu'à ce stade "*le cadre de loi n'est encore qu'une déclaration de principes*", et rappellent que "*des frictions apparaissent souvent au Congrès pendant le processus législatif*". Mais pour d'autres médias, dont le site d'information **Vox,** cet accord constitue malgré tout "*une avancée remarquable*".

—Courrier international

COLOMBIE



Rodolfo Hernández, invité surprise à la présidentielle

Ce milliardaire populiste pourrait devenir le nouveau président après le second tour du 19 juin. Coutumier des polémiques, cet outsider indépendant promet d'en finir avec la corruption.

Revue de presse

Rodolfo Hernández – un milliardaire de 77 ans sans parti politique, catapulté au second tour de l'élection présidentielle aux dépens de l'élite conservatrice qui a historiquement gouverné le pays – est une excentricité dans le paysage politique colombien traditionnel.

Il fera face, le 19 juin, au candidat de la vaste coalition de gauche, Gustavo Petro, candidat pour la deuxième fois de suite. Les deux hommes étaient au coude-à-coude, selon les sondages les plus récents.

Rodolpho Hernández est difficile à situer, mais "l'ingénieur", comme il aime qu'on l'appelle, est un populiste.

Sa principale proposition tient en une phrase qu'il martèle sur les plateaux télé et qu'il résume en un tweet : "*On va reprendre le 'chéquier' à tous les politiciens voleurs. Avec moi, on ne volera plus !*"

Il promet de lutter contre la corruption et l'austérité de l'État, qu'il propose de gérer comme une entreprise de construction.

Une comparaison revient elle aussi régulièrement : celle avec l'ex-président américain Donald Trump. L'analyste politique colombien Vicente Torrijos explique, interrogé par **CNN en Español** : "*Il est clair qu'ils partagent certains traits : tous deux sont milliardaires, tous deux sont excentriques* [*et viennent*] *du monde des affaires.*" Il y a aussi des différences, précise-t-il. Par exemple, le fait que Trump a compté sur l'appui d'un puissant parti, à la différence de Hernández, qui a construit son succès sans meetings traditionnels et pratiquement sans débats.

Hernández est originaire de Santander, une région bourgeoise du nord-est de la Colombie. Il a bâti sa fortune et sa carrière politique sur "*deux de ses obsessions : économiser, et communiquer*" via les réseaux sociaux, raconte le site web colombien **La Silla Vacía.**

"L'ingénieur" débarque à un moment propice. Après vingt ans de gouvernement de la droite ultraconservatrice, la Colombie, appauvrie par la pandémie, semblait aujourd'hui disposée à donner sa chance au candidat de gauche.

Jusqu'à ce qu'apparaisse Rodolfo Hernández. La journaliste et politologue colombienne María Jimena Duzán le déplore sur le site **El País América** : "*Il a tout pour gagner, car il est protégé par la 'pétrophobie'* [*l'antipétrisme*]*, cette peur irrationnelle qu'ont de nombreux Colombiens de tout ce qui vient de gauche.*"

Pourtant, Rodolfo Hernández reprend à son compte de nombreuses propositions libérales, comme la légalisation de la marijuana ou la défense du mariage homosexuel.

Son parler brusque semble le meilleur allié de cet homme qui s'est fait connaître lorsqu'il a frappé au visage un conseiller municipal qui l'accusait de corruption. Mais certaines de ses propositions semblent peu réalisables, comme celle de fermer 27 ambassades pour économiser de l'argent.

Ce style est aussi son talon d'Achille, comme la fois où il s'est déclaré admirateur d'Hitler… Avant de revenir sur ses propos pour assurer qu'il voulait parler d'Einstein. Ou comme les propos misogynes qu'il réitère régulièrement.

—Courrier international

"Le face-à-face de deux populistes imprévisibles"

Au second tour du scrutin présidentiel s'affrontent le candidat de la gauche et un inconnu de la politique. Une rupture historique, estime l'historien britannico-colombien Malcolm Deas.

INTERVIEW

—El País América (*extraits*)
Mexico

Malcolm Deas est un historien britannique qui s'est installé en Colombie dans les années 1960 – il a depuis la double nationalité. Il a consacré un demi-siècle à publier des recherches sur la vie politique du pays et regarde aujourd'hui son actualité électorale avec un mélange de malaise et de curiosité, en se demandant si cette présidentielle ouvrira un nouveau chapitre dans l'histoire de la Colombie. "*C'est assurément un grand changement*", déclare-t-il au sujet des résultats [du premier tour, le 29 mai], les deux candidats antisystème, Rodolfo Hernández [*lire ci-contre*] et Gustavo Petro, s'étant qualifiés pour le second tour.

Malcolm Deas, 81 ans, se méfie de tout personne qui revendique le titre de "*représentant du peuple*". Autrement dit, il se méfie des deux candidats – qu'il qualifie de "*populistes*".

Pourquoi la coalition de droite et celle du centre ont-elles échoué ?
Elles n'ont fait aucune proposition claire pour l'avenir. Elles n'ont pas compris que 2016 [quand les accords de paix ont été signés avec la guérilla des Farc] a marqué un tournant, que l'offre politique devait changer et qu'il fallait un nouveau réformisme fort. Leurs membres ont été trop complaisants et ont perdu leur temps dans des concours de beauté où ils se critiquaient mutuellement.

Pensez-vous que Rodolfo Hernández et Gustavo Petro offrent un avenir ?
Oui, de toute évidence, même si on ne peut pas dire que je les aime. Tous deux sont populistes. Je trouve comique que les Colombiens bien-pensants, après avoir longtemps traité Petro de populiste (ce qu'il est), disent que c'est un grand leader de gauche depuis l'arrivée de Rodolfo Hernández, un populiste plus vulgaire.

Les deux candidats canalisent la frustration née de l'absence de changement. Les deux autres camps – le centre et la droite – pensaient que tout pouvait continuer comme avant, avec les mêmes technocrates aux mêmes postes. Mais on les a trop vus et on les connaît trop bien.

Gustavo Petro offre quelque chose de nouveau, que certains trouvent inquiétant ou dangereux parce que l'homme est un populiste qui dit être le messie incarnant le peuple et qu'il fait de grands discours promettant le changement qui "*n'est jamais venu dans ce pays qui a tant souffert*". Dire que la Colombie n'a jamais eu de gouvernement de gauche est une autre bêtise. La Colombie a eu des gouvernements progressistes.

Mais il est vrai qu'aucun parti de gauche n'a jamais été élu à la présidence.
La Colombie n'a jamais élu de gouvernement socialiste, bien qu'aujourd'hui personne ne sache vraiment ce qu'est le socialisme. Si ce n'est pas arrivé, c'est d'abord à cause du conflit [la longue période des guérillas], qui a fait pencher l'évolution du pays vers la droite. Les perdants de la lutte armée ont

"Les deux finalistes canalisent la frustration née de l'absence de changement."

↙ **À Bogota, une fresque à l'effigie du "Trump colombien", Rodolfo Hernández, le 23 mai.** *Photo Yuri Cortez/AFP*

été les militants de gauche. C'est aussi également en partie parce que ce pays est rempli de politiciens, qu'il y a beaucoup de compétition politique et que la gauche n'a pas encore réussi à séduire la majorité des gens.

Gustavo Petro est-il encore trop handicapé par le poids du conflit pour pouvoir gagner ?
Je ne sais pas ce qui va se passer. Peut-être la Colombie va-t-elle élire Petro. Mais je ne vois pas de volonté claire de la part des Colombiens. Il donne dans le messianisme et il est trop narcissique, ce qui peut rebuter beaucoup de personnes. De plus, l'électorat colombien est d'une certaine manière un électorat conservateur, avec un régionalisme très marqué et peu de solidarité. Le syndicalisme est plus faible qu'il y a cinquante ans. Ce qu'on ne peut nier, c'est qu'il y a eu des gouvernements réformistes efficaces, que ce pays a d'énormes problèmes mais que ce n'est pas un désastre, et que les gens sont prudents.

"Ce qui est fascinant dans ce duel, c'est qu'on rompt avec le schéma 'peuple contre oligarchie'."

Que pensez-vous de Rodolfo Hernández ?
Il est tout aussi imprévisible. J'ai l'impression qu'il est comme [le président mexicain de gauche] Andrés Manuel López Obrador [dit "AMLO"] : j'ai lu une interview dans laquelle Hernández parle des choses fantastiques que veut faire AMLO, comme vendre l'avion présidentiel [il tient à ne prendre que des lignes commerciales].

Mais je ne peux pas dire que je sois un expert sur Rodolfo Hernández. Ce qui est fascinant dans cet affrontement entre Hernández et Petro, c'est que d'une certaine manière on rompt avec le schéma "peuple contre oligarchie". Si l'oligarchie existe, elle regarde ce qui est en train de se passer dans ces élections depuis sa fenêtre.



Certains disent qu'avoir deux options antisystème est un changement historique dans la politique du pays.
C'est assurément un grand changement. Aucun des deux candidats, ni Petro ni Hernández, n'est le favori de la plupart des politiciens, technocrates ou organisations patronales.

Mais quand on dit que c'est un "*changement historique*", est-ce avec un grand ou un petit *h* ? Cela va-t-il transformer le pays ? Ça me semble beaucoup moins probable. D'après moi, les quatre prochaines années vont être difficiles. Pas catastrophiques mais mouvementées, parce que les deux hommes sont aussi imprévisibles l'un que l'autre. Petro n'a pas dépassé 40 % des voix. Pourtant, il faut le reconnaître, c'est un politicien habile et travailleur, pas seulement un type qui fait des discours devant de grandes foules.

Il y a incontestablement quelque chose de nouveau dans la conjoncture actuelle, quelque chose d'inquiétant. Aucun candidat n'est idéal, mais c'est la vie. La politique consiste à choisir entre des personnes qui ne sont pas idéales.

Mais, comme je l'ai dit, l'un des avantages de ce "Hernández contre Petro" opposant deux représentants du peuple autoproclamés, c'est de rendre ces élections moins dangereuses. Car l'un des risques d'un second tour "Fico Gutiérrez [le candidat de la droite traditionnelle, éliminé au premier tour] contre Petro" avec un résultat très serré aurait été que les "pétristes" descendent dans la rue en cas de victoire de Fico. Au moins, maintenant, les pétristes ne peuvent pas prétendre être les seuls porte-parole du peuple.

Je ne comprends pas pourquoi les Colombiens qui critiquent le gouvernement sortant préfèrent Rodolfo Hernández à Gustavo Petro. Je suppose que c'est en partie parce que Petro les agace, et en partie parce qu'ils ne veulent pas de ce qu'il offre. Je crois que ce sont des conservateurs avec un petit *c*. Ils veulent virer les voleurs et se défouler.

—Propos recueillis par Camila Osorio
Publié le 4 juin

← *"C'est parti pour repeindre la nouvelle Colombie". Dessin d'***Arcadio** *paru dans* **La Prensa Libre,** *San Jose (Costa Rica).*

Le nouveau site de
Courrier international

c'est le jour

et la nuit

Nouvelle maquette, nouvelle ergonomie, mode sombre…
Et toujours le meilleur de la presse étrangère

courrierinternational.com

afrique

Rwanda. L'asile offshore, un dangereux précédent

L'accord passé entre le Rwanda et le Royaume-Uni, qui "sous-traite" la gestion des réfugiés, a fait bondir les organisations de défense des droits humains.



↙ *Sur la pancarte : Hôtel Rwanda, sous direction britannique, sous-traitant de réfugiés africains. Dessin de* **Tayo Fatunla,** *Royaume-Uni.*

—New Frame *Johannesburg*

Au Royaume-Uni, le compte à rebours est lancé pour les demandeurs d'asile : ils vont être envoyés au Rwanda, où ils devront rester le temps que leur dossier soit traité.

Le Royaume-Uni n'est pas revenu sur sa décision controversée d'envoyer ses demandeurs d'asile au Rwanda, malgré le tollé soulevé et les recours en justice [début juin, des syndicats et associations de défense des droits humains ont lancé un recours en justice pour tenter d'empêcher le projet qu'ils jugent *"illégal"* du gouvernement britannique d'envoyer au Rwanda des demandeurs d'asile] à l'encontre de Priti Patel, la secrétaire d'État à l'Intérieur, qui en est à l'origine.

Le gouvernement britannique a annoncé qu'il allait y envoyer un premier groupe de réfugiés le 14 juin, précisant que les personnes concernées ont déjà reçu un courrier du centre de détention où elles se trouvent actuellement. Priti Patel n'a pas détaillé le mode de sélection des futurs expulsés.

C'est en avril que le gouvernement de Boris Johnson a fait savoir qu'il allait sous-traiter ses obligations en matière d'asile au Rwanda – un pays qui affiche un piètre bilan sur le plan des droits humains –, dans le cadre d'un partenariat de développement économique sur cinq ans entre les deux pays, pour un montant de 140 millions d'euros environ. Sans donner plus de précisions sur son fonctionnement, Boris Johnson a indiqué que *"plusieurs dizaines de milliers"* de demandeurs d'asile de Grande-Bretagne allaient être envoyés au Rwanda, à plus de 6000 kilomètres du Royaume-Uni, avec un aller simple. Ils resteront en Afrique de l'Est le temps du traitement de leur demande d'asile.

Ses détracteurs voient dans cette mesure un moyen de placer en détention des personnes pourtant *"traumatisées"*, et beaucoup la qualifient d'inhumaine. Certains jugent également le projet de Londres impossible à mettre en œuvre, sans parler de son coût. Il est d'ailleurs contraire au droit international, et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a accusé le Royaume-Uni de se défausser de ses responsabilités en matière d'asile et de ses obligations internationales à travers cet accord.

L'un des principaux obstacles à un tel arrangement tient sans doute au fait que le transfert de réfugiés et de demandeurs d'asile pourrait être assimilé à une forme de refoulement contraint vers un pays où ils risquent d'être victimes de persécutions. C'est contraire au droit international et aux conventions relatives aux réfugiés dont le Royaume-Uni est signataire.

Si l'on manque de précisions à ce jour, les experts soulignent qu'un tel accord reposerait sur le principe de la *"double participation volontaire"*, qui implique que le Royaume-Uni et le Rwanda s'accordent sur le transfert de chaque demandeur d'asile, au cas par cas. Une procédure qui serait à la fois coûteuse et chronophage.

Épreuve de l'intégration. La haute-commissaire assistante du HCR chargée de la protection internationale, Gillian Triggs, rappelle que son agence est *"fermement opposée"* à tout arrangement qui prévoirait de transférer des réfugiés et des demandeurs d'asile vers des pays tiers sans leur garantir une protection suffisante.

"Ce type d'arrangement ne fait que déplacer ailleurs les responsabilités en matière d'asile, en plus de soustraire le pays à ses obligations internationales et de contrevenir à l'esprit comme à la lettre de la Convention sur le statut des réfugiés, fustige Gillian Triggs dans un communiqué. *Les personnes qui fuient les guerres, les conflits et les persécutions méritent notre empathie et notre compassion. Elles ne doivent pas être traitées comme des marchandises et transférées à l'étranger pour y être prises en charge."*

Le HCR exhorte le Royaume-Uni comme le Rwanda à revoir leur copie. Il rappelle que, loin de dissuader les réfugiés et les migrants de se lancer dans des périples potentiellement funestes, le choix de l'externalisation ne fera qu'accroître les risques qu'ils prennent. Car ils chercheront des itinéraires bis, ce qui pourrait augmenter la pression sur les pays qu'ils tentent de traverser.

Le site Infomigrants a fait savoir en mai qu'InstaLaw, un petit cabinet juridique implanté à Nottingham, en Angleterre, avait lancé une action en justice contre le projet du gouvernement britannique. Stuart Luke, l'associé du cabinet à l'origine de ce recours intenté pour le compte d'un demandeur d'asile iranien, explique que son client se retrouverait dans une situation précaire s'il était envoyé au Rwanda.

"Il pourrait être le seul Iranien du pays. Il n'aurait pas de réseau sur place, pas de communauté, personne qui parle sa langue. Comment est-il censé gérer, même survivre? Comment va-t-il trouver un emploi, s'instruire?" a commenté Stuart Luke.

Beaucoup de détracteurs de la mesure rappellent que bon nombre de demandeurs d'asile installés au Royaume-Uni sont iraniens, irakiens ou syriens, et qu'ils se heurteraient dès lors à de sérieux obstacles, dont la barrière de la langue. La capacité du Rwanda à intégrer ces nouveaux arrivants soulève de vraies questions.

À quoi s'ajoute une autre préoccupation majeure : le fait que d'autres pays européens risquent d'emboîter le pas au Royaume-Uni et d'adopter une politique migratoire tout aussi clivante de manière à gérer l'afflux de migrants et de réfugiés en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique. Le Danemark, par exemple, est déjà la cible de nombreuses critiques pour sa politique d'asile.

Ayant déclaré *"sûrs"* Damas et les environs de la capitale syrienne, il prive de sa protection des centaines de réfugiés et demandeurs d'asile syriens sur son sol. Si les personnes qui ont perdu cette protection n'ont pas encore été expulsées, beaucoup n'ont plus le droit de travailler et se voient obligés de vivre dans des centres de → 18

Bataille judiciaire en perspective

●●● La nouvelle est tombée le 10 juin : la Haute Cour de Londres a rejeté le recours déposé par des associations de défense des droits humains, ainsi que par le Syndicat des services publics et commerciaux (PCS), contre l'accord établi entre le Royaume-Uni et le Rwanda. Le juge britannique a donc décidé que le premier vol d'expulsion de demandeurs d'asile vers le Rwanda devait avoir lieu le 14 juin, analyse **The Guardian.** Mais la bataille judiciaire risque de durer : une procédure d'appel est en cours.



© Laurin Schmid / SOS MEDITERRANEE

SOS MEDITERRANEE

Votre don est vital
pour sauver des vies.

don.sosmediterranee.org

16 ← transit. Sans compter que le Danemark prévoit de délocaliser ses centres dans des pays extérieurs à l'Union européenne – un projet jugé xénophobe et dangereux par nombre d'ONG et de pays européens.

Les mesures antimigrants et antiréfugiés se multiplient au gré des arrivées de migrants et de réfugiés dans des pays européens qui, à des fins électoralistes, sont de plus en plus nombreux à prendre des mesures racistes et xénophobes pour les tenir à distance.

Dissuasion ratée. L'Italie a prolongé un accord à 100 millions de dollars avec la Libye pour empêcher les traversées vers l'Europe. L'accord prévoit notamment de former les gardes-côtes libyens à *"endiguer l'afflux de migrants clandestins"* en interceptant les embarcations qui franchissent la Méditerranée et en renvoyant leurs passagers vers des camps sur place, où beaucoup d'entre eux sont détenus sine die dans des conditions inhumaines.

Le même phénomène s'observe ailleurs dans le monde : l'Australie envoie ses demandeurs d'asile dans des *"centres de transit extraterritoriaux"*, à Nauru et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Une politique qui vise à dissuader quiconque souhaiterait demander l'asile.

[L'ONG] Human Rights Watch estime que les autres pays *"devraient tirer les enseignements de cette abomination"* plutôt que *"la reproduire"*, à l'heure où l'Australie envoie des adultes et des enfants vivre dans de piètres conditions dans des centres où ils sont laissés pour compte et victimes de mauvais traitements. *"Cette extraterritorialisation abusive engendre des souffrances incommensurables pour des milliers de demandeurs d'asile vulnérables"*, dénonce Sophie McNeill, chercheuse australienne à Human Rights Watch.

Après dix années de transferts extraterritoriaux de demandeurs d'asile australiens, force est de constater que cette politique n'empêche pas les gens d'entrer clandestinement dans le pays. Dans la plupart des pays, les mesures de dissuasion n'ont pas permis à ce jour d'endiguer l'afflux migratoire – leur seul effet est de les pousser à prendre plus de risques pour franchir les frontières.

—Jan Bornman
Publié le 2 juin

TUNISIE

Kaïs Saïed, seul contre tous

Après avoir muselé les contre-pouvoirs parlementaire et judiciaire, le président va-t-il s'attaquer à la Constitution de 2014 ?



↙ *Kaïs Saïed (surnom : Zabaïed). "Le peuple veut" (slogan de la campagne présidentielle). Dessin de* **Z**, *paru dans* **Débat Tunisie,** *Tunis.*

—Tunisie numérique
(*extraits*) *Tunis*

La Tunisie se réveille avec une énième grève, et pas des moindres : celle des magistrats. Les dossiers étant judiciaires, on n'ira pas plus loin sur le bien-fondé de la frappe du chef de l'État, Kaïes Saïed, qui a fauché 57 juges. Nous nous bornerons à commenter les conséquences néfastes de cette action unilatérale, qui vient s'ajouter à d'autres, dans un pays plus que jamais divisé face aux grands enjeux sociaux et économiques.

Saïed a peut-être raison sur le fond, je dis bien peut-être, mais son problème est et restera l'art et la manière. On peut avoir raison sur le fond mais si on s'y prend mal dans la mise en forme on obtient le contraire de ce qu'on voulait. Et quand on est à la tête d'un État, le risque c'est de bloquer tout un pays.

Dialoguer avec les parties qui sont d'accord avec soi revient à dialoguer avec soi-même. C'est ce qu'est en train de faire le président de la République, en décrétant que seuls ceux qui agréent le tour de vis du 25 juillet 2021 [date à laquelle le président tunisien s'était arrogé les pleins pouvoirs en limogeant le Premier ministre et en suspendant le Parlement, dominé par le parti d'inspiration islamiste Ennahda] sont conviés.

Le chef de l'État fait ce qu'il avait promis à ses électeurs depuis la campagne électorale de 2019. Le problème est que la Tunisie n'est pas et ne sera jamais un immense champ de militants acquis à sa cause. En tout cas ce ne sera pas à marche forcée, ce sera forcément par la persuasion.

Des voix dissonantes qui expriment leur désaccord même quand les arguments en face sont limpides, frappés au coin du bon sens et imparables, c'est aussi ça la démocratie. C'est le même système qui a permis à Saïed d'être propulsé au palais de Carthage [siège du palais présidentiel] alors que personne ne l'y attendait. Il ne peut pas s'autoriser à faire moins bien que ses prédécesseurs, il est condamné à faire plus et mieux. Pour le moment, il s'arc-boute à sa vision des choses mais, qu'il le veuille ou non, il est le président de tous les Tunisiens et se devra de les écouter, de les respecter, même s'il a de bonnes raisons d'en détester certains.

Et la Tunisie a une autre spécificité : son appétence pour le dialogue national inclusif. On peut dire ce qu'on veut (ça fait perdre au pays un temps précieux qu'il n'a pas, ça dilue les responsabilités, brouille le cap et rend la Tunisie ingouvernable à bien des égards…) mais la jeune démocratie en est là et n'est pas en mesure de faire mieux pour le moment. Dans les grandes démocraties la cause est entendue : c'est la majorité qui gouverne et l'opposition attend son tour. En Tunisie la réalité est toute autre, et comme on ne peut pas faire le bonheur d'un peuple contre sa volonté, et comme on ne peut pas aller plus vite que la musique de l'apprentissage de la démocratie, alors il faut en respecter les codes établis.

Toujours plus populaire. Les projets politiques et constitutionnels occupent tout l'espace. Le gouvernement a beau mettre sur la table le plan de relance le plus ambitieux, le plan de réformes le plus volontaire, tout ça est éclipsé par l'agitation autour des plans personnels de Kaïs Saïed : mettre la main sur tous les leviers du pouvoir et présidentialiser tout le régime.

Et il va accélérer la cadence parce qu'il projette de boucler son agenda, tout son agenda, avant les élections [législatives] de [décembre] 2022. Dès lors, rien ne pourra plus l'atteindre, pas même Abir Moussi [présidente du Parti destourien libre (PDL), parti nationaliste], à qui tous les sondages prédisent un triomphe aux législatives. Le seul problème c'est que l'obsession et l'obstination de Saïed font de gros dégâts collatéraux dans l'économie.

Certains de ses partisans soutiennent que Saïed mettra en ordre de bataille l'économie du pays une fois qu'il aura achevé son projet – le régime présidentiel –, sauf que l'agitation du moment risque de causer des dégâts que rien ne pourra réparer. Le chef de l'État est certes populaire, une popularité sans précédent depuis 2011, mais ce ne sont pas les citoyens qui vont mettre au pas les organisations nationales et les corporations du pays. Or on ne peut rien réformer sans elles…

Derrière la furie de l'UGTT [L'Union générale tunisienne du travail, la principale centrale syndicale de Tunisie, a refusé le 23 mai de prendre part au dialogue proposé par Saïed dans le but de fonder une *"nouvelle République"*], qui a décrété une grève générale le 16 juin, il n'y a pas que des considérations sociales – augmentations salariales essentiellement –, il y a surtout le projet de Kaïs Saïed de démolir la symbolique de la centralité du syndicat et de le réduire à sa plus simple expression : une organisation qui se contente de défendre les intérêts moraux et matériels des salariés.

Il est vrai que le fait que l'UGTT s'assoie à la table des décideurs élus pour diriger est une anomalie et que même dans les paradis syndicaux – la France, par exemple –, la chose est inconcevable. Mais ce n'est pas le moment de démolir la symbolique sur laquelle repose l'équilibre frêle du pays.

—Souleymane Loum
Publié le 6 juin

SOURCE

TUNISIE NUMÉRIQUE
Tunis, Tunisie
tunisienumerique.com
Site d'information tunisien en langues arabe, française et anglaise, *Tunisie numérique* était en 2020 le premier journal électronique tunisien et l'un des principaux médias.

Des coups de force à répétition

●●● Le président tunisien se voit-il comme un *zaïm*, un homme providentiel ? C'est la question que s'est posée la presse tunisienne. Depuis l'élection de Kaïes Saïed, en octobre 2019, le pays assiste à une lente offensive contre les contre-pouvoirs. Le vrai coup de force a eu lieu le 25 juillet 2021 : le président limoge le gouvernement, suspend l'Assemblée et décide de gouverner par décret. Deux mois plus tard, un décret abroge tout un pan de la Constitution de 2014 tout en mettant en place un *"État d'exception"*. Dans la lente présidentialisation de son pouvoir, le président tunisien a également annoncé la tenue d'un référendum constitutionnel, prévu le 25 juillet prochain.

SÉLECTION

RÉALISÉE PAR L'ÉQUIPE COMMERCIALE DE *COURRIER INTERNATIONAL*

LE VÉGÉTAL POUR LES AMATEURS DE LAIT!



Même goût, même texture vous allez être bluffés par Mmmh... c'est bon ça, la nouvelle boisson 100% végétale Alpro. A boire, à verser, à cuisiner ou à mélanger, une boisson pour varier les usages et les plaisirs: dans vos céréales, votre café et même votre pâte à crêpes. Source de calcium et de vitamine D, son goût si familier plaira à tous, à retrouver au rayon lait UHT. .

3018, L'APPLICATION ANTI-HARCÈLEMENT

Pour que la honte change de camp, l'Association e-Enfance a lancé l'application 3018, la seule application 100% gratuite, sécurisée et confidentielle qui aide les victimes de cyberharcèlement. Tout particulièrement destinée aux jeunes mineurs démunis face à des situations de harcèlement sur Internet ou les réseaux sociaux, l'application permet de garder des preuves des violences subies, d'être entendu et conseillé par des professionnels et de faire supprimer des contenus préjudiciables.

www.app.3018.fr



VOTRE ASSISTANT VISA PLATINUM S'OCCUPE DE TOUT

Chef à domicile, pause gourmande improvisée, accueil privilégié en restaurant... Avec la carte Visa Platinum, vous pouvez toujours compter sur votre assistant Visa Platinum pour organiser à votre place chacune de vos célébrations, même imprévues. L'assistant Visa Platinum prendra toujours le temps de vous en faire gagner. Pour en savoir plus consulter votre banque ou rendez-vous sur

visa.fr/platinum





L'AUVERGNE AU NATUREL A DU CHARME !

Des nids douillets, avec vue, dans la montagne, au bord de l'eau, sous les arbres ou au cœur de villages pittoresques ... Tous respectueux de leur environnement. Des découvertes, des rencontres et du partage avec des passionnés. A vous de choisir !

www.auvergne-destination.com

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES



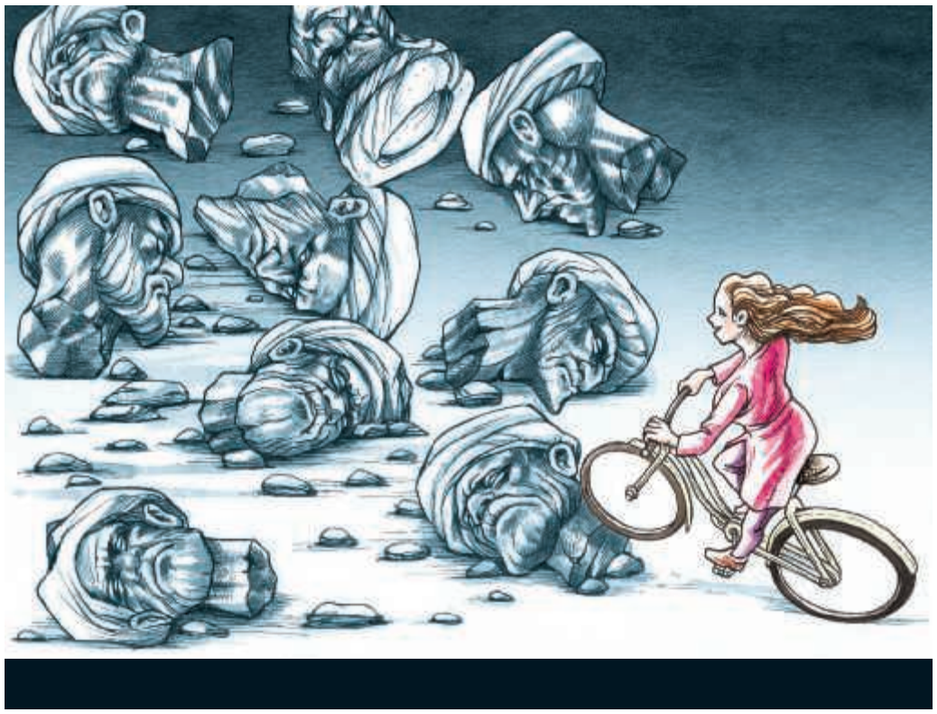
Transmis à notre association, vos biens continueront à faire vivre vos convictions et permettront de financer un accès durable aux soins aux populations victimes de crises humanitaires. Depuis près de 50 ans, MSF s'engage à défendre et à préserver la santé de tous. Pour vous accompagner dans votre projet de transmission, Catherine Bechereau se tient à votre disposition : par téléphone : 01 40 21 29 09 - par e-mail : relations.testateurs@paris.msf.fr - ou sur

leguez.msf.fr

moyen-orient

Iran. Les femmes bravent le régime

La journaliste Najmeh Bozorgmehr s'est rendue à Kashan. Ce bastion pourtant conservateur vit une métamorphose sociale : les femmes font reculer les privations qu'on leur impose. Un effet miroir de la situation dans tout le pays.



↙ *Dessin de* **Heidari,** *Iran.*

—Financial Times
(*extraits*) *Londres*

Il y a peu de temps, je suis allée avec l'une de mes amies à Kashan, ville conservatrice et chargée d'histoire située aux portes du désert, dans le centre de l'Iran. Nous voulions visiter quelques-unes de ses galeries modernes, qui ont fait l'objet d'une remarquable restauration ces dernières années.

Kashan, à environ 250 kilomètres au sud de Téhéran, a longtemps partagé la culture conservatrice de la cité voisine de Qom – une ville sainte qui accueille les membres les plus éminents du clergé chiite. Nous avions donc emporté dans nos bagages des tenues islamiques, en plus des vêtements moins austères que nous portons dans la capitale.

Une fois arrivées, nous avons été agréablement surprises de constater que les tenues conservatrices n'avaient pas à quitter nos valises.

Il n'y a pas si longtemps, la plupart des femmes de Kashan portaient encore le tchador noir – grand voile recouvrant l'intégralité du corps –, mais ce n'est plus le cas.

Je sillonne régulièrement mon pays, et j'en suis arrivée à cette conclusion : si une telle évolution est possible dans une ville comme Kashan, alors aucune ville d'Iran ne peut plus être qualifiée de totalement conservatrice. Même Qom connaît sa propre métamorphose sociale.

À Kashan, le changement est perceptible partout. Si les murs en briques de terre crue et les ruelles étroites n'ont pas disparu, des hôtels de charme et d'éblouissantes demeures rénovées par de riches Téhéranais se dressent aujourd'hui fièrement à leurs côtés. La plupart des hôteliers permettent d'ailleurs aux jeunes couples non mariés de partager une chambre, ignorant les restrictions sociales imposées par l'État.

Les Iraniennes peuvent aujourd'hui aspirer à des études supérieures, à l'égalité et à une vie moderne.

Le progressisme est également visible sur le plan culturel. En début d'année, la fondation américaine House of Lucie, dédiée à la photographie, a ouvert un musée à Kashan, dans une maison traditionnelle rénovée. On peut y admirer des clichés connus dans le monde entier, notamment des photos d'actrices hollywoodiennes. On se croirait en Espagne ou en Grèce, nous sommes nous dit en ne plaisantant qu'à moitié.

Ce séjour à Kashan m'a prouvé que les bastions du conservatisme social et culturel sont en train de s'effondrer progressivement.

L'Iran ne possède aucun mouvement féministe organisé – ce qui n'a pas empêché de nombreuses militantes de finir en prison –, mais depuis la révolution de 1979, les femmes mènent, sans chef de file, une lutte totalement pacifique.

Jour après jour, elles font reculer les restrictions que les traditionalistes leur imposent au quotidien, décrochant au passage des victoires pour l'ensemble de la société.

Le pays ne peut pas durcir les règles imposées aux femmes par crainte d'une révolte populaire.

Grâce à ces changements venus d'en bas, toutes les Iraniennes peuvent désormais aspirer de façon plus ou moins similaire à des études supérieures, à l'égalité et à une vie moderne, peu importe la ville où elles habitent.

Durant les célébrations du nouvel an perse, au mois de mars, de nombreuses vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux, montrant des femmes en train de danser en public aux quatre coins du pays – une pratique officiellement interdite.

De plus en plus de femmes publient sur Instagram des vidéos où on les voit chanter seule – ce qui est également interdit. Les créateurs de mode habillent leurs mannequins de tenues audacieusement minimalistes, comme on pourrait en voir dans un État laïque. Le mois dernier, environ 800 professionnelles du cinéma, parmi lesquelles quelques-unes des actrices les plus réputées du pays, ont lancé leur propre mouvement #MeToo.

Mais l'Iran reste un pays de contradictions. À Téhéran, mon amie a été convoquée par la police des mœurs car elle avait conduit sans porter le voile islamique. Ce n'était pas un acte de revendication politique : son foulard avait simplement glissé sur ses épaules. Elle a tout de même dû suivre un cours d'éducation morale et son véhicule a été immobilisé sur un parking public pendant une semaine.

Ces mesures de répression gratuites ne servent pas le régime. Et l'exemple de mon amie montre bien à quel point les autorités ont du mal à préserver l'image de leur système théologique, incarné principalement par le hidjab.

Les ultraconservateurs ont remporté l'élection présidentielle de l'an dernier et commandent désormais tous les centres névralgiques du pouvoir. Mais ils ne peuvent ni durcir les règles imposées aux femmes, par crainte d'une révolte populaire, ni ouvrir la voie à davantage de revendications féministes.

En mars, des femmes ont été interdites d'entrée dans un stade de Mashhad, dans le nord-est du pays, et attaquées à coups de gaz lacrymogène. Le tollé suscité par l'événement au sein de la population a mis les pouvoirs publics en difficulté. Les conservateurs n'ont pas encore réussi à restreindre l'accès à Internet comme ils le souhaitaient [un projet de loi a été proposé au Parlement en juillet 2021].

Impossible de savoir combien de temps encore survivront ces contradictions. Mais une chose est sûre : depuis plusieurs dizaines d'années, les femmes conduisent discrètement l'Iran vers le changement. Tout ce que peuvent espérer les élus les plus conservateurs, c'est de réussir à retarder l'aboutissement de leur action.

—Najmeh Bozorgmehr
Publié le 4 mai

SOURCE

FINANCIAL TIMES
Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 900 000 ex.
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide,* un journal de quatre pages destiné *"aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables",* le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe. Il n'y a pas une institution financière ou banque digne de ce nom qui ne reçoive un exemplaire de ce journal britannique immédiatement reconnaissable à son papier rose saumon.



WIKIMEDIA COMMONS

↙ *Amirhossein Maghsoodloo, alias Amir Tataloo. Dessin de* **Matin Sheykhi,** *Iran.*

Un rebelle, un vrai, un tatoué ?

Un temps proche des conservateurs, ce chanteur iranien aux millions de jeunes fans sur les réseaux sociaux vit aujourd'hui en exil et joue l'outrance.

—Raseef22 *(extraits)*
Beyrouth

Le célèbre Amirhossein Maghsoodloo, alias Amir Tataloo, se distingue des autres stars de son pays par un parcours controversé, semé de rebondissements idéologiques et politiques. Avec plus de vingt ans à son actif dans la pop, le rap et le R & B en persan, il bénéficie d'un soutien populaire qui compte des millions d'admirateurs, issus de la génération 2000. Interdit de se produire en Iran, il réside depuis des années en Turquie, où il exerce son activité artistique.

Sa carrière commence au début des années 2000 sur la scène underground, où il connaît aussitôt un succès considérable, charmant un public jeune qui a trouvé en lui une voix singulière. Une voix qui reflète leurs idées et leur vision du monde, au sein d'une République islamique conservatrice qui tient à contrôler la société.

Après avoir exercé son métier sans autorisation dans la capitale iranienne, Téhéran, Tataloo trouve refuge pour sa création artistique à Dubaï, où il choisit de résider, au milieu des années 2000. Insatisfait, il retourne rapidement dans son pays natal pour sortir son premier album, sans la permission des autorités, qu'il défie.

Il est arrêté à deux reprises par la police iranienne, en 2013 puis en 2015, pour incitation à la corruption [de la société]. Mais la popularité de la star, la mobilisation de ses fans devant le tribunal et les hashtags appelant à sa libération sur les réseaux sociaux contraignent les autorités à le relâcher.

En pleine négociation sur le dossier nucléaire iranien, sous le mandat du [président iranien réformateur] Hassan Rohani, Tataloo sort un clip où il apparaît à bord du navire de guerre *Jamaran*, et défend le droit de l'Iran à disposer de l'arme nucléaire, attisant le mécontentement du gouvernement et de la population.

Puis il sort une autre chanson en mémoire des martyrs iraniens, ce qui lui vaut un hommage de la part de la Fondation des martyrs et des vétérans [proche du régime]. *"Un fait qui confirme que Tataloo servait de cheval de Troie à certaines autorités auprès des nouvelles générations, difficilement accessibles autrement."*

Tataloo a appelé ses fans à voter pour le conservateur Ebrahim Raïssi, lors de l'élection présidentielle de 2017, face à son rival réformateur Hassan Rohani.

"Danger". Le courant conservateur est alors accusé d'avoir exploité l'image d'un chanteur à la réputation sulfureuse. Face aux critiques, le mouvement proclame que l'artiste s'est repenti de son comportement, contraire aux mœurs iraniennes. Le chanteur sort également une chanson en mémoire du huitième imam chiite, Ali Ar-Ridha, enterré en Iran.

Ces relations étroites avec le mouvement conservateur font long feu, comme ses relations avec le mouvement réformiste, qu'il avait soutenu aux élections législatives de 2008. En 2017, Tataloo, qui aura 35 ans en septembre, décide d'immigrer en Turquie, en quête de liberté artistique.

Là-bas, ses concerts rassemblent un large public, venu essentiellement d'Iran pour écouter ses chansons aux paroles superficielles et vulgaires, mêlées d'insultes et d'expressions obscènes. Le chanteur va jusqu'à se droguer et se faire tatouer sur scène, et même insulter ses fans.

Tataloo continue de gagner en popularité en lançant des "défis tendance" sur les réseaux sociaux. Suivi par plus de 4 millions de personnes sur Instagram, il a publié une vidéo et sollicité ses fans en

Le phénomène Tataloo est le résultat d'une mauvaise gestion de la sphère culturelle iranienne.

direct afin de battre un nouveau record, atteignant 400 000 participants. Lors d'une autre émission en direct avec une influenceuse, il rassemble 600 000 participants. Il pulvérise un autre record lorsqu'il lance "le défi des 10 millions de commentaires" comme condition pour sortir sa nouvelle chanson : il reçoit 18 millions de commentaires, selon les sites iraniens.

Le phénomène Tataloo, synonyme d'outrage public à la pudeur, d'incitation à la corruption, au harcèlement sexuel et à la violence contre les femmes, n'est, selon des spécialistes, que le résultat d'une mauvaise gestion de la sphère culturelle dans le pays.

Le professeur d'université Ehsan Shah Qasemi critique les admirateurs du chanteur. *"Tataloo est un danger pour autrui"*, dit-il. Quant au journaliste militant Moustafa Danandeh, il pense que *"la vidéo qu'il a diffusée en direct est sans scrupule, avec des paroles sulfureuses et vides de sens, mais certains apprécient ce style ridicule et sans intérêt et nous devons respecter tout le monde"*.

En 2018, Instagram suspend le compte de Tataloo à cause de ses propos incitant à la violence physique et verbale contre les femmes. Le célèbre chanteur ouvre aussitôt une nouvelle page, rassemblant 4,4 millions d'abonnés, mais en 2020 il incite des mineures iraniennes à entretenir des relations intimes avec lui, ce qui pousse Instagram à clôturer son compte définitivement.

Tataloo demande alors à son public de le suivre via ses chaînes YouTube et Telegram, sachant que les deux applications sont bloquées en Iran. Il est actuellement suivi par 1,7 million de personnes sur Telegram et environ 600 000 personnes sur YouTube.

Après de nombreuses histoires avec des influenceuses iraniennes, le chanteur a annoncé son mariage avec la star de cinéma iranienne Sahar Qoureshi, qui a immigré en Turquie en début d'année, où le couple réside actuellement.

Il y a quelques jours, Tataloo annonçait sur sa chaîne Telegram son intention de retourner dans son pays et d'organiser des concerts dans le stade Azadi, qui peut accueillir 100 000 spectateurs, misant sur sa popularité auprès de la jeunesse iranienne.

N'ayant pas la permission d'entrer dans le pays, il rejette la responsabilité de son absence sur les autorités iraniennes. Le gouvernement n'a toujours pas réagi à cette annonce.

—Hadi Mastufi
Publié le 17 mai



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Ces haltérophiles iraniennes qui ont choisi de fuir leur pays
Yekta Jamali et Parisa Jahanfekrian sont deux championnes de haut niveau. Leur départ d'Iran met en lumière le sort des athlètes féminines iraniennes. Parisa Jahanfekrian s'est confiée au média d'opposition **IranWire.**



FALCO/CUBA

asie

Chine. Confinés sans salaire

Shanghai compte 4 millions de travailleurs dans les services. Leur situation pendant la pandémie, au chômage et sans indemnités, a fragilisé tout le pays.



↙ *Dessin de* **Bénédicte** *paru dans* **24heures,** *Lausanne.*

—Fenghuang Wang *Pékin*

Certains des chiffres publiés pour les mois de janvier à avril par le Bureau national des statistiques (BNS) de Chine montrent une certaine stabilité, mais d'autres sont inquiétants. Notamment le taux de chômage, qui affiche un niveau record depuis la création des statistiques [il est de 5,7 % au premier trimestre 2022 dans les zones urbaines]. Par ailleurs, on constate une baisse frappante des recettes fiscales durant cette même période dans des métropoles comme Shenzhen, Suzhou, Nankin et Hangzhou, ce qui est la conséquence de la pandémie [au niveau national, la baisse des revenus fiscaux est de 4,4 % par rapport au premier trimestre 2021].

Le BNS ou les économistes ont chacun leur interprétation de ces données [*voir encadré*]. Mais pour les gens ordinaires, le plus important n'est pas la macroéconomie ou la statistique, c'est la réalité de leur vie courante : où en sont les rentrées d'argent dans leur famille ? Sont-ils encore en mesure d'honorer les échéances de leur prêt immobilier ?

Depuis le 26 avril, une vidéo intitulée "Jour de paie" (*Faxinri*) circule largement sur les réseaux sociaux. Zhang Qiang, un chirurgien vasculaire réputé, fondateur du groupe médical privé Dr. Smile, y raconte comment, pendant le confinement, il a dû parcourir plus de 40 kilomètres à vélo pour aller prendre à son cabinet une clé USB d'authentification bancaire, indispensable pour transférer de l'argent et payer son personnel.

Si cette vidéo a connu une telle diffusion, c'est d'abord parce que les internautes ont été en admiration devant la conscience professionnelle du docteur Zhang, soucieux de ne pas occasionner de retards de versement de salaire à cause de l'épidémie. Il explique dans la vidéo et dans une interview accordée par la suite : "*J'ai du personnel qui fait du très bon travail et qui est très sérieux. C'est un peu gênant à dire, mais ce sont des gens qui ont aussi des emprunts immobiliers à payer et qui doivent continuer à assurer des dépenses même en temps d'épidémie.*"

C'est aussi parce que la vidéo a touché un point sensible chez beaucoup de travailleurs. En effet, nombreux sont ceux qui ont perdu toute source de revenus avec l'arrêt total des activités. Ainsi, notre femme de ménage ne peut plus venir travailler chez nous depuis mars. Heureusement qu'elle a eu le temps de rentrer dans sa région natale, car sinon elle aurait dû continuer à régler ses dépenses fixes mensuelles, sans toucher le moindre centime durant trois mois.

Personnellement, j'ai été confiné à mon domicile le 19 mars [avant le confinement total de la ville, imposé le 27]. Comme le comité de quartier avait annoncé que cela n'allait durer que deux jours, je n'avais pas rapporté du bureau certains objets, comme cette clé USB d'authentification bancaire. Qui aurait alors pensé qu'en fait cela durerait deux mois, pendant lesquels mes collègues et moi ne percevrions plus de salaire ?

Hausse du chômage des jeunes

●●● Le chômage augmente en Chine. Notamment chez les jeunes, où il atteint un niveau record, à 18,2 % chez les 16-24 ans en avril 2022. Pour des chercheurs cités par le magazine économique **Caixin,** l'arrivée sur le marché du travail de la nouvelle génération de diplômés – 10,7 millions de personnes – n'explique pas tout. Lu Feng, professeur à l'université de Pékin, note que la pandémie a fait chuter le nombre d'étudiants à l'étranger, augmentant la concurrence entre les diplômés. L'emploi des jeunes travailleurs migrants est encore plus problématique car ils arrivent sans le niveau de formation répondant aux nouvelles exigences des employeurs.

Notre bureau se trouve dans un hôtel réquisitionné pour servir de centre de quarantaine, et jamais je n'aurais pu rentrer dans le bâtiment pour récupérer ma clé USB. Certes, mes collègues et moi n'avons jamais manqué de quoi faire bouillir la marmite, mais il nous a été impossible de suspendre les versements au titre du remboursement de nos prêts immobiliers. De plus, certaines dépenses courantes, comme les factures d'eau, de gaz et d'électricité, ont augmenté à cause du confinement, sans parler de la détérioration du marché boursier. Tout cela fait que les finances familiales sont de moins en moins brillantes.

> **"Un quart des ménages en Chine se retrouvent privés de ressources du fait de la perte de leur travail."**
> **Nie Riming,** ÉCONOMISTE

Dans ces circonstances, nombreuses sont les familles qui ont vu leurs revenus se réduire comme peau de chagrin. Dans un article intitulé "Les effets du confinement sur les revenus et les dépenses des ménages", mon collègue Nie Riming avance : "*Environ un quart des ménages à l'échelle nationale se retrouvent privés de ressources du fait de l'arrêt de leurs activités professionnelles, et la situation est insupportable pour eux. Un autre quart dispose d'un matelas d'épargne, qui peut leur permettre de tenir durant deux mois uniquement. Autrement dit, si la mise à l'arrêt de la société dépassait deux mois, la moitié des ménages devrait comprimer ses dépenses ou s'endetter.*"

En temps ordinaire, les habitants de Shanghai, ville la plus développée du pays, jouissent d'une situation financière plutôt meilleure qu'ailleurs. Mais, avec l'arrêt de toutes les activités, ce qui faisait sa force est devenu une faiblesse. En effet, Shanghai étant la ville de Chine où le secteur tertiaire pèse le plus, le confinement [levé le 1er juin] lui a posé des problèmes plus importants que dans d'autres agglomérations : comme les prestations de service supposent bien souvent de se trouver en face des clients, pendant le confinement, presque toutes ces entreprises ont été forcées de se mettre à l'arrêt.

Si, au début de la mise sous cloche de la ville, la municipalité a eu du mal à assurer la subsistance de la population, c'est surtout parce que la couverture des besoins vitaux de ses 25 millions d'habitants reposait sur les services fournis par près de 4 millions de personnes. Or après la mise en place du confinement, tous les services sont passés en ligne, avec seulement 200000 travailleurs sociaux, bénévoles et agents spécialisés encore sur le terrain. Près de 4 millions de personnes se sont retrouvées privées de travail et de revenus.

D'autre part, à Shanghai, l'encours total des crédits immobiliers contractés par les habitants représente un gros montant, car un pourcentage important des ménages y a recours du fait du niveau des prix immobiliers, parmi les plus élevés du pays. Nie Riming souligne : "*Chez certains ménages modestes, le remboursement du crédit immobilier peut représenter jusqu'à 40 % des revenus, contre seulement 20 % pour les dépenses quotidiennes. Avec une telle structure des revenus et des dépenses, il n'est pas étonnant que les ménages à faible revenu ayant souscrit un emprunt immobilier se retrouvent dans le rouge.*"

En d'autres termes, si le confinement avait dû durer un mois de plus, sans reprise de la production, ni rétablissement des services, la situation financière de nombreux ménages se serait considérablement détériorée.

—Fu Weigang*
Publié le 22 mai

* Fu Weigang est chercheur à l'Institut de recherche sur la finance et le droit de Shanghai.

SOURCE

FENGHUANG WANG
Pékin, Chine
ifeng.com
Le site du magazine *Fenghuang (Phoenix Weekly),* désormais installé à Pékin, conserve un peu de l'ouverture d'un média hongkongais à l'origine. Il s'attache à la couverture de sujets de société un peu plus variés que la presse continentale, tout en restant dans des limites très sages.



FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

15, 16, 17 juillet 2022

Couthures-sur-Garonne

©Priscille Didier

UN ÉVÉNEMENT PARRAINÉ PAR LE GROUPE LE MONDE

Le Monde · L'OBS · Télérama · Courrier international · la vie · HUFFPOSTI

Région Nouvelle-Aquitaine · Lot-et-Garonne Le Département Cœur du Sud-Ouest · Val de Garonne Agglomération · Marmande Terre de Garonne · Couthures-sur-Garonne · Vignobles du Sud-Ouest De l'origine à l'originalité · Terre de Vins Nouvelle Aquitaine · Les Paysans de Rougeline · les pruneaux d'Agen · Google

CFC Centre français d'exploitation du droit de copie · Prix Philippe Chaffanjon · Sud Ouest · 3 nouvelle aquitaine · Le Temps · El País · The Guardian · Corriere della Sera · arte · France Inter

avec : IJBA, ALCA et Far Ouest

europe

Religion. L'Église orthodoxe, l'autre bras armé de la Russie

Le patriarche Kirill défend la guerre contre l'Ukraine – un choc entre des valeurs irréconciliables selon lui. Une position qui heurte profondément les autres Églises orthodoxes, raconte cette correspondante de guerre chevronnée.



↙ *Dessin d'***Ammer** *paru dans* **NRC Handelsblad,** *Amsterdam.*

Des États-Unis à l'Inde en passant par la Russie, partout dans le monde, le religieux gagne du terrain et se mêle de plus en plus de politique. Un jeu d'influences et d'intérêts que nous décryptons jusqu'à la fin de juin dans les pages de l'hebdomadaire et sur notre site.

—Foreign Policy *(extraits)*
Washington

Ce mois-ci en Russie, Kirill, le patriarche de Moscou et primat de l'Église orthodoxe russe depuis 2009, a une fois de plus manifesté son soutien à la machine de mort du président russe, Vladimir Poutine, en Ukraine. Kirill estime que Dieu est du côté de la Russie, alors même que les forces de Poutine bombardent les maternités et que l'on retrouve les cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants mutilés dans des villes ukrainiennes récemment occupées par les troupes russes, comme Boutcha.

Sous bien des aspects, l'invasion de l'Ukraine par Poutine s'est transformée en guerre sainte pour la Russie. Les ambitions géopolitiques du maître du Kremlin sont étroitement liées à la foi : de même que l'ancien président américain Donald Trump, Poutine a élaboré un mélange de nationalisme, de foi et de valeurs conservatrices au nom de la restauration du *"roussky mir"* ("monde russe"). Et Kirill se tient à ses côtés, lui qui partage ses opinions homophobes.

Freedom House, une association de défense de la démocratie [installée à Washington et financée par le gouvernement américain], voit dans les diatribes anti-LGBTQI de Poutine la preuve d'une *"homophobie d'État"* qui sert à asseoir sa domination sur la Russie, et assure : *"Le contrôle du genre et de la sexualité arrive toujours en tête de liste des programmes politiques nationaux et internationaux de la Russie."*

Les dernières déclarations belliqueuses de Kirill surviennent à une date sacrée du calendrier julien : la Pâque orthodoxe. Le 24 avril, les Ukrainiens ont célébré ce jour, connu sous le nom de *Velykden* ("grand jour") en Ukraine, une fête importante qui célèbre la résurrection de Jésus-Christ. Environ 70 % des Ukrainiens sont chrétiens orthodoxes.

Mais, cette année, la fête a été loin d'être aussi joyeuse que d'habitude, avec les *pyssanky* (les œufs peints traditionnels) et la *paska* (le pain de Pâques). Les célébrations ont été marquées par le malheur, alors que la Russie poursuit son offensive brutale en Ukraine et que près de 7,7 millions d'Ukrainiens ont été contraints de fuir leur foyer. Malgré tout, certains n'ont pas ménagé leurs efforts pour sortir et faire bénir leurs paniers de victuailles et d'œufs par des prêtres : un semblant de normalité au cœur d'un désordre et d'un chaos terribles.

Justice divine. La Russie est sous le coup d'un black-out dans le domaine de l'information, mais Kirill sait parfaitement ce qui s'est passé à Marioupol et à Kharkiv, en Ukraine. Le soutien de Kirill à la guerre est ancré dans son homophobie. Le 6 mars, dimanche du Pardon, il a prononcé un sermon dans lequel il a laissé entendre que l'Occident avait entrepris depuis des années d'*"écraser et exterminer les gens dans le Donbass"*, parce que *"le Donbass rejette fondamentalement les prétendues valeurs qui sont aujourd'hui mises en avant par ceux qui revendiquent le pouvoir mondial"*. Plus précisément, a-t-il ajouté, les habitants du Donbass avaient refusé d'organiser des défilés pour la Gay Pride. Par conséquent, l'Occident cherchait à les détruire.

En ce jour de profond recueillement, où les gens sont censés prier pour le pardon, Kirill a attisé les flammes de la haine. Il a lancé qu'il ne pouvait y avoir de *"pardon sans justice"*. Sinon, ce serait une capitulation, un aveu de faiblesse. Il a également évoqué la justice divine, affirmant que *"par notre pardon, nous remettons nos coupables entre les mains de Dieu, afin qu'ils puissent être l'objet du jugement et de la miséricorde de Dieu"*.

Or Kirill n'a pas attendu la guerre en Ukraine pour approuver les bains de sang. Quand la Russie a commencé à prendre part à la guerre en Syrie, il a considéré que la destruction par Poutine de villes syriennes comme Alep s'inscrivait dans une croisade : c'était un combat contre les infidèles.

"La lutte contre le terrorisme est une bataille sacrée et, de nos jours, notre pays est peut-être la force qui le combat le plus activement", avait dit l'un de ses porte-parole en 2015 tandis qu'Alep était à l'agonie sous les bombes russes. Comme aujourd'hui, des photos de prêtres orthodoxes bénissant des missiles et des avions destinés à détruire les foyers des gens et à broyer des vies ont alors largement circulé.

Au sein de l'Église, la vision qu'a Kirill de Poutine en choque beaucoup. Le pape François a annulé sa rencontre avec le patriarche, qui devait avoir lieu au Liban en juin. Les militants européens des droits de l'homme Willy Fautré et Patricia Duval, de Human Rights Without Frontiers (HRWF), ont accusé Kirill d'*"incitation à l'agression et aux crimes contre l'humanité par son soutien déclaré à l'invasion de l'Ukraine par la Russie"*. Ils réclament qu'il soit inculpé devant la Cour pénale internationale (CPI).

Le soutien de Kirill à la guerre est ancré dans son homophobie.

HRWF appelle à agir *"afin que Vladimir Mikhaïlovitch Goundiaev, connu comme étant le patriarche Kirill de Moscou et de toute la Russie, soit tenu personnellement responsable et poursuivi pour avoir inspiré, incité, justifié, et s'être rendu complice des crimes de guerre (art. 8 du Statut de Rome) et des crimes contre l'humanité (art. 7) déjà perpétrés et actuellement commis par les forces armées russes en Ukraine"*.

Il est peu probable que Kirill aille jamais à La Haye. La Russie (tout comme les États-Unis) n'est pas membre de la CPI. Mais le symbolisme de ce geste ne manquera pas de piquer au vif cet homme qui prétend défendre de hautes valeurs morales.

Certains prêtres ont cessé de mentionner le nom de Kirill. En France, les étudiants d'un séminaire orthodoxe ont appelé leur évêque à rompre avec le patriarcat de Moscou. D'autres ont remis

en question la légitimité d'une Église prête à bénir les soldats envoyés tuer d'autres personnes.

L'orthodoxie ne soutient ni la guerre ni la violence, a déclaré Bartholomée Ier, archevêque de Constantinople et patriarche œcuménique. Et des centaines de religieux orthodoxes russes ont signé une lettre demandant la cessation des hostilités. La lettre clame : *"La vie de chaque personne est un don inestimable et unique de Dieu, et c'est pourquoi nous souhaitons le retour de tous les soldats – russes et ukrainiens – sains et saufs dans leurs foyers et auprès de leurs proches."*

À en juger par l'opposition de ses coreligionnaires, il semblerait que le soutien de Kirill à Poutine soit moins une idéologie de l'Église qu'une idéologie de l'État – en particulier de l'État de Poutine. Nous en avons déjà été témoins : pendant les guerres sanglantes des Balkans, dans les années 1990, les évêques orthodoxes serbes associaient également la foi et la guerre.

La bénédiction qu'ils avaient accordée aux troupes du défunt Zeljko Raznatovic, dit "Arkan", un chef paramilitaire brutal coupable du massacre de musulmans pendant la guerre de Bosnie de 1992 à 1995, en a été l'un des pires exemples. À la tête de ses hommes, les Tigres, Arkan s'est livré à des pillages sanguinaires, incendiant des villages et assassinant des civils sans défense dans l'est de la Bosnie, et plus tard au Kosovo.

Incitation à la haine. Dans un récent livre blanc réalisé pour le compte du Robert Lansing Institute, l'analyste Arbesa Hoxha-Dobrunaj a souligné que l'Église orthodoxe serbe *"ne s'est jamais exprimée sur le rôle qu'elle a joué dans l'incitation à la haine et à la violence durant les guerres sanglantes en ex-Yougoslavie"*.

De même, l'Église catholique au Rwanda a été accusée par certains, dont Timothy Longman, qui enseigne à l'université de Boston, d'avoir soutenu le génocide pour consolider son propre pouvoir au Rwanda. Son livre, *Christianity and Genocide in Rwanda* ["Christianisme et génocide au Rwanda", non traduit], est généralement considéré comme faisant autorité sur la question de l'implication de l'Église pendant ces jours sombres et terribles du printemps 1994, quand 1 million de Rwandais ont été massacrés.

Même le pape François, un Argentin qui a grandi du temps la "guerre sale" sans merci qu'a connue son pays, s'est vu reprocher son "passé trouble" à l'époque de la terreur anticommuniste en Argentine il y a quarante ans, ainsi que son silence complice et celui de l'Église. Toutefois, comme le précise *The Guardian*, les preuves de son implication sont *"floues et controversées"*.

SÉRIE 4/5
SOFT POWER RELIGIEUX

Depuis l'invasion russe, il a pris position et ouvertement appelé à la fin des effusions de sang en Ukraine. Il n'a pas désigné Poutine nommément, mais il a parlé d'une *"agression injustifiée"* et dénoncé les atrocités contre les civils, affirmant que *"des rivières de sang et de larmes coulent"* en Ukraine.

Au fil de mes recherches pour mon dernier livre sur les minorités chrétiennes au Moyen-Orient, *The Vanishing : Faith, Loss, and the Twilight of Christianity in the Land of the Prophets* ["La Disparition. La foi, le deuil et le crépuscule de la chrétienté sur la terre des prophètes"], je me suis heurtée à un paradigme troublant. Les minorités que j'ai étudiées – assyriens, chaldéens, chrétiens syriaques – prônaient amour et compassion, et priaient en leur nom. Pourtant, elles ont souvent soutenu des dictateurs meurtriers en Irak, en Syrie, en Égypte et à Gaza – essentiellement pour s'assurer protection et sécurité.

Il n'existe aucune étude empirique claire sur le sujet. Mais dans les dizaines d'entretiens que j'ai réalisés avec des responsables de ces communautés, j'ai découvert qu'ils étaient mus par la peur. C'était la lutte du bien contre le mal, me disait-on : la dualité manichéenne classique. Ne valait-il pas mieux avoir à ses côtés l'ancien dictateur irakien Saddam Hussein ou le président syrien Bachar El-Assad plutôt que de devoir faire face à une entité inconnue, comme l'État islamique ou Al-Nosra ? Cet argument, je l'ai entendu martelé avec autorité par des prêtres qui accordaient leur confiance à des hommes qui avaient du sang sur les mains.

Peut-être faut-il en tirer la leçon que les responsables religieux ne devraient pas user de leur influence pour épauler des régimes meurtriers. L'Église orthodoxe a été une force dominante dans la société russe jusqu'à la révolution de 1917, et elle a retrouvé son influence à la fin des années 1980, du temps de la glasnost, en cette époque de regain d'intérêt pour les questions spirituelles et bibliques. Aujourd'hui, les rites et la foi jouent encore un rôle important dans la vie quotidienne. L'histoire millénaire de l'Église est ancrée en Russie et ailleurs, on en évalue les membres à plus de 90 millions d'âmes [sur 144 millions d'habitants].

Autorité morale. Bien que chacune des 15 branches de l'Église orthodoxe soit plus ou moins souveraine – par exemple, l'Église orthodoxe monténégrine est distincte de l'Église orthodoxe serbe ou grecque –, la plupart voient dans le patriarcat de Moscou une autorité comparable au Vatican pour les catholiques romains.

Par conséquent, Kirill aurait pu profiter de sa position influente pour appeler, par exemple, à un cessez-le-feu pour Pâques. D'ailleurs, Ioan Sauca, secrétaire général par intérim du Conseil œcuménique des Églises, a justement enjoint à Kirill d'intervenir et d'appeler *"à un cessez-le-feu pendant au moins quelques heures pour les messes de la résurrection"*. Quelques heures après la demande de Sauca, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a appelé à une *"pause humanitaire"* qui devait coïncider avec la Pâque orthodoxe.

Au début du mois de mars, Sauca avait supplié Kirill de *"faire entendre [sa] voix"* au nom des civils ukrainiens qui souffrent. Sa prière est restée lettre morte.

—Janine di Giovanni
Publié le 26 avril

Prochain épisode : Plongée dans l'alt-right version nationalisme hindou, un article de *The Wire*.

Le schisme séculaire entre patriarches ravivé

●●● Dans un article publié à l'occasion de la Pâque orthodoxe, le 24 avril, le **New York Times** souligne à quel point l'invasion de l'Ukraine par la Russie a réveillé d'anciennes tensions au sein de l'Église orthodoxe. Comme le rappelle le quotidien américain, *"le patriarcat de Moscou a toujours cherché à s'arroger le rôle de véritable centre de l'orthodoxie, et ce depuis que Constantinople a été prise par des envahisseurs musulmans, en 1453"*. Moscou est ainsi *"en litige depuis des siècles"* avec le patriarche œcuménique de Constantinople, qui reste le chef spirituel de l'Église. Mais les relations tendues entre Kirill et Bartholomée, l'actuel patriarche œcuménique, ont éclaté au grand jour avec la guerre en Ukraine, poussant même ce dernier à déclarer à propos du patriarche de Moscou : *"Il n'aurait pas dû s'identifier autant au président Poutine, ni même qualifier de 'sacrée' la guerre que mène la Russie contre l'Ukraine. […] Cela nuit au prestige de l'ensemble de l'orthodoxie, car l'orthodoxie ne soutient pas la guerre, la violence, le terrorisme."*
Et le quotidien américain de rappeler que l'Ukraine est une source particulière de conflit entre les deux hiérarchies puisqu'en 2019, déjà, *"Bartholomée a accordé l'indépendance, ce que l'on appelle l'autocéphalie, à l'Église ukrainienne, auparavant non reconnue et subordonnée à Moscou depuis 1686"*. L'Église russe a alors rompu les contacts avec Bartholomée, mais plus de la moitié des paroisses ukrainiennes avaient elles aussi rejeté la décision du patriarche de Constantinople et étaient restées sous la juridiction de Moscou. *"Depuis, sur les 45 diocèses de l'Église orthodoxe ukrainienne du patriarcat de Moscou, environ 22 ont cessé de mentionner le patriarche Kirill dans leurs prières."*
Une première étape avant une rupture avec Moscou, *"même si l'on est encore loin d'une rupture officielle"*, conclut le *New York Times*.

Émancipation de Skopje

●●● L'Église macédonienne peut désormais voler de ses propres ailes. À la surprise générale, le patriarcat de Belgrade, dont elle dépendait formellement, a reconnu le 24 mai son *"autocéphalie"*. Une annonce perçue comme *"historique"* à Skopje, autant par les représentants du monde politique que par le clergé : *"Cela va faire cinquante-cinq ans que nous attendons cette décision"*, s'est réjoui l'archevêque Stefan, dans une déclaration retransmise par la chaîne de télévision **NovaTV** de Skopje. L'Église macédonienne s'était effectivement séparée de son "Église mère" de Belgrade en 1967, sans être depuis reconnue par aucune des instances du monde orthodoxe. Début mai, le patriarcat œcuménique de Constantinople avait entrepris ce mouvement en reconnaissant sa *"canonicité"*, au grand dam de l'Église orthodoxe russe, échaudée par le précédent ukrainien de 2018.

ROYAUME-UNI

Le système métrique perd pied

Le gouvernement britannique a annoncé son intention de réintroduire le système de mesure impérial. Une victoire pour les opposants aux mètres et aux kilos. Le jeu en vaut-il la chandelle ?



IKON IMAGES

↙ *Dessin de* **Gary Waters,** *Royaume-Uni.*

—The Sunday Times
Londres

De l'avis de l'historien britannique Eric Hobsbawm, *"l'héritage le plus durable et le plus universel de la Révolution française, c'est le système métrique"*. Londres semble pourtant décidé à revenir sur ce grand tournant métrologique. Alors que le reste du monde a adopté le système métrique comme langage universel du commerce et de la connaissance, ici, le gouvernement du *"Royaume-Uni mondial"* [*"Global Britain"*, slogan post-Brexit de Boris Johnson] envisage de revenir à un dialecte local en restaurant le système de mesure impérial. Une aberration.

À première vue, ce combat contre le système métrique a des airs de joute contre un moulin à vent. Qui se préoccupe de savoir si vous achetez vos pommes et vos carottes en livres ou en kilos, du moment que le prix est juste ? Pourtant, depuis des millénaires, la prédominance d'un système de mesure est extraordinairement importante pour les pays – et cette concurrence entre systèmes métrique et impérial demeure encore aujourd'hui. On retrouve des décrets veillant à l'emploi d'unités de mesure fixes pour garantir l'honnêteté des échanges commerciaux jusque dans les textes juridiques les plus anciens, du Code d'Hammurabi de l'ancienne Babylone à la Magna Carta. Consciemment ou non, Boris Johnson ravive ces préoccupations historiques.

L'hostilité envers le système décimal ne date pas d'hier, elle est peut-être antérieure au système métrique lui-même. Avant même sa finalisation par l'élite intellectuelle française dans les années 1790, scientifiques et politiques d'outre-Manche craignaient que ces nouvelles dénominations ne perturbent les gens et jugeaient que la définition du mètre – calculé depuis le méridien de Paris et équivalent à un dix-millionième de la distance entre le pôle Nord et l'Équateur – était trop centrée sur la France pour en permettre l'adoption par d'autres nations. C'est pour cette même raison que Thomas Jefferson a jugé ce système *"impraticable"* par les États-Unis, estimant que la définition du mètre empêchait *"de fait l'adoption d'une mesure commune par toutes les nations de la Terre"*.

Outre-Manche, ces arguments étaient décuplés par un mélange de chauvinisme et de croyances pseudoscientifiques. Le système métrique n'était pas seulement décrié comme une ingérence étrangère susceptible de déstabiliser et d'exaspérer le sujet britannique ordinaire, c'était aussi une invention contre-nature et athée, fruit d'esprits révolutionnaires et sanguinaires.

Don de Dieu. Aujourd'hui, il peut paraître étrange de parler de la dimension spirituelle des unités de mesure, mais pas au XIXe siècle. Dans les années 1860, Charles Piazzi Smyth, astronome à la cour royale d'Écosse, défendait l'idée que le pouce n'est pas seulement une unité de mesure pratique et de noble origine mais rien de moins qu'un don de Dieu. Après être allé en Égypte pour mesurer la Grande Pyramide de Gizeh, il a affirmé que le monument avait été construit à l'aide d'une *"coudée sacrée"* et d'un *"pouce pyramidal"*, qui ne seraient rien d'autre que les outils du Grand Architecte lui-même.

L'idée n'était pas nécessairement nouvelle – Isaac Newton a consacré de nombreux travaux à cette notion de "coudée sacrée" –, mais les mesures de Smyth ont renforcé cette dimension pseudoscientifique. De la même manière que Dieu avait fait don du langage à Adam, déclarait Smyth, la Grande Pyramide avait été *"pensée comme la référence métrologique de toutes les nations"*. Rejeter le pouce, concluait-il, c'était comme tourner le dos à la Providence.

Aujourd'hui, les débats contre l'adoption du système métrique sont moins ancrés sur l'étude des pyramides, mais ils conservent une dimension spirituelle. Alors que je faisais des recherches préparatoires pour un livre consacré aux systèmes de mesure, j'ai découvert l'existence d'un groupe baptisé Active Resistance to Metrication (ARM) rassemblant les francs-tireurs de cette guerre métrologique et invisible. Leur mission : lutter contre *"l'imposition du système métrique"*. Leur méthode : corriger le plus grand nombre de

Le système métrique international a créé une langue commune entre nations.

panneaux indicateurs et autres bornes kilométriques à coups de tournevis ou de pinceaux. Lorsque j'ai participé à l'une de leurs opérations à Thaxted, dans le comté d'Essex, près de Londres, le chef du groupe (et ancien candidat du parti eurosceptique Ukip), Tony Bennett, m'a expliqué qu'il était en partie mû par le désir de s'opposer à la création d'un gouvernement mondial. Parce que Dieu préfère que les hommes vivent dans des *"pays séparés"* – comme le montre si bien le sort de la tour de Babel.

Malgré tout, je pense que le système métrique est un projet authentiquement utopique. C'est une réussite bureaucratique qui a contribué à l'expansion du commerce international et de la connaissance scientifique en créant une langue commune entre nations. Le retour au système impérial (si ce projet est plus qu'une distraction en cette année de jubilé royal) ne pourra rien changer à cela, il ne pourra qu'impatienter et rebuter la majorité de Britanniques déjà habitués au système décimal.

À noter que dans bon nombre de pays, l'adoption du système métrique concorde avec une période politiquement troublée. C'est quand les vieilles certitudes sont bouleversées qu'il est possible d'envisager un changement aussi radical qu'une réforme des unités de mesure. Boris Johnson espère peut-être que le Royaume-Uni traverse actuellement ce genre de période. Mais la révolution est finie et le système métrique a déjà gagné.

—James Vincent
Publié le 5 juin

Contexte

●●● *"Steven Thoburn. Ce nom ne dit probablement plus grand-chose à beaucoup d'entre vous,* regrette le **Daily Mail,** *pourtant Steve mérite sa place au panthéon des hommes qui se sont battus, en vain, pour la défense du système impérial."* Le tabloïd eurosceptique a rendu hommage, peu après l'annonce de Boris Johnson, le 2 juin, à l'épicier le plus célèbre du tournant du millénaire, outre-Manche. À l'époque, *"les systèmes métrique et impérial cohabitaient sur les étiquettes, par choix, depuis les années 1960"*. Le 1er janvier 2000, *"une toute nouvelle directive de l'Union européenne oblige les magasins des États membres à utiliser seulement le système métrique pour le poids et la taille des produits vendus en vrac ou sous emballage"*. Steven Thoburn, un commerçant de la ville de Sunderland, dans le nord-est de l'Angleterre, refuse. Et continue de peser ses bananes en livres et en onces. *"Ce qui lui vaut d'être traîné devant le juge"* et condamné en 2001, s'indigne, encore aujourd'hui, le *Daily Mail*. *"Pas étonnant, du coup, que Sunderland ait été la première circonscription à voter massivement en faveur du Brexit" en 2016*.

CONVERTISSEUR

"Les poids, tout comme les distances, sont toujours exprimés en unités impériales par de nombreuses personnes au Royaume-Uni", constate **The Week.** À savoir :
1 once = 28,349 grammes ;
1 livre = 0,453 kilogramme ;
1 pied = 30,48 centimètres ;
1 mile = 1,609 kilomètre.
Dans le monde, seuls les États-Unis, la Birmanie et le Liberia s'affranchissent régulièrement du mètre étalon.

Courrier international

POUR COMPRENDRE L'ACTUALITÉ DU MONDE !

COCH

Profitez de cette offre d'abonnement

13,25 € par mois

Plus de 41%* de réduction

VOTRE ABONNEMENT COMPREND



1 an (52 numéros)



6 hors-séries à paraître



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** sur tous vos supports numériques

* Par rapport au prix de vente au numéro.

EN CADEAU le sac de voyage et sa trousse



si vous optez pour le prélèvement

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

Oui, je m'abonne à *Courrier international* + ses hors-séries

RCO22BA1650

☐ **Je règle par prélèvement mensuel 13,25 €** au lieu de ~~22,48~~ €* **+ *en cadeau*** **le sac de voyage et sa trousse.**
Les hors-séries seront expédiés au fur et à mesure de leur parution.

Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

☐ **Je préfère régler en une fois 159 €** au lieu de ~~269,80~~ €* **+ *en cadeau*** **4 numéros gratuits de *Courrier international***
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/2022aut05
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 h à 18 h)

Pour commander, scannez le code QR

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

Prix de vente au numéro. **Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31 décembre 2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.
Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co
En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69 avenue Pierre-Mendès-France – 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Je remplis le mandat de prélèvement Sepa ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_
IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_
BIC – Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France
75013 Paris

RCS Paris 344 776 861 000 71

à la une

Le monde ne manque pas de céréales, mais la propagande de Vladimir Poutine nourrit les inquiétudes et fait grimper les prix. Les pays les plus démunis sont menacés de famine. La presse étrangère décrypte ces manœuvres.



BLÉ : LE GRAND CHANTAGE

—The Washington Post *(extraits)*
Washington

À travers le monde, les gouvernements ont réagi à l'invasion de l'Ukraine en prenant des sanctions économiques sévères envers la Russie. En représailles, le président Vladimir Poutine a menacé de limiter les exportations de pétrole, de gaz, d'engrais – et de blé. *"Nous ne fournirons de la nourriture et des produits agricoles qu'à nos amis"*, a écrit son prédécesseur, Dmitri Medvedev, le 1er avril sur Telegram, qualifiant l'alimentation d'*"arme silencieuse"*.

Le blé *est* une arme. Mais pas seulement de la manière la plus évidente. Vladimir Poutine ne se contente pas d'affamer ses ennemis pour qu'ils se soumettent, il utilise aussi le blé comme arme psychologique. Le président est passé maître dans l'art de la propagande et, comme tous les manipulateurs, il sait qu'il suffit de gérer soigneusement les perceptions pour qu'elles deviennent réalité. Le blé est une denrée précieuse, à la fois symbole et aliment. Le pain est un indicateur de stabilité – ou d'instabilité. Et c'est ce qui en fait un outil de propagande aussi puissant. Comme l'a écrit un économiste spécialisé en agriculture pendant l'épisode de panique que l'on a connu en 2010, *"le blé est une affaire de peur"*. Le véritable danger n'est pas qu'il y ait une pénurie mondiale, mais que la peur crée un climat de panique qui fait grimper les prix et prive de nourriture ceux qui ont faim.

On pense souvent que les gens ont faim parce qu'il n'y a pas assez à manger pour tout le monde, mais depuis soixante ans, ce n'est pas vrai. Les prix des denrées alimentaires ont diminué de façon constante pendant cette période, alors que l'inégalité des revenus à l'intérieur des pays grandissait. Aujourd'hui, quand les gens ont faim, ce n'est pas parce que la nourriture manque, c'est parce qu'ils n'ont pas l'argent ou la capacité de s'en procurer. *"Les famines ne sont jamais liées à la production alimentaire"*, explique Arif Husain, économiste en chef du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM). *"Elles sont toujours causées par des problèmes d'accès."*

La question qui se pose aujourd'hui au sujet du blé, c'est qui l'obtient – et à quel prix. La réponse dépend de plusieurs facteurs : la guerre, les goulets d'étranglement dans la chaîne logistique, les chocs météorologiques liés aux changements climatiques, les subventions à la production, les cartels de négociants et de transporteurs et la spéculation. Même avant la guerre, la pandémie de Covid-19 avait fait bondir les prix des denrées alimentaires et mis à rude épreuve les chaînes d'approvisionnement. Vladimir Poutine a aggravé la situation en envahissant l'Ukraine et en l'empêchant d'exporter son blé.

Mais même maintenant que la guerre perturbe les exportations ukrainiennes, on est loin de la pénurie. En 2021, le blé récolté sur les terres russes et ukrainiennes situées sur le pourtour de la mer Noire représentait environ 28 % des exportations mondiales de cette céréale. Mais les exportations ne représentent que 30 % de la production mondiale. La Russie et l'Ukraine récoltent 13 % du blé mondial, et l'Ukraine toute seule, seulement 3,7 % [selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)]. Et c'est sans compter les stocks de nombreux pays. De l'Illinois à l'Inde, les agriculteurs ont semé plus de blé quand les prix ont commencé à augmenter. Le 8 avril, la FAO estimait que l'offre de céréales dans le monde se situait à un niveau *"relativement confortable"* [le 3 juin, elle parlait de *"resserrement de l'offre"*.] La production mondiale de blé a augmenté et celle de riz n'a jamais été aussi élevée.

Angie Setzer, cofondatrice de la société de conseil agricole Consus, l'assure : *"Si on garde notre sang-froid, il y a ce qu'il faut pour tout le monde. Mais en ce moment, la tendance est plutôt à l'affolement."* Le danger, c'est que la panique gonfle les prix. *"Tout le monde dit que le prix va augmenter à cause de l'inflation, les gens achètent parce qu'ils se disent que le prix va augmenter, et, effectivement, il augmente,* explique-t-elle. *Puis, on dit : 'Vous voyez, on a de l'inflation.' C'est la plus belle prophétie autoréalisatrice."*

C'est exactement ce qui s'est passé au début du mois de mars. Après l'invasion de l'Ukraine, les cours des céréales ont atteint un record, tout comme l'indice des prix alimentaires de la FAO. Le spectre d'une pénurie alimentaire mondiale a fait les manchettes des journaux. Des analystes ont évoqué le risque de famine généralisée. Les spéculateurs s'en sont donné à cœur joie, ce qui a eu pour effet de faire monter les prix à un niveau si élevé que les contrats à terme négociés à la Bourse de Chicago, qui permettent

"Les famines ne sont jamais liées à la production alimentaire. Elles sont causées par des problèmes d'accès."

Arif Husain,
ÉCONOMISTE EN CHEF DU PAM

aux traders de faire des prédictions sur l'évolution des cours des céréales, ont atteint leur plafond quotidien et les échanges ont cessé pendant cinq jours d'affilée.

En réaction, plusieurs pays ont imposé des restrictions sur les exportations de produits alimentaires qui, en créant une rareté artificielle, ont fait grimper encore plus les prix, induisant ce que la Banque mondiale a décrit comme un *"effet multiplicateur"* sur les prix mondiaux. Début avril, les prix ont diminué tout en demeurant élevés. Les esprits échauffés s'étaient un peu calmés. Les cours des céréales restent à des niveaux jamais vus depuis la panique de 2008-2010, lorsque des manifestations avaient éclaté dans plusieurs pays pour protester contre la hausse des prix des produits alimentaires. Dans certains pays du Moyen-Orient, elles avaient contribué à renverser les gouvernements en place.

Le 5 avril, quand les prix ont commencé à diminuer, Vladimir Poutine a laissé entendre qu'une pénurie d'engrais était *"inévitable"*. La Russie devait donc suivre de près les exportations vers *"les pays qui [lui] sont hostiles"*. Pendant les semaines qui ont suivi, les experts, les responsables politiques et les négociants en céréales ont décortiqué ses menaces. A-t-il l'intention de bloquer les exportations ukrainiennes, qui représentent une part importante des exportations mondiales de maïs, d'huile de tournesol et de blé ? S'abstiendra-t-il de vendre le blé russe pour en tirer des avantages politiques, comme le prédisent depuis des années certains experts ? Et, plus important, a-t-il réellement la capacité de provoquer une crise alimentaire mondiale ?

Peut-être, mais seulement si on le laisse faire, seulement de façon temporaire et surtout dans les pays qui souffrent déjà de la faim. Si les pays bien nantis paniquent et que les prix se maintiennent à des niveaux élevés, les plus vulnérables n'auront plus les moyens de s'alimenter. *"Le vrai problème, ce sont les nations les plus pauvres, qui ne peuvent pas concurrencer les pays les plus riches du monde,* dit Angie Setzer. *On sait que des gens risquent de souffrir de la faim, mais ça n'a pas d'importance pour ceux qui spéculent sur l'inflation."*

Le pouvoir d'affamer. Associées aux prix élevés, les perturbations des chaînes d'approvisionnement aggravent le problème de la faim dans le monde. Les pays touchés achètent en effet une part de plus en plus importante de leur blé à l'Ukraine et à la Russie. En 2017, quand la Russie est devenue le premier exportateur de blé au monde, Vladimir Poutine s'est positionné comme le grand fournisseur de certains des pays qui souffrent le plus de la faim. À l'automne, le *Financial Times* estimait que plus d'un tiers du blé importé par le Moyen-Orient et l'Afrique provenait de Russie. La Turquie, confrontée à une inflation galopante et à l'érosion de sa monnaie, a acheté 85 % de son blé à la Russie et à l'Ukraine en 2021. La moitié du blé que s'est procuré la même année le PAM provenait de la région de la mer Noire. Le président russe jouit ainsi d'un pouvoir énorme sur les affamés du monde.

Le renchérissement du blé touche plus durement les pays à faible revenu pour deux raisons : leur population consomme davantage de féculents et l'alimentation constitue une part beaucoup plus importante de leurs dépenses. Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, les dépenses alimentaires représentent près de la moitié du budget du ménage, indique Marc Bellemare, économiste à l'université du Minnesota. Aux États-Unis, c'est entre 7 % et 10 %. *"On le sentira un peu aux États-Unis,* estime-t-il. *Mais ce ne sera rien comparé à ce que vivront d'autres pays."* Dans les pays qui souffrent de la faim, où le contrat social est fragile, l'augmentation des cours du blé a souvent entraîné des révoltes politiques. Une hausse des prix, même temporaire, peut faire éclater une colère qui couvait depuis longtemps. C'est pourquoi les gouvernements paniquent. *"Quand la sécurité alimentaire est menacée, l'ordre politique l'est aussi"*, ajoute Marc Bellemare.

Le Soudan est un bon exemple. En 2018, le gouvernement a imposé une série de mesures d'austérité. Le prix du pain a triplé. L'année suivante, une vague de manifestations → 30

À la une



LA CRISE ALIMENTAIRE QUI VIENT
Sur les tiges de blé à la une de **The Economist** du 21 mai, les épis sont formés de têtes de mort. L'hebdomadaire britannique dresse le constat d'un *"monde fragile"* que *"la guerre fait basculer dans la famine de masse"*. Le conflit en Ukraine *"meurtrit un système alimentaire mondial déjà fragilisé par le Covid-19, le changement climatique et la crise de l'énergie"*. Pour l'hebdomadaire libéral, *"Vladimir Poutine ne doit pas utiliser la nourriture comme une arme"*. Et les *"dirigeants du monde entier devraient considérer la faim comme un problème mondial nécessitant de toute urgence une solution mondiale"*.

← *Vladimir Poutine. Dessin de* **Ryan Johnson** *paru dans* **The Washington Post,** *États-Unis.*

29 ← a conduit à la destitution du dictateur Omar Al-Bachir, un client de longue date de la Russie. *“Le pain était le symbole des manifestants qui sont descendus dans la rue pour protester contre Bachir”*, explique Alex de Waal, directeur exécutif de la World Peace Foundation, qui cite un de leurs slogans : *“‘Vous volez la richesse du pays et nous n’avons plus les moyens d’acheter du pain.’”*

En 2020, le Soudan a consacré 916 millions de dollars à l’achat de blé et de farine, dont 79 % provenaient de Russie et 2 % d’Ukraine. Le pays est aujourd’hui aux prises avec l’effondrement de sa monnaie et une inflation massive. *“L’économie soudanaise est en chute libre”*, explique Kholood Khair, associée chez Insight Strategy Partners,

“Si nous gardons notre calme, nous devrions réussir à faire en sorte que tout le monde ait ce qu’il faut pour traverser la crise.”

Angie Setzer, COFONDATRICE DE LA SOCIÉTÉ DE CONSEIL AGRICOLE CONSUS

un groupe de réflexion basé à Khartoum. *“La question n’est pas de savoir à quoi ressemblera la situation en Russie et en Ukraine dans deux ou trois ans, mais plutôt à quoi ressemblent les stocks de blé de la Russie et de l’Ukraine en ce moment même, et dans les deux ou trois prochains mois, quand les réserves soudanaises s’épuiseront.”*

La situation est si grave que le taux d’inflation a diminué, poursuit Alex de Waal. Pas parce que les denrées sont moins chères, mais parce que plus personne n’a les moyens de les acheter : *“Il n’y a qu’une seule chose qui est pire que l’hyperinflation, c’est quand l’hyperinflation est stoppée parce que plus personne n’a d’argent.”*

Les pays les plus avancés peuvent faire un certain nombre de choses pour briser ce cycle inflationniste. La première, c’est de ne pas paniquer. La volatilité des prix n’est pas bénéfique aux consommateurs, mais elle l’est pour l’agro-industrie, les investisseurs, les spéculateurs céréaliers et le quatuor “ABCD”, ces multinationales qui contrôlent l’achat, le transport et l’entreposage des matières premières agricoles (Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus). L’inflation a aussi du bon pour Vladimir Poutine : les prix élevés du blé l’aident à financer la guerre.

“Il est légitime de s’inquiéter, dit Angie Setzer. *Il faudra six à huit mois avant que la situation devienne vraiment confortable. Mais si nous gardons notre calme, nous devrions réussir à faire en sorte que tout le monde ait ce qu’il faut pour traverser la crise.”* Plus Vladimir Poutine parviendra à entretenir la panique, plus il fera des ravages dans les pays en développement et plus il sera en position de force dans ses négociations avec l’Ukraine. *“Il pourrait sembler improbable que le cours des céréales atteigne un niveau tel que l’on puisse s’en servir comme d’une arme de guerre,* note Sami Halabi, du cabinet d’études Triangle, à Beyrouth. *Mais à bien des égards, c’est déjà le cas.”*

—Annia Ciezadlo

Publié le 6 mai

SOURCE

THE WASHINGTON POST

Washington, États-Unis
Quotidien, 475 000 ex.
washingtonpost.com

Le grand quotidien de la capitale américaine est l’un des titres les plus influents de la presse mondiale. Traditionnellement au centre droit, *The Washington Post* doit sa réputation à son légendaire travail d’enquête dans l’affaire du Watergate, qui entraîna la chute du président Nixon au début des années 1970. Il se distingue aussi par sa couverture pointue de la vie politique américaine, ses analyses, ses reportages, et ses nombreux chroniqueurs de tous bords politiques.

Vers un “corridor du blé” dans la mer Noire ?

L’ONU et la Turquie jouent les intermédiaires dans des discussions techniques entre Moscou et Kiev pour “libérer” les céréales ukrainiennes et ouvrir aux cargos russes l’accès aux ports européens.

Le secrétaire général de l’ONU, António Guterres, a annoncé, le 2 juin, des avancées dans les négociations sur le déblocage de l’exportation du blé ukrainien ainsi que sur la levée des obstacles à l’accès aux ressources alimentaires et aux engrais russes sur les marchés mondiaux.

Comme l’indique le quotidien russe **Kommersant,** le secrétaire général adjoint de l’ONU chargé des questions humanitaires, Martin Griffiths, et la secrétaire générale de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), Rebeca Grynspan, planchent sur un accord global incluant *“l’exportation sécurisée des céréales ukrainiennes par la mer et l’accès aux produits et aux engrais russes sur les marchés mondiaux, particulièrement pour les pays en voie de développement”*.

REVUE DE PRESSE

Kiev affirme que c’est *“le blocage des ports ukrainiens de la mer Noire et la prise de contrôle du littoral de la mer d’Azov par la Russie qui empêchent l’Ukraine d’exporter 22 millions de tonnes de céréales”*, rappelle le journal économique. Moscou rejette ces accusations et souligne que les militaires russes tentent régulièrement d’ouvrir des *“couloirs humanitaires”* pour laisser sortir les cargos. Selon le ministère de la Défense russe, 70 navires de 16 pays sont actuellement à quai dans les ports de Kherson, Nikolaev, Tchernomorsk, Otchakov, Odessa et Ioujny. *“Les risques de tirs des forces ukrainiennes et la présence d’une grande quantité de mines dans les eaux environnantes ne permettent pas aux navires de sortir de façon sécurisée en haute mer”*, affirme l’instance russe.

Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russe, s’est rendu pour des négociations mercredi 8 juin à Ankara, qui maintient des relations diplomatiques aussi bien avec Kiev qu’avec Moscou. *“L’Ukraine ne veut pas voir de navires russes dans le port d’Odessa, tandis que la Russie refuse l’arrivée dans ce port de navires étrangers susceptibles d’apporter des armes à l’Ukraine. Il faut donc s’accorder sur une résolution qui octroie des garanties aux deux parties”*, a expliqué le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlüt Cavusoglu.

L’idée est de créer un *“corridor du blé”* dans la mer Noire pour permettre les exportations, un plan auquel le représentant russe s’est dit favorable. *“Nous sommes prêts à ouvrir ce corridor, la balle est dans le camp des Ukrainiens. Mais [le président ukrainien Volodymyr] Zelensky refuse catégoriquement de déminer les ports”*, a déclaré Sergueï Lavrov, rapporte le quotidien turc **Habertürk.**

L’exportation des céréales ukrainiennes étant en négociation, reste le dossier des exportations russes. Les cargos de Russie, autre grand producteur mondial, sont en effet refoulés des ports européens. Si le blé russe ne tombe pas directement sous le coup des sanctions internationales, ce n’est pas le cas des chaînes logistiques et financières liées à la livraison de céréales sur les marchés mondiaux, a rappelé Sergueï Lavrov. Son homologue turc a plaidé pour la *“levée des sanctions contre la Russie, en particulier financières”*, qui entravent ces exportations.

Parallèlement, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, a déclaré à António Guterres le 5 juin qu’il était prêt à ouvrir son territoire pour le transfert des denrées ukrainiennes vers les ports de la Baltique. En échange de quoi les ports concernés devraient accepter les marchandises biélorusses, ce qui revient à une levée partielle des sanctions contre la Biélorussie, écrit le quotidien russe **Nezavissimaïa Gazeta.** Le secrétaire général de l’ONU a demandé quelques jours pour consulter les acteurs concernés.

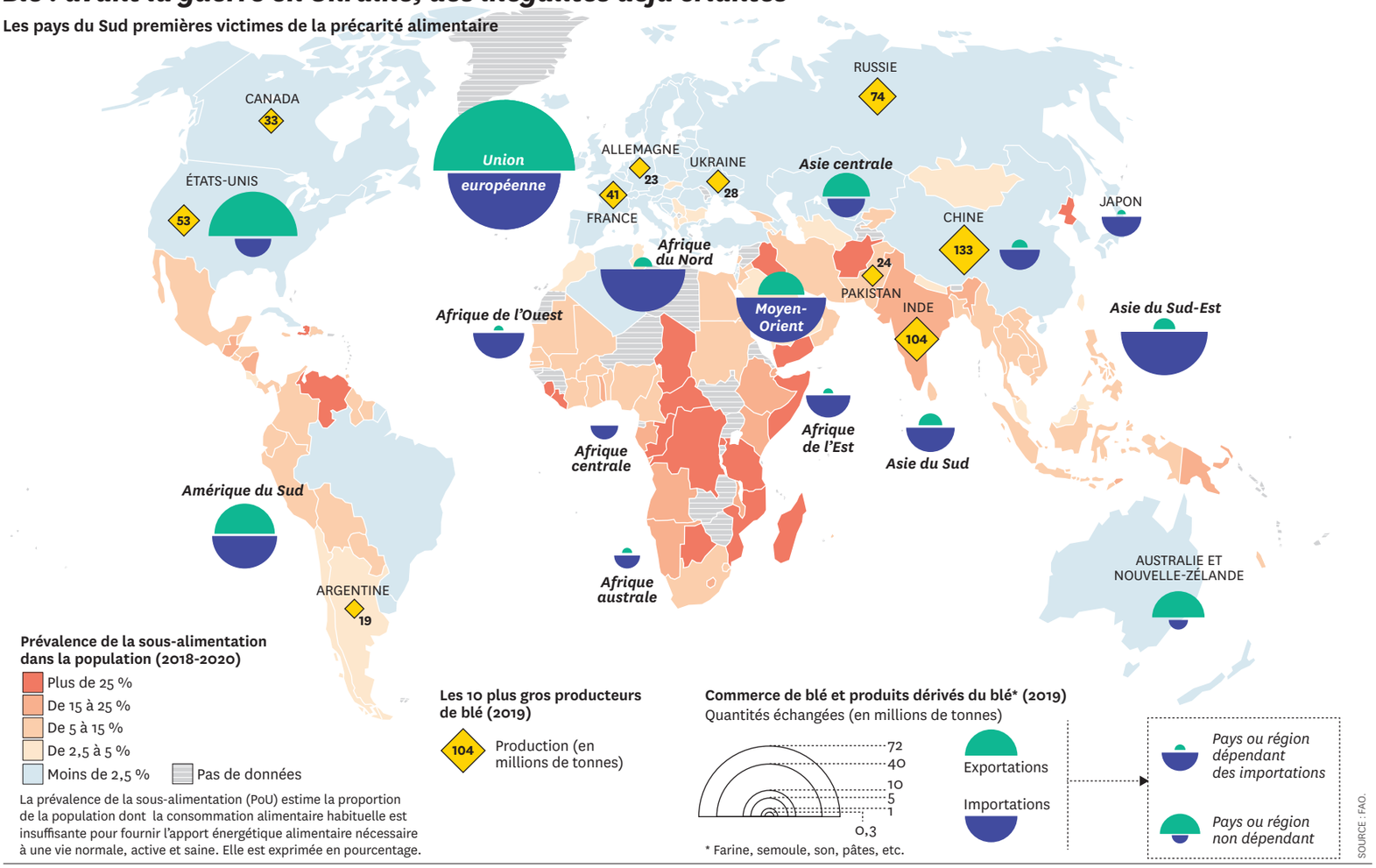
—Courrier international



↓ *Dessin de* **Ramsés,** *Cuba.*

Blé : avant la guerre en Ukraine, des inégalités déjà criantes

Les pays du Sud premières victimes de la précarité alimentaire



Réactions en chaîne

L'Inde interdit les exportations de blé

●●● Deuxième producteur mondial de blé, le pays a annoncé le 13 mai l'interdiction des exportations, en raison de *"menaces pour la sécurité alimentaire"*, explique **The Hindu.** Selon le quotidien indien, le gouvernement de Narendra Modi entend protéger la consommation nationale et donner la priorité *"aux voisins d'Asie du Sud pour faire face à la flambée des prix mondiaux du blé"*. En 2021-2022, sur les 7 millions de tonnes de blé produites en Inde, près de 50 % avaient été exportées au Bangladesh. Mais des vagues de chaleur sans précédent *"ont entraîné cette année des baisses de rendement considérables"*.

C'est *"un brusque revirement"*, note le **Washington Post,** alors que des responsables indiens et des experts internationaux évoquaient, quelques jours plus tôt, la possibilité *"que l'Inde augmente considérablement ses exportations pour combler le vide créé en partie par la guerre en Ukraine"*. Cette décision renforce la *"vague de protectionnisme alimentaire"* qui s'est levée depuis le début de la guerre en Ukraine, observe- **Bloomberg.** Bien que l'Inde ne soit pas un grand exportateur de blé, cette interdiction a déclenché une nouvelle flambée des cours de la céréale. Face aux appels du Fonds monétaire international *"à reconsidérer"* sa décision, l'Inde affirme qu'elle *"continuera à aider ses voisins en cas de besoin"*, indique la **BBC.**

Le Brésil voit ses ventes tripler

●●● Pour l'industrie agroalimentaire brésilienne, c'est une *"surprise"*, souligne **Veja.** Au premier trimestre, le géant sud-américain, *"traditionnel importateur de blé, a davantage exporté [de blé] qu'il n'en a acheté"*. Il a plus que triplé ses exportations de blé par rapport à la même période en 2021, précise le site **Canal Rural.** La hausse des prix *"stimule l'expansion de la culture"* au Brésil, alors qu'elle avait reculé ces dernières années, relève la **Deutsche Welle.** On prévoit que 22 millions d'hectares supplémentaires pourraient être consacrés à cette culture. Mais cette expansion fait craindre une hausse de la déforestation, en particulier dans le Cerrado, deuxième plus grand écosystème du Brésil après l'Amazonie.

Le Tchad décrète l'urgence alimentaire

●●● *"Le président du Conseil militaire de transition, Mahamat Idriss Déby, a signé le 1er juin un décret déclarant l'urgence alimentaire et nutritionnelle"*, rapporte **Alwihda Info.** Les autorités en appellent à l'assistance humanitaire d'urgence de *"tous les acteurs nationaux et partenaires internationaux"*, précise le quotidien tchadien. La flambée des cours des céréales et des huiles pèse sur les pays africains, très dépendants des importations d'Ukraine ou de Russie.

Le système alimentaire menace de s'effondrer



Aux mains de quelques multinationales et très liée au secteur financier, l'industrie agroalimentaire fonctionne en flux tendu. Ce qui rend les chaînes d'approvisionnement très vulnérables aux chocs politiques et climatiques, met en garde cet éditorialiste britannique.

—**The Guardian** *(extraits) Londres*

Depuis quelques années, les scientifiques s'évertuent à alerter les gouvernements, qui font la sourde oreille : le système alimentaire mondial ressemble de plus en plus au système financier mondial à l'approche de 2008. L'effondrement de la finance aurait déjà été catastrophique pour le bien-être humain, mais les conséquences d'un effondrement du système alimentaire, elles, sont inimaginables. Or les signes inquiétants se multiplient rapidement. La flambée actuelle des prix des aliments a tout l'air du dernier indice en date de l'instabilité systémique.

Nombreux sont ceux qui supposent que cette crise est la conséquence de la pandémie, associée à l'invasion de l'Ukraine. Ces deux facteurs sont cruciaux, mais ils aggravent un problème sous-jacent. Pendant des années, la faim dans le monde a semblé en voie de disparition. Le nombre de personnes sous-alimentées a chuté de 811 millions en 2005 à 607 millions en 2014. Mais la tendance s'est inversée à partir de 2015, et depuis [selon l'ONU] la faim progresse : elle concernait 650 millions de personnes en 2019 et elle a de nouveau touché 811 millions de personnes en 2020. L'année 2022 s'annonce pire encore.

Préparez-vous maintenant à une nouvelle bien plus terrible : ce phénomène s'inscrit dans une période de grande abondance. La production alimentaire mondiale est en hausse régulière depuis plus de cinquante ans, à un rythme nettement plus soutenu que la croissance démographique. En 2021, la récolte mondiale de blé a battu des records. Contre toute attente, plus d'humains ont souffert de sous-alimentation à mesure que les prix alimentaires mondiaux ont commencé à baisser. En 2014, quand le nombre de mal-nourris était à son niveau le plus bas, l'indice des prix alimentaires [de la FAO] était à 115 points ; il est tombé à 93 en 2015 et il est resté en deçà de 100 jusqu'en 2021.

Cet indice n'a connu un pic que ces deux dernières années. La flambée des prix alimentaires est maintenant l'un des principaux facteurs de l'inflation, qui a atteint 9 % au Royaume-Uni en avril 2022 [5,4 % en France pour l'indice harmonisé]. L'alimentation devient hors de prix pour beaucoup d'habitants dans les pays riches ; l'impact dans les pays pauvres est beaucoup plus grave.

Alors, que se passe-t-il ? À l'échelle mondiale, l'alimentation, tout comme la finance, est un système complexe qui évolue spontanément en fonction de milliards d'interactions. Les systèmes complexes ont des fonctionnements contre-intuitifs. Ils tiennent bon dans certains contextes grâce à des caractéristiques d'auto-organisation qui les stabilisent. Mais à mesure que les pressions s'accentuent, ces mêmes caractéristiques infligent des chocs qui se propagent dans tout le réseau. Au bout d'un moment, une perturbation, même modeste, peut faire basculer l'ensemble au-delà du point de non-retour, provoquant un effondrement brutal et irrésistible.

Les scientifiques représentent les systèmes complexes sous la forme d'un maillage de nœuds et de liens. Les nœuds ressemblent à ceux des filets de pêche ; les liens sont les fils qui les connectent les uns aux autres. Dans le système alimentaire, les nœuds sont les entreprises qui vendent et achètent des céréales, des semences, des produits chimiques agricoles, mais aussi les grands exportateurs et importateurs, et les ports par lesquels les aliments transitent. Les liens sont leurs relations commerciales et institutionnelles.

Contre toute attente, davantage d'humains ont souffert de sous-alimentation quand les prix alimentaires mondiaux ont baissé.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Quels sont les pays qui alimentent le monde en blé ?
Cinq pays, dont la Russie (1er) et l'Ukraine (5e), fournissent 65 % des exportations mondiales de blé. Le premier pays acheteur est, de loin, l'Égypte. Conçue à partir des données de l'Observatoire de la complexité économique, cette infographie permet de visualiser les échanges de blé dans le monde en 2020.

Si certains nœuds deviennent prépondérants, fonctionnent tous pareil et sont étroitement liés, alors il est probable que le système soit fragile. À l'approche de la crise de 2008, les grandes banques concevaient les mêmes stratégies et géraient le risque de la même manière, car elles courraient après les mêmes sources de profit. Elles sont devenues extrêmement interdépendantes et les gendarmes financiers comprenaient mal ces liens. Quand [la banque d'affaires] Lehman Brothers a déposé le bilan, elle a failli entraîner tout le monde dans sa chute.

Voici ce qui donne des sueurs froides aux analystes du système alimentaire mondial. Ces dernières années, tout comme dans la finance au début des années 2000, les principaux nœuds du système alimentaire ont gonflé, leurs liens se sont resserrés, les stratégies commerciales ont convergé et se sont synchronisées, et les facteurs susceptibles d'empêcher un effondrement systémique (la redondance, la modularité, les disjoncteurs, les systèmes auxiliaires) ont été éliminés, ce qui expose le système à des chocs pouvant entraîner une contagion mondiale.

Selon une estimation, quatre grands groupes seulement contrôlent 90 % du commerce céréalier mondial [Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill et Louis Dreyfus]. Ces mêmes entreprises investissent dans les secteurs des semences, des produits chimiques, de la transformation, du conditionnement, de la distribution et de la vente au détail. De leur côté, les pays se divisent



← *Changement climatique. Famine. Maladies. Guerre. Dessin de* **Ramsés,** *Cuba.*

en deux catégories : les super-importateurs et les super-exportateurs [*voir carte p. 31*]. L'essentiel de ce commerce international transite par des goulets d'étranglement vulnérables, comme les détroits turcs (aujourd'hui bloqués par l'invasion russe de l'Ukraine), les canaux de Suez et de Panama, et les détroits d'Ormuz, de Bab El-Mandeb et de Malacca.

L'une des transitions culturelles les plus rapides dans l'histoire de l'humanité est la

Dans l'ensemble, la stratégie du flux tendu marche, mais si les livraisons s'arrêtent ou s'il y a un pic de la demande, les rayons se vident.

convergence vers un régime alimentaire standard mondial. Au niveau local, notre alimentation s'est diversifiée mais on peut faire un constat inverse au niveau mondial. Quatre plantes seulement – le blé, le riz, le maïs et le soja – correspondent à près de 60 % des calories cultivées sur les exploitations. La production agricole est aujourd'hui extrêmement concentrée dans quelques pays, notamment la Russie et l'Ukraine. Ce régime alimentaire standard mondial est cultivé par la ferme mondiale standard, avec les mêmes semences, engrais et machines fournis par le même petit groupe d'entreprises, l'ensemble étant vulnérable aux mêmes chocs environnementaux.

À la une



L'ALIMENTATION, BOMBE À RETARDEMENT EN ASIE

Les perturbations logistiques du fait de la guerre en Ukraine s'ajoutent à la fragilité des ressources alimentaires de nombreux pays d'Asie. Tout est en place pour une grave crise alimentaire, alerte *Nikkei Asia* dans son édition du 23 mai. La suspension des exportations indiennes de blé constitue le *"dernier domino"* de cette désorganisation des circuits d'approvisionnement. Seule la Thaïlande, grâce à son riz, tire son épingle du jeu. L'Indonésie, deuxième pays importateur de blé ukrainien, l'Afghanistan et la Birmanie, qui connaissent déjà des problèmes d'approvisionnement dus aux conflits, ou le Sri Lanka, plongé dans une crise économique sévère, vont se trouver en difficulté.

Décryptage

Six conseils pour nourrir la planète

●●● *"Nous pouvons encore nourrir le monde entier, mais pour résoudre la crise alimentaire, il faudra repenser l'approvisionnement en profondeur"*, écrit Dirk Draulans dans l'hebdomadaire bruxellois **Knack.** Le journaliste liste pour cela six *"étapes cruciales"*.

● **Cesser de brûler de la nourriture**
Dans le monde, 10 % de la production céréalière sert à produire des agrocarburants. Il faut donc *"réorienter ces cultures"* vers l'approvisionnement alimentaire. *"Pour l'Europe et les États-Unis, cela suffirait pour faire face à une pénurie de céréales"*, poursuit Dirk Draulans.

● **Diversifier les cultures**
La production agricole repose beaucoup trop sur un petit nombre de plantes, *"telles que le blé, le riz, le maïs, le soja et la pomme de terre"*, ce qui nous rend plus dépendants des importations. *"Une plus grande diversité de cultures accroît la stabilité de la production alimentaire d'un pays"*, précise l'auteur belge.

● **Réduire le gaspillage alimentaire**
"On considère généralement qu'un tiers de la nourriture produite dans le monde n'atteint pas le marché", notamment faute de moyens de conservation, ou n'est pas consommée. *"Selon une analyse détaillée parue dans* PLOS One, *il s'agit même de plus d'un tiers, car les déchets ménagers sont systématiquement sous-estimés."*

● **Manger moins de viande**
"Selon Nature, écrit le journaliste, *il faut 3 à parfois 8 kilos de céréales pour produire 1 kilo de viande, des céréales qui ne sont plus disponibles pour la consommation humaine. En Europe et aux États-Unis, jusqu'à 85 % de la production céréalière sont destinés à l'alimentation des animaux."* Il cite aussi une étude publiée dans *Proceedings of the National Academy of Sciences* qui calcule que *"la production végétale fournirait jusqu'à 20 fois plus de protéines consommables par hectare que la production de viande"*.

● **Créer une organisation vouée à la sécurité alimentaire à l'ONU**
"Il est urgent de créer une organisation similaire au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)", un groupe de scientifiques indépendants qui conseillerait les Nations unies en matière d'approvisionnement alimentaire. Il serait chargé de faire des propositions *"pour assurer la sécurité alimentaire du plus grand nombre et pour limiter les effets [de la production agricole] sur l'environnement"*.

● **Taxer certains aliments**
"Le prix d'une alimentation saine et respectueuse de l'environnement devrait être moins élevé que celui d'un repas au fast-food, gras et sucré – la restauration rapide fait de l'obésité un problème plus important que la malnutrition dans une partie croissante du monde." Dirk Draulans propose d'instaurer des *"taxes sanitaires et environnementales ciblées"*, et de modifier les *"énormes flux de subventions qui sont injectés dans l'agriculture"* des pays riches.

L'industrie agroalimentaire est étroitement associée au secteur financier, ce qui la rend d'autant plus sensible aux échecs en cascade. Partout dans le monde, les barrières commerciales ont été levées, les routes et ports modernisés, ce qui a optimisé l'ensemble du réseau mondial. On pourrait croire que ce système fluide améliore la sécurité alimentaire, mais il a permis aux entreprises d'éliminer des coûts liés aux entrepôts et stocks, et de passer à une logique de flux. Dans l'ensemble, cette stratégie du flux tendu fonctionne, mais si les livraisons sont interrompues ou s'il y a un pic soudain de la demande, les rayons peuvent se vider brusquement.

Aujourd'hui, le système alimentaire mondial doit survive non seulement à ses fragilités inhérentes, mais aussi aux bouleversements environnementaux et politiques susceptibles de s'influencer les uns les autres. Prenons un exemple récent. À la mi-avril, le gouvernement indien a laissé entendre que son pays pourrait compenser la baisse des exportations alimentaires mondiales provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine. Un mois plus tard, il interdisait les exportations de blé, car les récoltes avaient énormément souffert d'une canicule dévastatrice.

Nous devons de toute urgence diversifier la production alimentaire mondiale, sur le plan géographique mais aussi en matière de cultures et de techniques agricoles. Nous devons briser l'emprise des multinationales et des spéculateurs. Nous devons prévoir des plans B et produire notre nourriture autrement. Nous devons donner de la marge à un système menacé par sa propre efficacité.

Si tant d'êtres humains ne mangent pas à leur faim dans une période d'abondance inédite, les conséquences de récoltes catastrophiques que pourrait entraîner l'effondrement environnemental dépassent l'entendement. C'est le système qu'il faut changer.

—George Monbiot
Publié le 19 mai

“J’ai dû réduire le nombre de repas”

L’inflation ronge les économies africaines. À Nairobi et Johannesburg, la population prend de plein fouet une crise mondiale dont elle apparaît comme une victime collatérale.



↑ *Dessin de* **Ramsés,** *Cuba.*

—Mail & Guardian *Johannesburg*

Anne Njuguna tient une petite boulangerie à Loresho, un quartier de Nairobi [au Kenya] où vivent les classes moyennes. Depuis trois ans qu’elle a ouvert son commerce, elle n’a jamais vu une telle hausse des prix. Le coût de pratiquement tous les ingrédients a flambé et il est devenu impossible de prévoir la demande et les marges de profit, raconte-t-elle. Elle a augmenté les prix en décembre, puis en mai.

Dans le quartier de Cosmo City à Johannesburg [en Afrique du Sud], Anziswa Ndlovu a été durement éprouvée par la pandémie. Elle a perdu son emploi en 2020 alors qu’elle avait déjà du mal à payer l’école de ses trois enfants, et les nourrir est devenu un combat quotidien. *“J’ai dû réduire le nombre de repas. Nous mangeons seulement le matin et le soir.”* Le prix du panier moyen des ménages a augmenté de 10 % par rapport au début de l’année 2021.

À Accra, au Ghana, un négociant en bananes plantains explique : *“Nous faisons très peu de bénéfices [à cause de] la hausse du carburant, qui entraîne celle du coût du transport.”* Ces contraintes économiques se traduisent presque immédiatement par une hausse des prix.

REPORTAGE

Sur l’ensemble du continent africain, les prix des produits du quotidien sont en train de grimper en flèche et les aliments ordinaires deviennent des produits de luxe. Ce qui ne fait qu’aggraver un autre problème, puisque, selon les données du Fonds monétaire international (FMI), les Africains dépensent déjà plus en nourriture que dans la plupart des autres régions du monde, avec près de la moitié de leur budget consacré à l’alimentation.

Au Kenya, la flambée des prix en un an a de quoi donner le vertige. Depuis avril 2021, le litre d’huile de cuisson a augmenté de 42 % et le sac de 2 kilos de blé de 25 %, selon le bureau national des statistiques du pays. Importateur net de nourriture, le Kenya achetait environ 34 % de son blé à la Russie et à l’Ukraine avant la guerre.

En Afrique du Sud, selon l’indice publié [fin avril] par le Pietermaritzburg Economic Justice and Dignity Group, le prix de l’huile de cuisson a progressé de 42 % entre avril 2021 et avril 2022. Pour le cervelas, le foie de bœuf, les pommes, les courges, le poulet surgelé, la margarine, les épinards, les œufs, les pommes de terre et le thé, la hausse va jusqu’à 31 %.

En plus de réduire le nombre de repas de ses enfants, Ndlovu a repensé les menus. Les sandwichs se résument à deux tranches de pain : *“La margarine, les œufs et le cervelas ont beaucoup augmenté. Alors on mange du pain, sans rien.”*

À Nairobi, Njuguna constate que sa clientèle, issue de la classe moyenne, prend le même genre de décisions. Certains renoncent au luxe de ses pâtisseries. Elle propose donc des lots, composés de produits qui sont soumis à des fluctuations de prix importantes, comme les gâteaux, et d’autres moins concernés, les cookies, par exemple.

Avec cette inflation galopante, les gens ont du mal à ajuster leur consommation et les commentateurs craignent que la situation ne donne lieu à des débordements. *“La faim est une très mauvaise conseillère en politique. La politique, c’est l’économie et l’économie, c’est le pain quotidien,* explique Victor Kgomoeswana, spécialiste sud-africain des affaires économiques et éditorialiste. *Chaque fois qu’un pays, un quartier ou une famille risque de ne pas manger à sa faim, il y a risque d’instabilité sociale et politique.”*

En Afrique, les prix des produits du quotidien grimpent en flèche et les aliments ordinaires deviennent des produits de luxe.

Au Kenya, où un sondage Gallup de 2021 avait montré que 7 personnes sur 10 avaient renoncé à s’acheter de quoi manger par manque d’argent au cours de l’année précédente, la grogne a commencé à monter sur les réseaux sociaux en février. Alors qu’une élection [présidentielle] aura lieu en août, des hashtags comme #BaissezLesPrix et #NjaaRévolution [un mouvement qui proteste contre la hausse des prix] ont fleuri sur Twitter ou sur des pancartes, avec #BoycottdesÉlections, #RienAMangerRienAVoter

En juillet [2021], l’Afrique du Sud a été secouée par une série d’émeutes, les plus violentes depuis la fin de l’apartheid. Déclenchées par l’arrestation de l’ancien président Jacob Zuma, elles exprimaient également le désespoir des Sud-Africains. Pour Ndlovu, le seul moyen de se faire entendre sera de descendre à nouveau dans la rue. *“Nous n’en pouvons plus et la seule manière de faire comprendre nos souffrances à nos dirigeants, c’est d’organiser des manifestations contre ces prix délirants.”*

L’économiste kényan Ken Gichinga met en garde les gouvernements africains : les gens veulent qu’ils *“mettent de l’argent dans les entreprises et dans les poches [des citoyens]”* au lieu de *“concentrer leurs efforts sur le financement des infrastructures”.*

Le problème ne peut être résolu simplement. Une grande partie des facteurs qui ont fait grimper le coût de la vie sont antérieurs aux problèmes actuels et dépassent les frontières géographiques de ces pays. Même avant la pandémie, l’économie kényane connaissait une croissance très poussive. Le pays croule sous une dette de plus de 8 000 milliards de shillings [64 milliards d’euros], et les Kényans

CAGLE CARTOONS

Au Kenya, depuis avril 2021, le litre d'huile de cuisson a augmenté de 42 % et le sac de 2 kilos de blé de 25 %.

en paient le prix avec des produits lourdement taxés. Les choses ont empiré avec la mise en place des mesures à court terme du gouvernement pour enrayer l'inflation. En avril, elle a atteint 6,47 %, son plus haut niveau en sept mois.

La population, consciente de la nature complexe du problème, n'attend pas grand-chose de l'État. Empochant un billet froissé de 100 shillings [7,50 euros] après avoir servi son dernier client de la journée, Francis Mwangi, épicier sur le marché Valley Arcade de Nairobi, explique que l'économie kényane s'est affaiblie parce que l'opposition, trop faible, n'a pas joué son rôle de contre-pouvoir. Selon lui, le gouvernement qui sortira des élections, quel qu'il soit, n'aura pas les moyens de sauver la situation. *"Où trouveraient-ils l'argent pour réduire le coût des marchandises ? Vont-ils encore emprunter de l'argent et faire empirer les choses ?"*

—Caroline Kimeu et Colleta Dewa
Publié le 14 mai

À la une



"Comment tirer profit de la crise sur le marché mondial", titrait fin mai le magazine économique russe **Expert.** Vladimir Poutine a tenu à annoncer en personne les prévisions de récoltes exceptionnelles pour cette saison en Russie : 130 millions de tonnes de céréales, dont 87 millions de tonnes de blé. Des chiffres proches du record de 2017 (135,5 millions de tonnes). *"Si les choses se passent ainsi, cela nous permettra non seulement de satisfaire les besoins intérieurs tout en constituant des réserves, mais aussi d'augmenter nos livraisons à nos partenaires extérieurs, ce qui est très important pour les marchés alimentaires mondiaux"*, a commenté le président russe.

Réaction

Le plaidoyer de Macky Sall auprès de Vladimir Poutine

"Je ne doute pas de la parole de Poutine." C'est par ces mots que Macky Sall est revenu sur son déplacement en Russie, le 3 juin, au cours duquel il avait rencontré Vladimir Poutine. Le président sénégalais souhaitait alerter contre le risque de famine en Afrique et demander la levée du blocus sur les exportations ukrainiennes par le port d'Odessa, sous contrôle russe. Le continent est extrêmement dépendant des importations alimentaires et d'engrais en provenance de Russie et d'Ukraine. Celui qui préside l'Union africaine entendait aussi ouvrir une autre voie diplomatique dans cette guerre, dont l'Afrique est, aux yeux de la presse continentale, la victime collatérale. Macky Sall s'est déclaré *"optimiste"*, rapportant que le président Poutine avait affirmé que si l'Ukraine voulait utiliser d'autres ports, la Russie pourrait assurer des corridors de sécurité. *"Il faut donc travailler pour le déminage [de la crise], que l'ONU s'implique, [ainsi que] toutes les parties prenantes, pour aider à sortir le blé ukrainien"*, a affirmé le président Sall, dont les propos sont rapportés par **Dakar Actu.**

En Égypte, la crise contraint Sissi **au dialogue**

Premier pays importateur de céréales dans le monde, le pays est durement impacté par la hausse du prix du blé. Après des années de répression, le régime lâche du lest pour désamorcer la bombe sociale.

Conséquence directe de la guerre en Ukraine et de ses retombées sur la sécurité alimentaire du pays, le régime égyptien d'Abdel Fattah Al-Sissi a été contraint d'amorcer une ouverture politique, quoique prudente, deux mois seulement après le début du conflit, et ce après neuf ans d'une répression implacable de l'opposition. *"L'appel au dialogue national en dit long sur la gravité de la crise économique à laquelle le président est confronté : il tente de faire des concessions, limitées, vis-à-vis de l'opposition afin de conjurer l'agitation sociale qui s'annonce"*, souligne ainsi **Arab Digest.**

REVUE DE PRESSE

Premier pays importateur de blé dans le monde, l'Égypte a connu au cours des quarante dernières années plusieurs épisodes de colère sociale, parfois brusques et violents, liés au pain et à son prix, dont les "émeutes de la faim" de 1977 (sous pression du FMI, le président Anouar El-Sadate avait décidé une série de levées de subventions) qui ont semé le chaos dans tout le pays. Avant la guerre, l'Ukraine et la Russie couvraient 80 % de ses besoins en céréales.

"Dans un pays où le mécontentement politique suit souvent les pics des prix alimentaires, une potentielle pénurie de pain constitue une des principales crises auxquelles l'État égyptien a dû faire face depuis le coup d'État" mené en 2013 par le maréchal Sissi contre le premier président élu démocratiquement, Mohamed Morsi, issu de la confrérie des Frères musulmans, note le **Wall Street Journal.** *"Le mois dernier, un jour, il n'y avait soudainement plus de [pain] baladi. Les clients ont commencé à s'emporter contre un employé dans une boulangerie municipale. C'était presque comme une crise de famine"*, raconte le journal américain.

Face à l'urgence de la situation et craignant une déstabilisation générale, le régime a annoncé dès février *"son objectif de collecter 6 millions de tonnes de blé récolté localement entre avril et août"*, soit un tiers du besoin annuel de 18 millions de tonnes, indique le site égyptien **Mada Masr.** Non sans provoquer le mécontentement des paysans, le prix d'achat ayant été fixé à environ 300 euros la tonne, en dessous des cours mondiaux, qui ont culminé à la mi-mai à 430 euros la tonne, ajoute le média – le prix du blé à l'international avait augmenté de 56,2 % à la fin de mai par rapport à l'année passée, selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'ouverture politique annoncée par le président égyptien est marquée par l'appel à un *"dialogue national"* et la libération, depuis la fin d'avril, d'une cinquantaine de prisonniers politiques sur les plus de 60 000 détenus d'opinion, condamnés ou en attente de procès, selon les ONG. Mais ce dialogue promis semble surtout servir à coopter certains opposants accommodants, pour mieux en exclure d'autres, notamment les Frères musulmans, ennemis jurés du régime.

Abdel Fattah Al-Sissi va néanmoins, tôt ou tard, être confronté à un vrai dilemme, souligne *Arab Digest*. La loi de finances 2022-2023 *"montre la gravité de l'endettement de l'État, 54 % du budget étant consacré au remboursement de la dette et des intérêts. Sans compter que l'inflation a grimpé à son plus haut niveau en trois ans, pour atteindre 14,9 %."* *"De toute évidence,* conclut le média, *la libération de quelques centaines de prisonniers politiques ne changera rien au sort de la population : la hausse du taux de pauvreté, la division politique et l'agitation sociale sont presque inévitables."*

—Courrier international

Risque de famine au Moyen-Orient

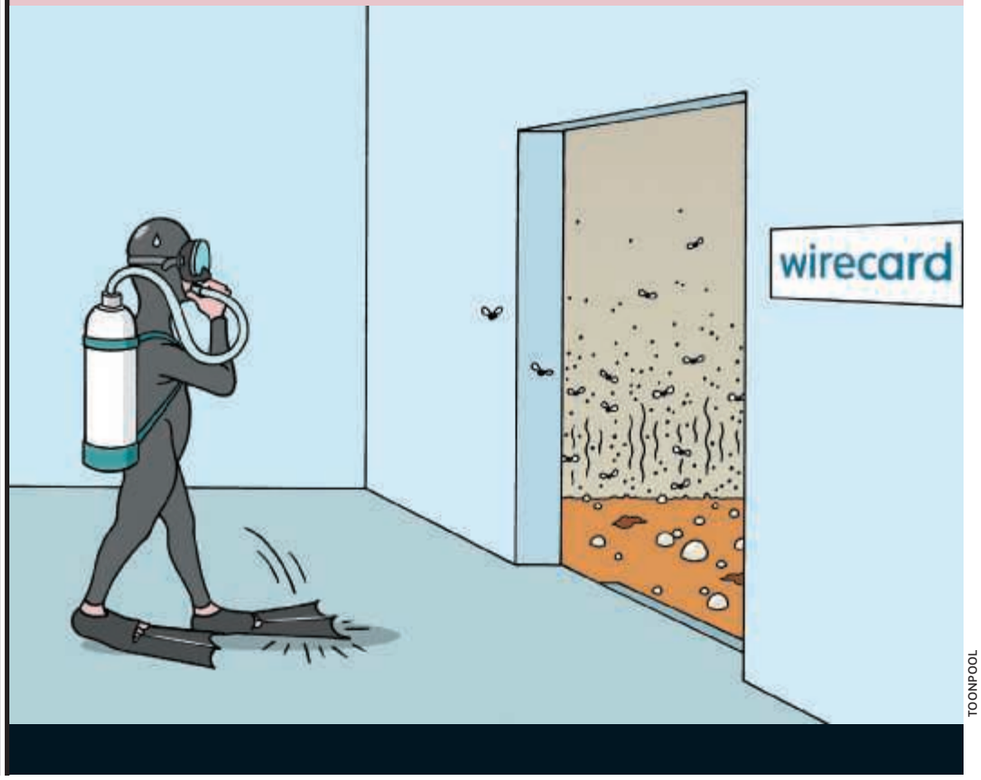
●●● Parmi les régions les plus dépendantes aux importations alimentaires, le Moyen-Orient paie cher la crise internationale du blé, certains craignant une vague de famine et une instabilité sociale et politique. De l'Égypte à la Turquie en passant par le Liban, plusieurs pays connaissent une forte augmentation des prix des produits de première nécessité qui touche les segments les plus vulnérables de la population. En Turquie, l'inflation a atteint 74 % en mai, un niveau record depuis près d'un quart de siècle, tandis qu'au Liban, déjà en proie depuis 2019 à la crise économique et financière la plus grave de son histoire, la cherté du blé est venue aggraver une situation de précarité et accentuer l'hyperinflation. Cette situation risque de plonger des millions de personnes dans la *"famine"*, avertissait déjà en mars le magazine britannique **The Economist.** La hausse des prix des denrées alimentaires à la fin des années 2000 avait été l'un des catalyseurs des "printemps arabes".

trans-versales. économie

Technologie ...38

Le procès Markus Braun, aussi géant que l'affaire Wirecard

Finance. Deux ans après le plus gros scandale financier allemand, le dossier d'accusation de l'ancien PDG est enfin bouclé. L'issue de la procédure n'est cependant pas évidente.



TOONPOOL

↙ *Dessin d'***Erl,** *Allemagne.*

—Financial Times *(extraits)*
Londres

En mars 2020, alors que Wirecard s'efforçait de convaincre le monde entier que ses activités ne reposaient pas sur une fraude, George-Alexander Trümper, le responsable juridique de la société, a mis le doigt sur ce qu'il considérait comme un sérieux problème. Le directeur général, Markus Braun, et d'autres dirigeants de la société de paiement allemande [Wirecard garantissait les règlements en ligne, assurant aux commerçants qu'ils seraient payés] cherchaient le moyen d'éviter d'inscrire dans leur comptabilité un prêt de 100 millions d'euros, accordé à des conditions douteuses à une petite entreprise partenaire. Pour George-Alexander Trümper, c'était illégal. Avec son équipe, il avait donc averti Markus Braun et les autres dirigeants que le maquillage du prêt constituait une violation de leur obligation fiduciaire.

"Je parie une caisse de champagne qu'ils prendront quand même le risque", avait-il écrit à un collègue dans un message instantané que le *Financial Times* a pu lire, ajoutant, à propos de Markus Braun : *"MB dit toujours qu'il a de toute façon un pied en prison."* Deux ans plus tard, après un retentissant scandale qui a jeté le discrédit sur les banques, les fonds d'investissement, les régulateurs, les auditeurs et les autorités policières du pays, les propos de George-Alexander Trümper s'avèrent prémonitoires.

Le 10 mars dernier, le parquet a mis en accusation Markus Braun pour fraude, abus de confiance, maquillage de comptes et manipulation de marché, des faits passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à quinze ans de prison. Les circonstances entourant l'octroi du prêt devraient sans doute figurer dans la procédure pénale. Pour ses avocats, Markus Braun, est innocent.

Markus Braun a troqué sa vie de milliardaire voyageant en jet privé d'une résidence à l'autre entre Saint-Tropez, Kitzbühel [station de ski huppée en Autriche],

Braun est notamment accusé de fraude, d'abus de confiance et de maquillage de comptes.

Vienne et Munich, pour la cellule d'une prison bavaroise de 9 mètres carrés. Libéré sous caution en juin 2020, il a été à nouveau arrêté en juillet en raison du risque de fuite qu'il présentait. Durant la pandémie, l'homme de 53 ans n'était pas autorisé à recevoir de visites et n'a parfois eu droit qu'à deux heures d'appels téléphoniques privés par mois.

Pour toute personne extérieure au dossier "Doktor Braun", comme le PDG avait pour habitude de se faire appeler par ses subordonnés, l'affaire pourrait sembler entendue. Valorisé 24 milliards d'euros à son apogée, Wirecard s'est retrouvé en cessation de paiement en juin 2020, avec plus de 3 milliards d'euros de dettes.

L'Autrichien, qui avait rejoint l'entreprise en 2002 et s'était hissé au rang de PDG et plus gros actionnaire, était la figure de proue de cette société de paiement, qui, au fil des ans, a trompé les auditeurs avec de faux documents, écarté les journalistes [tout particulièrement ceux du *Financial Times*, qui, le premier, a enquêté sur l'affaire] et les investisseurs critiques, étouffé les enquêtes internes et licencié les lanceurs d'alerte.

Pourtant, si la cause de l'effondrement de Wirecard est claire – la moitié du chiffre d'affaires du groupe et 1,9 milliard d'euros de liquidités inscrites à son bilan étaient fictifs –, les preuves contre Markus Braun le sont moins.

À Munich, une équipe de plus de 20 magistrats et policiers a passé vingt et un mois à éplucher les éléments de ce dossier, dans lequel sont impliquées des dizaines de suspects et d'entreprises dans environ 25 pays, dont Singapour, les Philippines, Maurice, la Biélorussie et la Russie. Les forces de l'ordre allemandes ont mené 450 interrogatoires avec des témoins et des suspects, perquisitionné 40 propriétés et envoyé 90 demandes de coopération à leurs homologues étrangers. L'acte d'accusation contre Markus Braun, qui a été déposé auprès du tribunal régional sans avoir été rendu public, fait 474 pages.

Toutefois, selon un proche du parquet, tous ces documents n'auraient pas permis de dégager d'indice flagrant de sa culpabilité. Devant le tribunal, Markus Braun devrait faire valoir qu'il n'est pas l'instigateur de la fraude, dont il a été lui aussi victime, a indiqué son conseiller en relations publiques, Dirk Metz, après la mise en accusation de son client.

L'enquête a montré toute la difficulté d'une procédure pénale concernant une fraude complexe. Le procès devrait s'ouvrir à l'automne à Munich, où une cour composée de cinq membres (trois juges professionnels et deux jurés) présidera des audiences qui pourraient s'étaler sur plusieurs années étant donné la complexité de l'affaire et le nombre de témoins.

Pour l'instant, Markus Braun est le seul administrateur de la société à être accusé. Deux autres personnes sont mises en examen, Stephan von Erffa, l'ancien responsable de la comptabilité et directeur financier adjoint de Wirecard, qui a nié avoir eu connaissance de la fraude lors d'une audition devant le Parlement, et un ancien cadre installé à Dubaï, devenu le principal témoin à charge contre Braun, mais dont l'identité ne peut être révélée pour des raisons judiciaires.

Le trio est accusé d'avoir fait partie d'une association de malfaiteurs qui a gonflé frauduleusement le bilan de Wirecard en

inventant de prétendues activités externalisées en Asie. Leur intention présumée aurait été d'inciter les banques et les investisseurs à leur fournir des fonds propres et des prêts pour doper le cours de l'action Wirecard et dissimuler que la société perdait de l'argent.

Markus Braun *"n'a jamais fait partie d'un clan qui a détourné des millions d'euros dans son dos"* et *"n'a rien su des machinations de ce clan ni, encore moins, en a profité"*, a déclaré Dirk Metz après la mise en accusation de l'ancien PDG.

Markus Braun fait porter le chapeau à quelqu'un qui, pour l'instant, ne peut pas être interrogé : Jan Marsalek, son ancien bras droit, qui a pris la fuite en juin 2020. Le lendemain du refus du cabinet EY de certifier les comptes de Wirecard, Jan Marsalek a en effet embarqué, sur un petit aérodrome, en Autriche, dans un jet privé dont il a payé les pilotes en espèces, avant de s'envoler pour Minsk, en Biélorussie. Depuis, on n'a plus aucune trace de lui. Le parquet de Munich pense qu'il se cache probablement en Russie.

Les charges contre Markus Braun reposent en partie sur son rôle dominant dans la société – et sur son insistance à souligner en public la solidité des finances de Wirecard. Décrit par ses collègues comme un *"maniaque du contrôle"*, l'ex-PDG a fait, à plusieurs reprises, des déclarations publiques jugées mensongères par des avocats externes, EY ou le conseil de surveillance.

Les enquêteurs ont mené 450 interrogatoires et perquisitionné 40 propriétés.

Par exemple, après que le *Financial Times* a révélé en octobre 2019 que certains des plus gros clients de Wirecard n'existaient pas en réalité, il a déclaré à des analystes : *"Il va de soi que nous savons exactement ce qui figure dans les livres de comptes."* Il a même précisé : *"Nous avons examiné sérieusement ces allégations et passé au peigne fin les relations commerciales de toutes les filiales dont il était question… Et nous sommes aujourd'hui en mesure de confirmer que toutes ces allégations sont sans fondement."*

On ne sait pas ce que Markus Braun a dit en privé à Jan Marsalek. Les deux hommes, ainsi que d'autres dirigeants de Wirecard, étaient de grands utilisateurs de l'application de messagerie Telegram, mais presque toutes leurs discussions auraient été supprimées.

En l'absence de preuves directes, les charges du parquet s'appuient surtout sur les déclarations d'un confident de Jan Marsalek, devenu le principal témoin dans cette affaire. Cet ancien cadre établi à Dubaï dirigeait le service Wirecard au cœur de la fraude, depuis son appartement du Burj Khalifa, le plus haut gratte-ciel du monde.

Après l'implosion de Wirecard, il est allé en Allemagne pour se livrer à la police. Mis en accusation au même titre que Markus Braun, il a accusé son ancien patron d'être l'architecte de la fraude. En l'absence d'autres personnes capables ou désireuses de témoigner, ce sera donc la parole de ce témoin principal contre celle de son ancien patron.

Parmi les questions clés, il y aura sans doute celle des relations qu'entretenaient les deux hommes. Markus Braun a déclaré aux procureurs qu'il n'y en avait aucune. Une affirmation contredite par les dépositions de plusieurs autres témoins, dont l'ancien chauffeur de Braun et le responsable de la conformité du groupe, qui ont évoqué des rencontres professionnelles entre les deux hommes, selon nos informations.

Lors du procès, les magistrats devraient également se pencher sur les 4,5 millions d'euros que le cadre de Dubaï a détournés de Wirecard vers une fondation personnelle secrète située au Liechtenstein, sans le dévoiler immédiatement aux autorités, selon les avocats de Markus Braun.

Que savait ce dernier des opérations externalisées de Wirecard en Asie [à des partenaires censés payer une commission] et était-il au courant qu'elles n'existaient pas ? Sur le papier, ces activités généraient la moitié du chiffre d'affaires annuel du groupe, la totalité de son bénéfice d'exploitation et 1,9 milliard d'euros de liquidités détenues sur des comptes séquestres en Asie.

Bio express



FABRIZIO BENSCH/POOL/AFP

MARKUS BRAUN EN SIX DATES

2000 — Doctorat en sciences sociales et économiques à l'université de Vienne.
2002 — Directeur de la technologie de Wirecard.
2017 — PDG de Wirecard.
Juin 2020 — Wirecard en cessation de paiement, démission de Markus Braun, incarcéré pour suspicion de fraude.
Mars 2022 — Inculpé de fraude, d'abus de confiance et de manipulation comptable par le procureur de Munich.
Automne 2022 — Ouverture du procès Wirecard à Munich, où Markus Braun encourt jusqu'à quinze ans de prison.

Markus Braun affirme que l'activité avec des partenaires tiers [*third-party acquirer*, TPA] existait bel et bien, et était en bonne santé financière. Il affirme que ses recettes ont été siphonnées par Jan Marsalek et par un groupe de collaborateurs dont fait partie le témoin principal. L'ancien directeur général prétend que c'est à son insu qu'ils ont créé une *"structure fantôme"* pour détourner les fonds de Wirecard à leur profit. Pour preuve, ses avocats mettent en avant des paiements pour un total de 1,4 milliard d'euros aux sous-traitants locaux de Wirecard et à d'autres entités offshore entre 2015 et 2020, dont environ 900 millions ont été compensés par l'entremise de comptes de [la filiale] Wirecard Bank.

Markus Braun va sans doute expliquer que cette somme correspond au chiffre d'affaires de l'activité TPA. Un argument que ne valident pas, semble-t-il, les experts qui participent à la gestion de la société depuis sa faillite. Michael Jaffé, l'administrateur judiciaire chargé de la liquidation de Wirecard, a soutenu, dans une plainte au civil déposée contre le conseil d'administration en décembre 2021 qu'a pu consulter le *Financial Times*, qu'*"absolument rien ne prouve que la prétendue activité TPA de Wirecard existait vraiment de façon bien réelle"*. Il ajoute que *"les enquêtes complémentaires ont d'ailleurs toutes confirmé que ce n'était pas le cas"*. Ni Visa ni Mastercard n'ont pu trouver trace des transactions, alors que, selon Wirecard, elles seraient passées par ces deux entreprises financières et auraient même été soumises comme preuve que son activité était réelle lors d'un audit spécial mené par KPMG.

Le procès pourrait durer plusieurs années étant donné la complexité de l'affaire.

Les procureurs et l'administrateur judiciaire soupçonnent le paiement de 1,4 milliard d'euros à des partenaires locaux – que Markus Braun considère comme la preuve de l'existence des opérations – d'être en fait des fonds transférés d'un endroit à un autre pour simuler une activité réelle.

Les procureurs devraient également s'intéresser au prêt de 100 millions d'euros qui inquiétait tant George-Alexander Trümper, l'ancien chef du service juridique. Markus Braun a validé ce prêt, qui a finalement reçu l'aval de l'ensemble du conseil d'administration. La société a ensuite prêté 100 millions d'euros supplémentaires au même emprunteur, Ocap, un groupe de paiement établi à Singapour.

Plus précisément, dans sa défense, Markus Braun va devoir répondre des flux d'argent dont il a bénéficié personnellement. Ainsi, en mars 2020, 35 millions d'euros prêtés à Ocap ont été transférés à Jan Marsalek, qui les a ensuite virés à Markus Braun, qui s'en est servi pour rembourser un prêt personnel. Il avait alors un besoin crucial d'argent pour honorer un prêt de 35 millions d'euros souscrit auprès de Wirecard Bank sans l'approbation du conseil de surveillance. Il a déclaré aux procureurs de Munich qu'il ignorait que les 35 millions d'euros versés par Jan Marsalek provenaient de Wirecard Bank.

En fait, Ocap était censé utiliser l'argent emprunté à Wirecard pour fournir du financement à court terme à ses clients marchants. Mais très tôt, Wirecard Bank a prévenu qu'Ocap n'était pas apte à proposer de tels produits, faute d'avoir l'expertise technique nécessaire. Selon des documents consultés par le *Financial Times*, en 2018, Markus Braun et Jan Marsalek n'auraient pas tenu compte de la condition expresse qui prévoyait de demander l'approbation des quatre membres du conseil d'administration pour signer le prêt. Cela n'a été rectifié que rétroactivement, deux ans plus tard. Ocap a demandé à être placé en cessation de paiements suite à la chute de Wirecard.

Lorsqu'un cadre de Wirecard Bank avait fait part de ses inquiétudes en 2018 au sujet du premier grand prêt accordé à Ocap, une affaire qui s'était effectivement gâtée par la suite, Markus Braun lui avait envoyé un courriel lapidaire, que le *Financial Times* a pu consulter : *"Au nom de Wirecard AG, je vous donne directement l'ordre d'exécuter sans plus attendre le transfert de 100 millions d'euros à Ocap."*

En mars 2020, un juriste interne a confié à George-Alexander Trümper avoir rappelé *"sans doute vingt fois"* au directeur financier, Alexander von Knoop, en quoi consistaient les obligations fiduciaires du conseil d'administration, en particulier les *"éventuelles conséquences pénales"*. George-Alexander Trümper lui avait répondu de façon sardonique : *"Eh bien, au moins il ne pourra pas prétendre qu'il ne savait pas."* Dans le procès de Markus Braun, tout va dépendre de sa capacité à convaincre les juges qu'effectivement il "ne savait pas".

— Olaf Storbeck et Dan McCrum
Publié le 23 mars

SOURCE

FINANCIAL TIMES
Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 900 000 ex.
ft.com

Fondé en 1888 sous le nom de *London Financial Guide*, un journal de quatre pages destiné *"aux investisseurs honnêtes et aux courtiers respectables"*, le *Financial Times* est aujourd'hui le quotidien financier et économique de référence en Europe.

TECHNO

Quand la machine s'emballe

Informatique. La *"culture du triomphalisme"* qui règne dans le monde de l'intelligence artificielle empêche de percevoir les vraies avancées et les enjeux de cette discipline, déplorent des spécialistes du domaine.



↙ *Dessin d'***Otto** *paru dans* **The Economist,** *Londres.*

—MIT Technology Review
Cambridge (États-Unis)

À la mi-mai, le laboratoire DeepMind a présenté une nouvelle intelligence artificielle dite "généraliste" baptisée "Gato". Elle sait jouer à des jeux vidéo Atari, légender des images, discuter, empiler des cubes avec un vrai bras robotisé, a annoncé ce centre de recherches qui dépend d'Alphabet, la société mère de Google. Gato peut accomplir 604 tâches.

Mais si Gato est indéniablement fascinante, certains chercheurs se sont un peu emballés dans le sillage de son lancement. Nando de Freitas, l'un des principaux scientifiques à la tête du projet de DeepMind et coauteur de l'article sur Gato, a donné libre cours à sa joie sur Twitter : "*On a plié le game !*" Il laissait ainsi entendre que Gato ouvre clairement la voie à l'intelligence artificielle générale (IAG), un concept flou d'IA aussi puissante que l'intelligence humaine, voire plus. Selon lui, construire une IAG est surtout une question d'échelle : autrement dit, il faut concevoir des modèles comme Gato, mais en mieux et dans des versions plus ambitieuses.

L'annonce du scientifique a bien sûr déchaîné la presse, qui a relayé que DeepMind était "*sur le point*" de créer une intelligence artificielle équivalente à celle des humains. Ce n'est pas la première fois que l'emballement dépasse la réalité. D'autres modèles d'IA très prometteurs, comme le générateur de texte GPT-3 et le générateur d'image DALL-E d'OpenAI, ont suscité des déclarations tout aussi grandiloquentes.

Gato ouvrirait la voie à l'intelligence artificielle générale, aussi puissante que celle des humains.

Pour beaucoup dans cette discipline, les discours fougueux de ce genre éclipsent d'autres domaines essentiels de recherche sur l'IA. Et c'est bien dommage, car Gato marque un jalon intéressant.

Certains modèles commencent à associer plusieurs compétences : DALL-E, par exemple, crée des images à partir de descriptions textuelles. D'autres s'appuient sur une seule technique d'apprentissage pour reconnaître des images et des phrases. Et le produit AlphaZero de DeepMind a appris à jouer au jeu de go, aux échecs et au shogi.

Il faut toutefois souligner une différence cruciale : AlphaZero n'a pu se former qu'à une tâche à la fois. Quand l'IA a eu maîtrisé le jeu de go, elle a dû tout oublier avant d'apprendre les échecs, etc. Elle n'a pas su se former à ces deux jeux simultanément. C'est ce qui distingue Gato : cette IAG apprend plusieurs tâches parallèlement, c'est pourquoi elle peut passer de l'une à l'autre sans devoir renoncer à une compétence pour en apprendre une autre. C'est une avancée modeste mais cruciale.

Aveuglement. L'inconvénient, c'est que Gato n'accomplit pas les tâches confiées aussi bien que les IA qui ne réalisent qu'une seule chose. Les robots doivent encore apprendre le "*bon sens*" à partir de textes pour savoir comment fonctionne le monde, explique Jacob Andreas, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT), spécialiste de l'intelligence artificielle, du traitement du langage naturel et du traitement de la parole.

Ça pourrait être pratique chez les robots domestiques, par exemple. "*Quand on dépose [un robot] dans une cuisine et qu'on lui demande de préparer une tasse de thé pour la première fois, il connaît les étapes de cette préparation et dans quel placard se trouvent probablement les sachets de thé*", ajoute Jacob Andreas.

Certains scientifiques travaillant dans d'autres institutions ne cachent pas leurs désaccords avec Nando de Freitas. "*C'est loin d'être 'intelligent'*", estime Gary Marcus, chercheur en IA qui décrie l'apprentissage automatique. Selon lui, le battage que suscite Gato montre que cette discipline pâtit d'une "*culture du triomphalisme*".

Les modèles d'apprentissage automatique qui passionnent le plus parce qu'ils semblent avoir le potentiel d'une intelligence humaine font pourtant des erreurs, que Gary Marcus qualifie ainsi : "*Si un être humain faisait ce type d'erreur, on s'inquiéterait vraiment pour lui.*" Le scientifique ajoute : "*La nature cherche à nous faire passer un message, à nous dire que ça ne fonctionne pas vraiment, mais les chercheurs sont si convaincus par leur battage médiatique qu'ils sont incapables de le voir.*"

Même les collègues de Nando de Freitas à DeepMind, Jackie Kay et Scott Reed, qui ont travaillé avec lui sur Gato, étaient plus circonspects quand je les ai interrogés sur ses prises de position. Est-ce que Gato s'approche d'une IAG ? Ils ont préféré ne pas s'avancer. "*Je ne pense pas qu'on puisse faire des prédictions avec ce genre de choses. Je préfère m'abstenir. C'est comme faire des conjectures boursières*", analyse Jackie Kay. Scott Reed juge quant à lui la question délicate : "*Je pense que la plupart des personnes dans notre secteur feront tout leur possible pour ne pas répondre. C'est très difficile à prédire, mais j'espère qu'on y arrivera un jour.*"

D'une certaine façon, le fait que DeepMind ait qualifié Gato de "*généraliste*" en a peut-être fait une victime de l'enthousiasme excessif que suscitent les IAG dans le secteur.

"De nombreux sujets intéressants restent sur la touche et sont sous-financés."
Emmanuel Kahembwe, CHERCHEUR

Les intelligences artificielles d'aujourd'hui sont dites "*faibles*", c'est-à-dire qu'elles ne savent réaliser que des tâches précises et limitées, comme créer du texte. Des technologues, notamment à DeepMind, pensent que les humains mettront un jour au point des IA plus "diversifiées" qui sauront fonctionner aussi bien, voire mieux, que les humains.

Pensée magique. Si certains y voient une intelligence artificielle générale, cela revient pour d'autres à "*croire en la magie*". De nombreux scientifiques de haut vol, y compris le scientifique principal sur l'IA à Meta [anciennement Facebook], Yann LeCun, ne sont pas convaincus que ce soit possible.

Gato est "généraliste" au sens où elle peut faire différentes choses en même temps. Mais elle est très loin d'une IA "générale" qui peut réellement s'adapter à de nouvelles tâches qui sont distinctes du modèle sur lequel elle s'est formée, affirme Jacob Andreas du MIT : "*Nous sommes encore très loin de cet objectif.*"

Des modèles plus “larges” ne sont pas non plus une solution au fait que les modèles n’ont pas de “connaissances à vie”, c’est-à-dire qu’en apprenant quelque chose une fois ils en comprendraient toutes les répercussions et s’en serviraient pour éclairer toutes leurs autres décisions, précise-t-il.

L’emballement que suscitent les outils comme Gato nuit à l’avancée de l’intelligence artificielle dans son ensemble, fait valoir Emmanuel Kahembwe, chercheur en IA et robotique, et membre de l’organisation Black in AI, cofondée par Timnit Gebru [ancienne codirectrice de l’équipe éthique de l’IA chez Google, qui l’a forcée à démissionner]. Il analyse : *“De nombreux sujets intéressants restent sur la touche et sont sous-financés, alors même qu’ils méritent notre attention, mais les grands groupes de la tech et la plupart de leurs chercheurs les négligent.”*

Les entreprises de nouvelles technologies doivent prendre du recul et faire le point, afin de savoir pourquoi elles font ce qu’elles font, estime Vilas Dhar, président de la Patrick J. McGovern Foundation, qui finance des projets d’IA *“pour le bien collectif”*.

“L’IAG mobilise quelque chose de profondément humain, l’idée qu’on puisse se surpasser en concevant des outils qui nous propulsent vers l’excellence, poursuit-il. *Et c’est une belle idée, à ceci près qu’elle nous détourne des problèmes concrets d’aujourd’hui que nous devrions chercher à résoudre grâce à l’IA.”*

—Melissa Heikkilä
Publié le 23 mai

SOURCE

MIT TECHNOLOGY REVIEW
Cambridge, États-Unis
Bimestriel, 166 000 ex.
techreview.com

Fondée en 1899, la revue est installée sur le campus du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT). C’est le magazine des ingénieurs, des scientifiques et des hommes d’affaires soucieux de s’informer des nouvelles tendances technologiques et des décisions politiques en la matière.

LA LETTRE TECH

Tous les quinze jours, l’actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Le marketing des tueurs et la tech chez les Amish

Le **New Yorker** trouve dans les tueries d’Uvalde et de Buffalo l’occasion de nous livrer l’un des essais les plus édifiants jamais publiés sur l’amour des Étasuniens pour leurs flingues. Un amour arrangé. Phil Klay, l’auteur, un ancien marine déployé en Irak, aujourd’hui écrivain lauréat du prestigieux National Book Award, est bien outillé pour trucider un mythe qui contribue à la vente de 20 millions d’armes à feu chaque année dans le pays. *“Comme les automobiles, les armes ont connu des progrès technologiques constants, tout en se muant en autre chose que de simples machines,* constate-t-il. *Ce sont à la fois des outils et des symboles, possédant un magnétisme culturel qui les érige en pierre angulaire d’un mode de vie. Ce sont des outils qui tuent efficacement tout en promettant le pouvoir, le respect et l’égalité, la libération de la tyrannie, du crime ou de la faiblesse. Ils sont l’héritage d’un passé imaginé et représentent un fantasme sur la protection de notre avenir. Il a fallu presque deux cents ans pour que les* guns *deviennent le problème qu’ils représentent aujourd’hui.”*

Deux cents ans de marketing des fabricants d’armes, qui, depuis les prouesses de Samuel Colt, inventeur du revolver à barillet et bonimenteur de génie, se sont acharnés à promouvoir en temps de paix l’usage civil d’armes de guerre en dépeignant leur société comme un champ de bataille et M. Tout-le-monde comme un valeureux guerrier potentiel. Au XIXe siècle, on proposait à des fermiers des mitrailleuses pour se protéger des *“maraudeurs”*. Aujourd’hui, l’AR15 de Buffalo et d’Uvalde, copie semi-automatique du M16 du Vietnam, gagne en létalité ce qu’il perd en précision. L’arrosage, la vélocité effarante des munitions avait permis en 2017, à Las Vegas, à un sexagénaire sans formation militaire de tirer 1 100 balles en dix minutes, de tuer 58 personnes et d’en blesser 500, sans raison connue, dans la foule d’un concert sous les fenêtres de son hôtel.

Carrioles et ordinateurs

Les Amish, cette communauté américaine connue pour son refus de la société moderne, ne dédaignent pas les ordinateurs, les téléphones et même les moteurs tant qu’il s’agit d’accomplir un travail, révèle **Wired.** Mais ils les cantonnent à l’utilitaire, évitant ainsi de laisser les gadgets pervertir leur mode de vie. Certains dirigent des sociétés de transport routier, mais ils rentrent chez eux en carriole. Le téléphone, en général un combiné à l’ancienne, est acceptable à titre personnel quand il s’agit de joindre des parents éloignés. L’ordinateur, au travail, est confiné dans une pièce à part, pour des tâches précises, mais les Amish vendent couramment leurs produits sur des sites Internet. Le raccordement au réseau électrique est tabou, mais rien ne leur interdit, si nécessaire, d’utiliser l’électricité produite par leurs propres générateurs. Ils préfèrent toutefois s’éclairer au gaz et utiliser des réfrigérateurs au propane.—

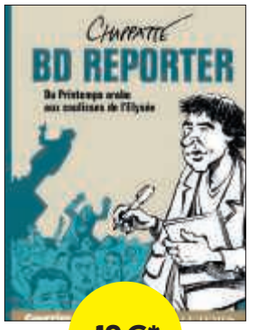
SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La lettre tech.**

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code

Ou sinon rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/vpc
ou par téléphone : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



BD Chappatte Reporter

Du Printemps arabe aux coulisses de l’Élysée. Les récits de Chappatte racontent le monde avec la simplicité du dessin et donnent à voir l’humanité derrière l’actualité.

18 €*

BD Chappatte Au coeur de la vague

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour le récit. Au cœur de la vague nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22 €*



Coffret 10 DVD Télérama volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de *Courrier international.*

45 €*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 31 décembre 2022
** Frais de port en sus en fonction du produit.*
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co

Courrier international – nº 1650 du 16 au 22 juin 2022

360

MAGAZINE

En Asie la bande-son de la révolte • Musique ... 44
Le paradis de Gauguin revisité • Photographie . 45
Le mariage chinois de l'art et du selfie • Art . 46



Vive le produit intérieur

SOURCE

AEON
Londres, Royaume-Uni
Site Internet
aeon.co
"Lire pour aller au fond des choses", tel est le slogan de ce site, fondé en septembre 2012. Spécialisé dans le débat d'idées et la culture, il publie des contributions de penseurs, chercheurs ou écrivains. Son contenu est accessible gratuitement.



↙ *Dessin de* **Clayton Junior** *paru dans* **Aeon,** *Londres.*

Nos excréments constituent une ressource naturelle, renouvelable et durable. Mais pour les exploiter, il faudrait que nous arrivions à passer outre notre dégoût viscéral. La journaliste et autrice américaine Lina Zeldovich nous y encourage.
—*Aeon* [extraits] Londres

À l'automne, quand le ciel gris de Kazan [dans l'ouest de la Russie] se gonflait de nuages lourds et sombres, si chargés d'eau que la pluie ne cessait qu'au moment de se muer en neige, mon grand-père préparait notre petite ferme familiale au long hiver soviétique. Il enfilait son infatigable salopette, ses épais gants et ses grosses bottes, puis se dirigeait vers la fosse septique recueillant les excréments produits pendant toute une année par notre foyer.

Il soulevait le pesant couvercle, attachait deux vieux seaux à de robustes cordes et passait des heures à transférer le contenu de la fosse sur nos terres. Quand je rentrais de l'école, je savais que grand-père s'affairait à l'entretien annuel de nos toilettes à bien plus d'un kilomètre de distance. L'odeur voyageait partout, se mêlant aux autres senteurs automnales – feuilles en décomposition, chien mouillé et lard de porc que l'on fume pour l'hiver.

Pour intense qu'elle ait été, jamais je n'ai été dégoûtée par cette odeur. Au contraire, j'étais fascinée par toute l'opération. C'était un grand jour. On n'ouvrait la fosse qu'une fois par an, comme un cadeau d'anniversaire. Et grand-père était la seule personne à avoir le droit d'y toucher.

Il avait mis au point tout un protocole. Il ne remplissait jamais les seaux à ras bord pour éviter que, lorsqu'il les portait, cette boue visqueuse se déversât sur ses bottes. Parfois il tenait les seaux à la main, parfois il les fixait aux deux extrémités d'un *koromyslo*, un morceau de bois arqué que l'on pose sur ses épaules en répartissant la charge de chaque côté.

Il creusait de petits trous sur les parcelles où poussaient les tomates, là où les plants desséchés ne portaient pas de fruits que les eaux usées eussent pu contaminer, et comblait ces trous de notre fumier. Il en répandait tout autour des racines des pommiers et des cerisiers et, avec un râteau, le recouvrait de feuilles pour que, quand nous marchions autour des arbres, nous ne salissions pas les semelles de nos chaussures.

Il en versait aussi une bonne quantité dans une des fosses à compost, sur le tas de déchets organiques. Les fosses à compost, c'est là que Mère Nature forgeait son or noir. Et pour cela également, un protocole existait.

Nous alimentions les trois fosses à tour de rôle. Tout au long de la saison agricole, nous jetions l'ensemble de nos déchets organiques dans un de ces trous – fleurs fanées, mauvaises herbes, tiges flétries de cornichons. Y finissaient en outre nos restes de cuisine, comme les pelures de pomme de terre et le pain moisi. À la fin de la saison, grand-père y versait la gadoue [de la fosse septique] et fermait le trou pour deux ans, le temps que le tout se dégrade. Quand il l'ouvrait, deux ans plus tard, au printemps, tous les machins morts et puants avaient disparu. Le trou était plein d'une terre douce, riche et fertile qui sentait la nature, le printemps et la promesse de la prochaine récolte.

Cette terre toute fraîche était poudreuse et légère comme du sucre, sauf qu'elle était noire. Les plantes l'adoraient, moi aussi. C'était si bon de sentir sur mes paumes la douceur de cette terre – et d'y transférer de minuscules plants de tomate. Je percevais déjà leur parfum délicat présageant les fruits rouge cramoisi au goût délicieusement doux.

"On doit nourrir la terre comme on nourrit les gens", disait mon grand-père. À mes oreilles, c'était une phrase magnifique, pleine de la sagesse de la nature. Nous devions rendre à la terre ce que nous prenions à la terre. Ainsi allait le cycle de la vie, et nos excréments en étaient indissociables, tout comme nous, humains, étions indissociables de la nature. Je pensais que le monde entier vivait de cette façon.

Quand j'ai grandi – après que le gouvernement a saisi notre ferme et que nous avons émigré aux États-Unis –, j'ai été choquée de découvrir que la plupart des gens ont une vision toute différente de nos déchets métaboliques. Pour commencer, ils n'ont aucune idée de l'endroit où vont leurs excréments. Ils ignorent, de même, complètement leur valeur. Pis, ils pensent que la bonne manière de s'en occuper est de tirer la chasse et de passer à autre chose – ce qu'ils font allègrement. Le problème, c'est que la terre ne peut traiter toute cette merde, surtout pas de la façon dont nous la lui donnons. Nous étouffons la planète avec nos crottes.

Un adulte moyen produit environ un demi-kilo d'excréments par jour. Ce qui signifie que la ville de New York, qui, selon le recensement officiel, compte plus de 8 millions

brut !

ÉCOLOGIE

d'habitants, en expulse plus de 4000 tonnes par jour. Tokyo légèrement plus : 4150 tonnes. À présent, imaginez un peu la vertigineuse montagne de déjections que les 7 milliards d'habitants de la planète génèrent en vingt-quatre heures. Multipliez le tout par 365 jours. Merde alors !, ne manquerez-vous pas de vous dire.

Que faisons-nous de tout ce caca ? Pour la plupart, nous faisons notre possible pour nous en distancier. Dans le monde occidental, nous nous en débarrassons en tirant la chasse d'eau des toilettes. Dans les endroits moins fortunés, on le laisse se décomposer dans des latrines à fosse ou sous des arbres. Quoi qu'il en soit, notre dégoût est universel.

Il existe bien des raisons à cela. Les fèces sont salement dangereuses. Si on laisse faire la nature, un tas de crotte représente un danger immédiat pour les humains. Attirées par les nutriments qui s'y trouvent – azote, phosphore et protéines non digérées –, des légions d'organismes pathogènes déboulent au grand galop. Certains s'en nourrissent, d'autres y pondent leurs œufs. Ensuite, quand les matières fécales s'infiltrent dans l'eau potable, elles propagent le choléra, la dysenterie ou encore des vers intestinaux à l'origine de maladies mortelles. Pas surprenant que les humains aient une relation quelque peu compliquée avec leurs propres déchets.

Nos ancêtres nomades avaient la vie plus facile. Ils faisaient leurs petites affaires pendant une halte, puis quittaient soigneusement les lieux. Mais quand les êtres humains se sont mis à l'agriculture et se sont sédentarisés, ne pouvant plus laisser leurs déjections derrière eux, ils ont commencé à les accumuler dans des trous ou à les déverser dans des rivières.

Au néolithique, certains de nos ancêtres avaient déjà inventé la chasse d'eau – les habitations de Skara Brae, un village de l'âge de pierre situé aujourd'hui en Écosse, étaient pourvues d'une forme primitive de toilettes hydrauliques. Dès l'Antiquité, les Romains construisaient des lieux d'aisances publics avec une assise similaire aux nôtres ; les substances indésirables tombaient dans un caniveau, où de l'eau qui y coulait en continu les emportait à l'extérieur des murs de la ville à travers un réseau d'égouts. Dans l'Europe médiévale, on fabriquait des latrines où les déchets s'accumulaient dans des tonneaux, lesquels, une fois pleins, étaient scellés et enterrés.

C'est à partir du moment où les humains ont décidé de se concentrer dans des villes que les emmerdes ont commencé. Bazarder sa mouscaille dans les cours d'eau s'est avéré très, très dangereux – parce que les populations en amont polluaient l'eau que leurs voisins en aval utilisaient pour boire et se laver, déclenchant des épidémies. Les célèbres pandémies de choléra qui ont balayé l'Europe au XIXe et au début du XXe siècle ont été provoquées par la contamination de l'eau potable par des matières fécales.

Aujourd'hui, selon l'Organisation mondiale de la santé, les maladies diarrhéiques tuent encore quelque 827000 personnes dans le monde en développement [les pays à revenu faible ou intermédiaire].

Dans les pays développés, nous construisons des toilettes à chasse d'eau, des égouts souterrains et de gigantesques stations d'épuration pour nous protéger de nos monceaux d'excréments. Reste que ces merveilles de l'ingénierie moderne mettent à mal l'écologie de la Terre.

Les scientifiques parlent de *"rupture métabolique"* [un concept initialement développé par Marx] pour désigner le déséquilibre de la redistribution des nutriments sur la planète – un concept qui fait écho à cette idée chère à mon grand-père qu'il faut nourrir la terre. Les aliments que nous mangeons, en particulier sous les latitudes plus froides, viennent d'ailleurs. En poussant, les bananes, les pommes, les salades, le maïs et le riz puisent des nutriments dans la terre. Cette nourriture est ensuite envoyée par camion, bateau ou avion jusque chez nous, où nous la mangeons et où nous l'excrétons. Le hic, c'est que nous ne renvoyons pas cette matière organique là où elle a été prélevée, comme le faisait mon grand-père. Nous n'expédions pas cette manne organique par la route, la mer ou l'air. Nous tirons la chasse.

Nos stations d'épuration débarrassent les eaux usées des organismes pathogènes, mais pas de l'azote, du phosphore et de potassium qu'elles contiennent en quantité.



↑ Une pompe à vide utilisée pour vidanger les fosses d'aisances. Illustration parue dans *The Practical Magazine*, Londres, 1874. *Photo World History Archive/akg-images*

Ces puissants engrais s'en vont généralement dans un lac, un cours d'eau ou un océan à proximité, les suralimentant sans répit. Tout cela occasionne la prolifération d'algues toxiques, la mort de poissons et la dégradation de ces espaces aquatiques, qui ne sont pas biologiquement conçus pour absorber autant de ces substances fertilisantes. De même, notre Terre n'est pas biologiquement conçue pour faire pousser des aliments sans être nourrie en retour.

Ainsi, comme nous ne renvoyons pas notre merde là d'où vient ce que nous mangeons, nous perturbons le cycle de la redistribution des nutriments sur la planète. Les sols deviennent infertiles, alors nous utilisons des engrais de synthèse, loin d'être aussi bons que le bon vieux fumier, et dont la production est très polluante. En retirant notre caca de l'équation, nous déséquilibrons non seulement notre agriculture, mais aussi toute l'écologie de la planète.

Il est essentiel de restaurer ce cycle brisé pour préserver notre sécurité alimentaire et l'écologie de la Terre. Pour ce faire, nous devons trouver un moyen de renvoyer notre came là d'où vient notre nourriture. Mon grand-père n'était pas le seul à connaître ce secret. Certaines sociétés plus parcimonieuses ont compris cette sagesse écologique bien avant nous. Nous avons donc de bons exemples dont nous inspirer.

En 1737, un empereur de la dynastie Qing, en Chine, a publié un décret prescrivant à tous ses sujets de rassembler

Sous la dynastie Qing, en Chine, la collecte des excréments était une activité florissante.

diligemment leurs excréments et d'en faire bon usage. Les matières fécales étaient surnommées *"terre de nuit"* car elles étaient généralement collectées au petit matin, quand les gens déposaient leurs pots de chambre sur le pas de leur porte. Leur commerce constituait une activité florissante dans [l'ancienne] province de Jiangnan, dans le sud-est de la Chine. Le Nord, en revanche, était moins emballé. Nettement moins. Ce qui a conduit l'empereur à écrire, dans un premier temps, un traité. Le verdict final, qui est devenu aussi le nom du décret, est aussi simple que poétique : *"Chérissez la terre de nuit comme si c'était de l'or."*

Si les habitants du Sud se montrèrent plus adeptes de la collecte de la terre de nuit que leurs confrères du Nord, c'est pour une raison bien précise. À l'époque, la Chine méridionale accueillait certaines des plus grandes villes du globe. Le port de Hangzhou, par exemple, comptait plus de 3 millions d'âmes. Un autre titan urbain, Suzhou, dans le delta du Yangzi, en totalisait 6,5 millions. Tous ces gens devaient manger et les agriculteurs devaient produire des quantités astronomiques de nourriture : chaque once de fertilisant était précieuse. Aussi la collecte de la terre de nuit était-elle une activité économique importante, et fort respectable, explique Donald Worster dans *The Good Muck* (2017), une *"histoire excrémentielle"* de la Chine [non traduit en français].

Les collecteurs, les *fenfu*, sillonnaient les rues de la ville avec leurs charrettes, vidant les seaux des habitants dans des conteneurs en bois d'une capacité de près de 30 kilos chacun. Les charrettes transportaient quant à elles six à dix de ces conteneurs, soit 300 kilos au total. Les *fenfu* suivaient des itinéraires attitrés pour traverser la cité puis en sortir. Ils déposaient leur précieux chargement sur de longues barques recouvertes de paille pour emprisonner les mauvaises odeurs et les envoyaient à la campagne.

Là, les déchets métaboliques de la ville étaient traités : étalés, séchés et triés, en fonction de leur valeur. Ils n'étaient pas tous égaux : les offrandes des riches se vendaient plus cher car ils mangeaient mieux et excrétaient plus de nutriments. Et comme le fumier c'est de l'argent, les fermiers le traitaient comme tel et le conservaient dans des conteneurs sécurisés contre les vols. Si le fumier humain était de l'or, il fallait le protéger comme des lingots.

Au Japon, le fait est que sa valeur était mesurée en or. Par exemple, rappelle la japonologue Susan Hanley, un ryo d'or [unité monétaire en vigueur avant l'ère Meiji] permettait d'acheter suffisamment de céréales pour nourrir un individu pendant un an ; la terre de nuit produite par un foyer de dix membres valait un demi-ryo. *Shimogoe*, le mot japonais pour désigner la terre de nuit, était concis et sans détour : il signifiait littéralement fertilisant venant du fond d'une personne, explique Kayo Tajima, professeure à l'université Rikkyo, à Tokyo.

Dans les villes en plein boom d'Osaka et d'Edo (l'actuelle Tokyo), ce fertilisant était tellement prisé que les autorités ont dû élaborer une réglementation stricte. Par exemple, si une famille louait une maison, qui détenait

les droits sur les excréments, le locataire ou le propriétaire ? Il peut sembler logique que les locataires, qui le produisent, soient les fiers propriétaires de leur caca, mais les juristes du Japon préindustriel ne partageaient pas cet avis. Ils ont accordé les précieux droits sur le *shimogoe* aux propriétaires, qui le vendaient aux collecteurs, lesquels le revendaient à leur tour aux fermiers. Il arrivait que les paysans établissent un *tsuke-tsubo* : un contrat direct avec les producteurs des villes. Les citadins leur promettaient toute la crotte qu'ils engendraient pendant un an en échange d'une certaine quantité de riz.

Et il n'était pas rare que des agriculteurs se battent pour avoir le privilège de collecter le *shimogoe*. Durant l'été 1724, deux groupes de villages se sont livré une "guerre du caca", ferraillant pour obtenir le droit de collecter la terre de nuit de différentes zones d'Osaka. En réaction, les citadins ont formé leurs propres organisations pour encadrer la vente de la terre de nuit et négocier les prix – et ceux-ci ont grimpé. Certains des paysans les plus pauvres, en grande difficulté car n'ayant plus les moyens de se payer ces engrais, en sont venus à commettre ce crime insondable au regard de nos critères modernes : voler du caca. Une infraction suffisamment grave pour encourir l'emprisonnement. Qu'à cela ne tienne, cela n'empêchait pas les agriculteurs désespérés de commettre ce vol puant.



↑ **Dans la province chinoise du Fujian, en 1871. La "terre de nuit" était déposée sur le pas des portes, dans des pots de chambre.** *Photo John Thomson/Wellcome Collection*

Que s'est-il passé pour que le point de vue de ces sociétés sur les excreta évolue à ce point ? Contrairement aux pays européens, riches en forêts luxuriantes et en prairies verdoyantes, le Japon ne dispose pas de vastes étendues de terres fertiles. Les sols sablonneux et pauvres du pays n'offrent pas naturellement des cultures abondantes. Avant qu'une parcelle ne produise de quoi manger, les paysans devaient travailler dur pour l'enrichir avec chaque miette de biomasse qu'ils pouvaient trouver. De la même manière, les agriculteurs chinois ont réussi à garder leurs sols fertiles pendant des générations et des générations, ce qui, aux yeux des paysans européens, relevait du miracle. Car les champs d'Europe et d'Amérique étaient alors en passe de se transformer en vastes déserts.

Le succès des paysans d'Asie paraissait si intéressant qu'en 1909, l'agronome américain Franklin Hiram King s'y est rendu pour étudier les secrets de cette "*agriculture permanente*". À son retour, il a signé l'ouvrage *Farmers of Forty Centuries* (1911) ["Agriculteurs depuis quarante siècles", non traduit], où il propose différents types d'engrais, mais le commerce de la terre de nuit était probablement trop choquant pour prendre racine sur le continent américain. Il a fallu plus d'un siècle pour faire germer le concept, dont on parle aujourd'hui largement, d'"*agriculture circulaire*" et l'idée que nos déjections humaines puissent remédier à la profonde rupture métabolique que nous avons créée.

Déstigmatisons notre matière noire et louons-nous d'en être les heureux producteurs.

Chez les écologistes, cette idée de rendre les excréments humains à la terre fait son chemin. Il reste cependant quantité de difficultés pratiques à résoudre. Les citadins troqueraient-ils leurs chiottes en faïence contre des pots de chambre qu'ils déposeraient quotidiennement devant leur porte, afin qu'ils soient collectés aux côtés de leurs sacs-poubelles ? Ou bien des stations d'épuration pomperaient-elles les eaux usées des villes et les enverraient-elles sur des barges fertiliser les champs de Floride et de Californie ? Il n'existe pas une solution miracle adaptée à toutes les situations géographiques.

Loowatt, une start-up basée au Royaume-Uni et à Madagascar, suit le système du *shimogoe* presque à la lettre. Dans les quartiers pauvres d'Antananarivo, la capitale malgache, les excréments de la population sont recueillis et enfermés dans des sacs biodégradables installés sous les toilettes, ils sont ensuite collectés, chauffés pour tuer les organismes pathogènes et chargés dans des biodigesteurs, où toute une ménagerie de micro-organismes s'active à les transformer, comme dans les fosses de mon grand-père, en compost. Dans l'affaire, les microbes rejettent par ailleurs du biogaz, principalement du méthane, que l'équipe de Loowatt utilise pour chauffer la boue en question. Et la boucle est bouclée. Bref, dans les endroits où l'eau est rare, la collecte manuelle des excréments constitue une solution efficace, abordable, qui fait d'une pierre deux coups : elle permet de garder les villes propres et de nourrir la terre.

Mais il existe aussi des manières de remédier à la rupture métabolique dans le monde occidental. À Washington, DC Water, une station d'épuration d'avant-garde, pousse l'art de recycler nos crottes à de nouveaux sommets. Les déchets métaboliques des 2,2 millions d'êtres humains qui peuplent la capitale américaine et sa région sont chargés dans de massives cocottes-minute où ils mijotent à une température de 149°C, sous une pression équivalant à six fois celle de l'atmosphère, ce qui tue absolument tout ce qui est vivant dedans. La soupe ainsi obtenue est servie à des microbes voraces dans de gigantesques biodigesteurs ; les produits finaux sont similaires – le méthane utilisé pour produire de l'électricité et une boue noire assez liquide. Puis, à l'instar de la terre noire des *fenfu*, cette chose visqueuse est séchée et emballée dans des sacs, lesquels sont vendus dans des magasins du coin. Baptisé Bloom, cet engrais issu du fondement des habitants de Washington a exactement la même apparence, la même texture et la même odeur que la terre du jardin où je plantais des tomates avec mon grand-père.

Un biodigesteur personnel peut constituer une bonne solution pour les familles qui vivent dans des endroits isolés ou dans des pays où le coût de l'énergie est élevé. La société israélienne HomeBiogas fabrique de petits digesteurs en plastique dur et durable. Ces installations peuvent transformer n'importe quel type de déchet organique en biogaz et en fertilisant liquide. Quant à l'entreprise Epic Cleantec, à San Francisco, elle a mis au point une autre solution adaptée aux immeubles d'habitation et de bureaux : des unités de traitement qui se branchent sur le réseau du bâtiment pour nettoyer et recycler les eaux usées ; au lieu d'être envoyée vers les stations d'épuration, l'eau peut être réutilisée pour faire la lessive, arroser les plantes et alimenter la chasse des toilettes. Et les cochonneries qui restent sont transformées en engrais.

Avec toutes ces technologies, comment se fait-il que nous n'ayons toujours pas remédié à la rupture métabolique ? Nous nous heurtons à un problème qui n'est pas tant métabolique que culturel. Nous devons déstigmatiser notre matière noire. Nous devons y voir une ressource naturelle parfaitement renouvelable et durable, et nous louer d'en être les heureux producteurs – tout comme le faisaient des sociétés plus parcimonieuses avant nous.

Nous devons comprendre que nos excréments peuvent nous permettre de faire de juteuses affaires et que notre merde peut se transformer en or. Elle est juste là, à portée de main, pendant que nous nous pinçons le nez en regardant ailleurs. Les fèces sont ce dernier obstacle qui nous sépare d'une agriculture circulaire, d'une économie durable et d'une bonne redistribution des nutriments. Nous saurons que nous sommes enfin venus à bout de la rupture métabolique quand le monde des affaires et les entreprises se chamailleront de nouveau pour savoir qui mettra la main sur le plus vieux produit intérieur brut de l'humanité.

—Lina Zeldovich*
Publié le 22 avril

---

* Née en Russie, **Lina Zeldovich** vit aujourd'hui à New York. Elle a publié en 2021 un essai consacré à nos excréments et intitulé *The Other Dark Matter* ("L'Autre Matière noire", inédit en français). Pour la suivre sur Twitter : @LinaZeldovich

culture.



↙ **Defying Decay sur scène, à Bangkok, le 12 février. Dans un morceau devenu viral, le groupe de metal thaïlandais dénonce l'impossibilité de critiquer la monarchie.** *Photo Jack Taylor/AFP*

En Asie du Sud-Est, la bande-son de la révolte

Fidèles à l'héritage contestataire du rap, du punk et du heavy metal, des musiciens dénoncent dans leurs chansons les pouvoirs politiques et religieux en place. Passage en revue.

—Nikkei Asia *(extraits) Tokyo*

Plusieurs décennies après avoir provoqué l'indignation en Occident, le heavy metal, le punk et le hip-hop, des genres musicaux qualifiés d'antisystème à leur apparition, ne choquent aujourd'hui plus grand-monde. Ces types de musique sont toujours liés à des milieux marginaux, mais leurs messages se sont aseptisés avec le temps et ont été absorbés par la culture dominante – du moins en Occident.

Malgré ce processus d'assimilation et de mercantilisation, le heavy metal, le punk et le hip-hop continuent de servir de chambre d'écho à la contestation, notamment en Asie du Sud-Est, une région abritant les régimes les plus autoritaires et les sociétés les plus corsetées de la planète, et qui a fait beaucoup d'efforts pour faire disparaître ces genres musicaux.

Ces cultures alternatives ont débarqué dans la région au milieu des années 1980, et se sont développées dans les années 1990, où elles ont commencé à attirer l'attention des autorités. À Singapour, la pratique du pogo a été interdite pendant dix ans dans les années 1990. En 2001, puis en 2005, le Premier ministre de Malaisie, Mahathir Mohamad, s'en était pris au black metal, envoyant la police dans les concerts pour arrêter les passionnés afin de mettre un terme à la montée de cette pratique jugée antisociale chez les jeunes. En décembre 2011, à Banda Aceh, capitale d'une province indonésienne qui pratique un islam rigoriste, la police avait arrêté un groupe de 64 punks et les avait humiliés en leur rasant la tête au nom d'une *"rééducation"* islamique.

Depuis, certains éléments du punk et du métal indonésiens se sont durablement installés. La naissance de mouvements musicaux musulmans comme le Punk Muslim et le One Finger Movement à Java, à la fin des années 1990, montre comment les musulmans indonésiens ont réinventé ces genres musicaux étrangers en fusionnant des valeurs fondamentalement occidentales avec la culture locale et les croyances religieuses.

Ailleurs en Asie, les artistes de punk, de heavy metal et de rap sont retournés à la source et à l'objectif premier de leur musique : contester le pouvoir en place. Récemment, Defying Decay, un groupe de metalcore [un genre musical né aux États-Unis, mêlant punk hardcore et metal] installé à Bangkok, s'en est pris aux élites thaïlandaises avec la sortie en février 2022 du morceau *The Law 112 : Secrecy and Renegades* ["La loi 112 : secret et renégats"]. Il s'agit d'une charge politique contre la section 112 du Code pénal thaïlandais, qui punit d'une peine allant jusqu'à quinze ans de prison toute critique à l'encontre du roi ou de sa famille [une disposition utilisée depuis le milieu des années 2000].

Metalcore métaphorique. Les appels à réformer la monarchie avaient résonné dans les rues de Thaïlande en 2020, lors de manifestations principalement organisées par les jeunes Thaïlandais contre la junte militaire au pouvoir, mais Defying Decay a été encore plus loin avec la sortie de ce titre, même si le texte reste métaphorique afin d'éviter les représailles.

Le pays voisin, la Birmanie, est secoué par des mouvements de contestation de grande ampleur, une répression féroce et une série d'assassinats depuis que les militaires ont arrêté la dirigeante Aung San Suu Kyi et pris le pouvoir, le 1er février 2021. Le groupe punk The Rebel Riot était aux côtés des centaines de milliers de personnes descendues dans les rues pour manifester.

Créé à Rangoon en 2007, au moment de la "révolution safran", un mouvement mené par les moines contre la hausse brutale des prix de l'énergie et le régime en place, The Rebel Riot s'est joint à Cacerolazo (un collectif de punks de Rangoon qui dit *"faire du bruit au nom de la démocratie, de la justice et des droits humains"*) pour enregistrer une version birmane de *Bella Ciao* à la fin de 2021. Chant antifasciste italien de la Seconde Guerre mondiale, *Bella Ciao* a été repris dans de nombreux pays en signe d'opposition aux dictatures. La version en langue birmane a été écrite en 2015 par Zin Lin, aujourd'hui en détention à Rangoon, la plus grande ville de Birmanie.

"C'est bien plus qu'une simple chanson, elle rend hommage à tous les antifascistes de Birmanie aujourd'hui, et prouve que la révolution n'est pas terminée", écrit The Rebel Riot dans la description sur YouTube de leur vidéo, vue plus de 20 000 fois depuis sa sortie. Dans la vidéo, les membres du groupe dissimulent leur identité derrière des bandanas et des cagoules, et entrecoupent leur prestation frénétique d'images de manifestants défilant dans les rues birmanes.

MUSIQUE

La Malaisie ne manque pas non plus d'artistes engagés, avec par exemple la chanson *Turun Najib Turun* ["Du balai, Najib, du balai"] de Dum Dum Tak, un groupe punk de Kuala Lumpur. Elle a pour thème les accusations de corruption portées contre Najib Razak, Premier ministre de Malaisie de 2009 à 2018. En 2021, un autre groupe de punk new wave de la capitale, Terrer, s'en était pris à l'hypocrisie religieuse des élites dans leur premier morceau, *Hang Loklaq*, dont le titre, dans le dialecte du Kedah, une région du nord-ouest du pays, désigne un comportement "bizarre" ou "tordu".

> **"Si je suis aussi tenace, c'est parce que je tire ma force de ma communauté."**
> **Subhas Nair,** RAPPEUR SINGAPOURIEN

Dans la vidéo de *Hang Loklaq*, les musiciens du groupe sont déguisés en femme et portent l'habit traditionnel des Malaisiennes, ainsi que le voile. Cette vidéo, tournée en octobre 2019, a été vue plus de 80 000 fois sur YouTube. *"Ce n'était pas évident d'écrire cette chanson et de faire ce clip,* reconnaît le chanteur de Terrer, Faiq Syazwan Kuhiri. *Mais, dans le fond, cette vidéo ne se moque pas de la religion ou des croyants. La chanson dénonce ceux qui sont au pouvoir et qui instrumentalisent la religion et la foi pour servir des intérêts politiques et faire avancer leur carrière."*

Et Faiq d'ajouter qu'en tant qu'homme il ne sait rien de la réalité et des souffrances des femmes malaisiennes, qui *"doivent parler en leur nom"*. Mais, poursuit-il, *"les gens, les hommes, les femmes, les binaires et les non-binaires devraient pouvoir s'exprimer en toute liberté sans avoir peur des représailles de l'État ou même de leur entourage"*.

Cette liberté d'expression est également absente à Singapour, où un jeune rappeur de 29 ans d'origine indienne, Subhas Nair, doit être jugé pour incitation à la haine religieuse et raciale.

Subhas explique qu'il a commencé à rapper pour attirer l'attention sur ce qu'il appelle les citoyens de second zone à la *"peau foncée"*. La population de la cité-État est composée à 75 % de Chinois. Le chanteur raconte des situations qu'il a vécues en grandissant dans une famille pauvre issue d'une minorité visible. L'artiste est également engagé auprès des travailleurs migrants en provenance du Bangladesh et d'Inde.

Rap antiraciste. Les démêlés de Subhas avec la justice singapourienne ont commencé en juillet 2019, lorsque lui et sa sœur Preeti – une influenceuse et artiste hip-hop également connue sous le nom de Preetipls – ont diffusé sur les réseaux une vidéo de rap dénonçant le racisme. Leur vidéo signalait une publicité dans laquelle l'acteur singapourien d'origine chinoise Dennis Chew s'était grimé le visage pour jouer le rôle d'un Indien.

L'acteur s'est excusé et la vidéo a été retirée. Subhas a néanmoins été condamné à une peine probatoire de deux ans pour avoir attisé les tensions entre les Singapouriens d'ethnie chinoise et les minorités malaises et indiennes de l'île.

Le rappeur ne s'est pourtant pas arrêté là. Il s'est exprimé sur les réseaux sociaux à plusieurs reprises : en réaction à une vidéo de chrétiens chinois tenant des propos controversés à l'encontre d'une autre communauté et à la suite d'une rixe survenue en octobre 2020 dans un centre commercial, au cours de laquelle un Indien singapourien de 31 ans avait été tué. Subhas a également utilisé un dessin humoristique posté sur les réseaux à l'occasion du drame du centre commercial comme décor de scène, lors du lancement de son album Tabula Rasa en mars 2021.

Subhas a fini par être convoqué par la justice le 1er novembre 2021. Après avoir initialement accepté de plaider coupable pour deux des quatre chefs d'accusation retenus contre lui, il a changé d'avis en avril dernier et attend maintenant une nouvelle audience préliminaire. S'il est reconnu coupable de tous les chefs d'accusation, il pourrait passer jusqu'à trois ans en prison.

"Je ne me considère pas du tout comme un type intrépide ou courageux, explique Subhas. *Je pense que le hip-hop est vraiment un moyen d'explorer les différentes façons de dire 'Fuck you' et/ou 'I love you'. Si je suis aussi tenace, c'est parce que je tire ma force de ma communauté. Nos vies sont intimement liées, et nos morts aussi."*

—Marco Ferrarese

Publié le 13 mai

Yuki Kihara revisite le paradis de Gauguin

L'artiste samoane Yuki Kihara s'approprie l'œuvre polynésienne du peintre français. Et la transforme en acte de reconnaissance de la communauté transgenre, dont elle est issue. À voir à la Biennale de Venise.



↙ ***Deux Fa'afafine*, d'après Gauguin (détail), une œuvre de l'exposition "Paradise Camp".** *Photo Courtesy of Yuki Kihara and Milford Galleries, Aotearoa New Zealand*

La scène se passe dans un studio de télévision samoan, rapporte le **Financial Times.** Les invitées d'un talk-show examinent *Deux Tahitiennes,* un tableau de Paul Gauguin datant de 1899. *"Aussi jolies que nous soyons en tant que* fa'afafine*... Gauguin voulait que nous soyons nées avec des seins tout en ayant toujours un* tipo*"*, observe l'une, s'identifiant aux personnages représentés. Quand la présentatrice lui demande d'expliquer le mot *tipo,* elle répond : *"Pénis. Je crois que c'est ça qu'il voulait. Il est amoureux du tipo."*

PHOTOGRAPHIE

Fa'afafine est le nom donné, dans les îles Samoa, aux personnes nées garçons qui s'identifient comme non-binaires ou appartenant à un troisième genre. Un concept qui a des équivalents dans tout le monde polynésien, y compris à Tahiti. D'où les références entremêlées dans le dialogue précité, extrait d'une émission en cinq épisodes intitulée *Paul Gauguin. First impressions* ("Paul Gauguin. Premières impressions"). *"Tour à tour hilarant et sérieux"*, selon le *Financial Times,* ce talk-show fait partie de l'exposition "Paradise Camp" ("Le camp du paradis"), que l'artiste samoane Yuki Kihara présente dans le pavillon néo-zélandais de la Biennale de Venise, jusqu'au 27 novembre.

En ce début du xxie siècle, en plein renouveau du discours sur les rapports de genres, de classes et de races, le peintre français (1848-1903) fait l'objet de multiples polémiques. Certains voudraient décrocher ses œuvres des musées, rappelant ses liaisons avec de très jeunes vahinés et la représentation hypersexualisée qu'il en a brossée.

En 2008, alors qu'elle exposait au Metropolitan Museum of Art, à New York, Yuki Kihara a pu admirer les tableaux de Gauguin que possède l'institution. Elle y a décelé des visages et des attitudes qui lui semblaient caractéristiques des *fa'afafine*. Ce qui lui a rappelé une hypothèse malicieuse, émise il y a une trentaine d'années par Ngahuia Te Awekotuku, une militante lesbienne et universitaire néo-zélandaise, spécialiste de la culture maorie. Une hypothèse que **Metro,** un trimestriel sur papier glacé d'Auckland, résume en ces termes : *"L'œuvre de Gauguin serait-elle en fait un compte rendu visuel de la vie queer polynésienne ?"*

Paul Gauguin n'est jamais allé aux Samoa, objecte le *Financial Times*. Si on peut envisager qu'il ait peint des *mahu,* l'équivalent tahitien des *fa'afafine,* comment aurait-il pu prendre des *fa'afafine* pour modèles ?

"J'appelle ça 'surcycler'. Je prends un matériau original et je l'améliore."

Yuki Kihara

Il se trouve qu'en 1895 Paul Gauguin, retournant en Polynésie française, a fait escale à Auckland. Là, Yuki Kihara en a trouvé la preuve, il a visité l'Auckland Museum et l'Auckland Art Gallery. Et dans ces institutions, il aurait pu voir – il faut ici parler au conditionnel – des clichés pris aux Samoa par le photographe néo-zélandais Thomas Andrew (1855-1939). Des correspondances existeraient entre ces clichés et certaines toiles de Gauguin, assure Kihara.

Longue quête. Ce premier jalon posé, Yuki Kihara *"s'est mise à chercher toute preuve précoloniale, historique, de l'existence d'un troisième genre dans le Pacifique"*, raconte *Metro*. Une tâche infiniment ardue, car *"nombre des photographies coloniales étaient mises en scène pour le consommateur occidental"*, explique l'artiste au magazine néo-zélandais. Autant dire que la diversité des genres dans les sociétés traditionnelles polynésiennes n'était pas mise en valeur, voire était gommée.

Dans "Paradise Camp", son exposition à la Biennale de Venise, Yuki Kihara rassemble le résultat de ses recherches : *"Des livres, des affiches et des brochures rares du xxie siècle"*, détaille le *Financial Times*. Mais *"la pièce centrale est une série de douze photographies mises en scène par Kihara et prises aux Samoa en mars 2020, à la veille de la pandémie"*, poursuit le journal. Une reconstitution de tableaux de Gauguin, avec des membres de la communauté *fa'afafine* pour modèles. L'artiste explique sa démarche au magazine *Metro* : *"J'appelle ça 'surcycler'. En termes de durabilité, surcycler, c'est prendre un matériau original pour l'améliorer, et c'est ce que je fais."*

Pour Yuki Kihara, née en 1975 d'un père japonais et d'une mère samoane, cette exposition est en tout cas la somme de nombreuses premières. *"Elle [est] la première personne représentant le Pacifique, la première personne asiatique et la première* fa'afafine*"* à exposer dans le pavillon néo-zélandais, énumère *Metro*.

Son travail va au-delà d'une réinterprétation de l'histoire de l'art et intègre des préoccupations très contemporaines. Encore aujourd'hui, aux îles Samoa, *"les* fa'afafine *sont exclus de nombreux aspects de la vie civile"*, relève *Metro*. En baptisant son exposition "Paradise Camp", Kihara *"veut que nous remarquions la puissance du mythe du 'paradis du Pacifique' que l'industrie du tourisme aime tant mettre en avant pour masquer et marginaliser,* souligne pour sa part le *Financial Times*. *De jeunes mariés se promènent sur la plage, des Samoans servent des cocktails, mais la communauté* fa'afafine *est totalement absente du tableau."*

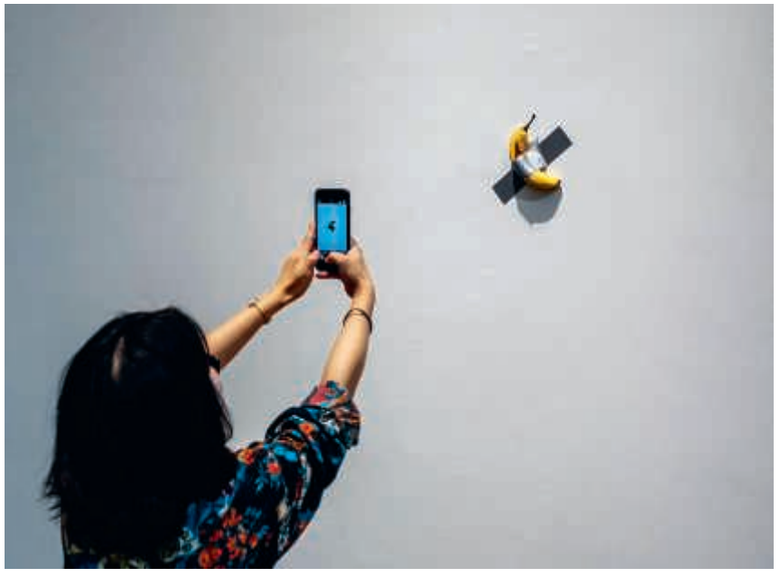
—Courrier international

Courrier international — nº 1650 du 16 au 22 juin 2022

↙ À l'Ucca, à Pékin, en décembre 2021. Devant *The Comedian*, une œuvre de Maurizio Cattelan.
Photo Wiktor Dabkowski/dpa via Zuma Press/Réa

En Chine, le mariage de l'art et du selfie

De plus en plus d'expositions prennent en compte, dans leur conception, les besoins des influenceurs. Si le public jeune est au rendez-vous, le marché de l'art pourrait en être chamboulé.



—The Economist (*extraits*) *Londres*

Par un week-end d'hiver à Pékin, de jeunes couples déambulent dans les salles de l'exposition "Lovelovelove", présentée au Today Art Museum [jusqu'au 6 janvier dernier]. Certains des objets exposés n'ont qu'un lien ténu avec le thème, mais les visiteurs, déterminés à se photographier sous leur meilleur jour au milieu des miroirs et des néons, ne semblent pas s'en formaliser.

Une jeune femme prend la pose dans un escalier blanc, jetant un regard à son amie par-dessus son épaule. Ailleurs dans le musée, *Bord de mer*, un film de la défunte réalisatrice française Agnès Varda, est projeté en boucle. Le plancher de la salle est couvert de sable, et des transats ont été installés face à un écran où des vagues clapotent doucement sur une plage.

Les spectateurs discutent du meilleur angle pour prendre une photo. Ils ont environ dix secondes pour se précipiter sur une chaise, simuler une scène de plage relaxante et laisser la place au suivant. Il semble qu'il soit moins important de vivre l'expérience de l'amour ou de la vision de la mer de Varda que de montrer aux autres que vous l'avez fait.

Partout dans le monde, les musées et les galeries d'art attirent des jeunes qui, désireux d'impressionner leurs followers, prennent tout en photo. Mais en Chine le mariage de l'art et des médias sociaux saute particulièrement aux yeux. Les musées privés du pays ont toujours dû composer avec les bureaucrates locaux. Mais les conservateurs doivent désormais aussi se plier aux caprices des créateurs de tendances et aux modes d'Internet.

Lieux populaires. Le terme *wanghong* peut se traduire par "viral" ou "célébrité d'Internet", avec un petit quelque chose de racoleur. Utilisé comme substantif, il fait référence aux influenceurs des réseaux sociaux chinois, aussi appelés "KOL", pour *key opinion leaders*. L'adjectif décrit, quant à lui, les lieux populaires où les jeunes Chinois se retrouvent en masse pour prendre des selfies, exhortant leurs fans à *da ka*, c'est-à-dire à se géolocaliser au même endroit. L'endroit en question peut être un café, un arbre ou, comme c'est souvent le cas, une galerie d'art.

L'effet *wanghong* présente des avantages pour les établissements. Les musées privés, qui dépendent largement des ventes de billets, voient généralement le phénomène d'un bon œil. Il n'est pas rare que les galeries augmentent leurs prix lorsqu'elles anticipent un afflux de visiteurs attirés par les influenceurs. Philip Tinari, directeur de l'Ucca Centre for Contemporary Art, à Pékin, dit que son établissement *"a évolué pour faire une place"* aux KOL, qui sont désormais invités à participer à des visites privées. Grâce à un partenariat, l'Ucca peut promouvoir sa programmation auprès des 600 millions d'utilisateurs quotidiens de Douyin, la version chinoise de TikTok.

D'après M. Tinari, le nombre de visiteurs a monté en flèche depuis que l'Ucca a commencé à réfléchir sérieusement à la façon dont il pourrait tirer parti des réseaux sociaux.

Concours. Une récente exposition sur l'artiste italien Maurizio Cattelan a ainsi attiré des foules de fans de *wanghong*. Outre les concours organisés sur les médias sociaux, l'Ucca avait fait appel à des KOL et à des vedettes chinoises de la pop. Une recherche sur Xiaohongshu, une application de partage de photos, fait apparaître des publications dans lesquelles on conseillait aux visiteurs de porter des couleurs sombres qui s'accorderaient bien avec la palette neutre de l'exposition. Des photos montrent des visiteurs étendus au sol, l'air alangui, à côté d'un cheval naturalisé, un signe portant l'inscription "INRI" (l'abréviation latine de "Jésus de Nazareth, roi des Juifs") sortant de son flanc.

La moyenne d'âge des visiteurs des galeries est beaucoup plus basse qu'en Occident, et, comme l'explique M. Tinari, ils *"n'ont pas cette austérité accumulée"* dans leur façon d'approcher l'art. La plupart des établissements d'art contemporain privés en Chine sont jeunes, eux aussi, et les attitudes qu'on y adopte sont différentes: l'étiquette occidentale qui exige qu'on témoigne aux œuvres une sorte de révérence cérémonieuse ne s'applique pas. De nombreux visiteurs souhaitent explorer et apprendre, certes, mais on vient aussi voir une exposition pour sortir et s'amuser.

Ces changements technologiques et démographiques rouvrent les vieux débats sur le rôle et la valeur de l'art. À quoi sert l'art? À divertir ou à instruire? Qui a autorité pour trancher la question?

Pendant des siècles, ce sont les musées, les conservateurs et les collectionneurs qui ont jugé ce qui méritait de traverser le temps et ce qui était bon pour la poubelle. Ils ont cherché à interpréter les intentions et les influences derrière chaque œuvre et à définir le contexte dans lequel chacune avait été créée. Les médias sociaux renversent cette hiérarchie et rejettent les exposés savants. *"Tout le monde a un avis, et tout avis a une certaine valeur"*, explique M. Tinari.

ART CONTEMPORAIN

Certaines vedettes du web semblent certes avoir un réel intérêt pour l'art. Sur Weibo, un site [chinois] de microblogging, Cathy Cao [une KOL de 22 ans] partage avec ses plus de 267 000 abonnés une combinaison de selfies réalisés dans des musées et de photos des œuvres. Elle ne publie pas de longues légendes sur les artistes ou les pièces, mais elle s'efforce de *"prendre des photos qui montrent vraiment le charme et la beauté des œuvres"* et de porter des vêtements *"en harmonie"* avec les expositions.

Mais les détracteurs de la tendance *wanghong* affirment que les peintures et les sculptures sont reléguées au second plan et que le marketing prend toute la place. L'art lui-même disparaît peu à peu.

Ce genre de préoccupation concernant l'absence de sérieux et de connaissances en matière d'art – qu'on pourrait aussi qualifier de "snobisme" – n'est pas la seule objection qui s'élève face à l'émergence de l'art *wanghong*. Les commissaires d'exposition n'aiment pas quand des KOL qui sont rémunérés pour faire la promotion de vêtements ou de parfums organisent des séances photo dans leurs musées. Certains cherchent à décourager cette pratique en interdisant aux visiteurs de prendre des photos de personnes ou en les obligeant à effacer celles qu'ils prennent.

Mais les détracteurs forment une minorité de moins en moins importante. Les commissaires d'une exposition de photos de Man Ray au musée M Woods, à Pékin, ont installé une pelouse synthétique et un arbre pour servir de décor à d'éventuels portraits. À Shanghai, la Fondation Fosun a publié sur WeChat, une autre application [chinoise], un article encourageant les visiteurs à exploiter les jeux d'ombre et de lumière dans certaines salles de l'établissement. Le musée d'art de Pudong, lui aussi à Shanghai, a dressé une liste des meilleurs endroits pour prendre des selfies entre ses murs et aux alentours.

À quoi sert l'art ? À divertir ou à instruire ? Qui a l'autorité pour en décider ?

En Chine et ailleurs, les applications qui comptent des centaines de millions d'utilisateurs influenceront de plus en plus la façon dont l'art visuel est présenté et consommé – et, parce que les artistes veulent que leur travail soit vu et acheté, la façon dont il est créé.

La publication de Cathy Cao pour promouvoir une exposition consacrée à Raphaël à Pékin a récolté de nombreux commentaires, mais la vaste majorité portaient sur l'apparence de la jeune femme plutôt que sur l'art lui-même. Les organisateurs ont réagi en promettant aux éventuels visiteurs de l'exposition qu'ils auraient toutes les chances d'y *"croiser de belles personnes comme [Cathy Cao]"*.—

Publié le 23 avril

NOTRE HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

IT'S **APÉRO** TIME !*



*C'EST L'HEURE DE L'APÉRITIF !

ORANGINA SCHWEPPES FRANCE SAS - RCS NANTERRE B 404 067 941 - CAPITAL SOCIAL 446 036 924 € - TBWAIPARIS

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE MANGER TROP GRAS, TROP SUCRÉ, TROP SALÉ. WWW.MANGERBOUGER.FR